COURANT ★ ALTERNATIF

courant ★ alternatif

- NUCLÉAIRE, DROIT DANS LE MUR
- UKRAINE-RUSSIE : LES RAISONS DU CONFLIT
- LES SYNDICATS CHEZ LES GÉANTS US

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N°321 | JUIN 2022 | 3 €

courant alternatif

n°321 juin 2022

RUBRIQUES
3...► EDITO : Les bourgeoisies sont en guerre, désarmons-les !
11...► VERTEMENT ECOLO chroniques de la lutte des classes
14...► SANS FRONTIERE chroniques sur l'immigration
16...► BIG BROTHERS chroniques du contrôle et de la répression
22...► BREVES DE L'ECO
26...► INSUBORDINATION SALARIALE chroniques de la lutte des classes

UKRAINE-RUSSIE
4... Ukraine Russie : Les raisons du conflit

GUERRE A LA GUERRE
8...► L'OTAN et le pouvoir russe

NUCLEAIRE
12...► Le nucléaire, droit dans le mur

LES RENCONTRES D'ETE DE L'OCL
18...► Rencontres libertaires du Quercy

POLITICHIENS
20...► Droite-gauche : il n'y a rien à dépasser

BILLET D'HUMEUR
18...► Adresse aux militant.e.s d'extrême gauche ou libertaires qui s'y reconnaîtront

ECONOMIE DE LA PECHE
23...► Stop à la senne démersale !

SOCIAL
24...► Actions de solidarité avec les marins licenciés de P&O
La solidarité de classe ne doit pas connaître de frontière

ANALYSE
28...► Angry wokers

INTERNATIONAL
31...► Un petit pas pour les syndicats chez les géants économiques

Ce numéro a été préparé à **STRASBOURG** et maquetté à **MOULINS**
La commission journal de l'**été** aura lieu lors du camping
organisé par L'OCL, près de **MONTAUBAN**

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Courant alternatif paraît depuis 1981, sans comité de rédaction, réalisé de façon militante et décentralisée par des personnes membres ou proches de l'organisation communiste libertaire, l'OCL.

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL.

Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des évènements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s.

En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire.

Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'évènements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COURANT ALTERNATIF - Mensuel anarchiste-communiste, mai 2022 - COM. PAR. 0625 G 86750
Pour les seules obligations légales DIR. PUBLICATION Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims Imprimé sur papier recyclé. Mise en page avec Scribus

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213 - 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

contacter localement
l'**O**rganisation **C**ommuniste **L**ibertaire

site http://oclibertaire.lautre.net

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRENNEES
OCL c/o canal sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403
62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@Orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison de l'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.fr
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

AUTRES CONTACTS
passer par
oclibertaire@hotmail.com

ABONNEMENT 1 AN

• 10 numéros	30 euros
• Tarifs réduits (pour les fauchés)	18 euros
• En soutien	+ de 30 euros
• A l'essai (3 numéros)	5 euros
• Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et
envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de **"La Galère"**
OCL égregore, BP 81213 - 51058 Reims cedex
Ou payer par internet sur notre site

Les bourgeoisies sont en guerre, désarmons-les !

Fin mai, le gouvernement Macron, a été dévoilé, Dupond-Moretti à la Justice, Darmanin à l'Intérieur, Le Maire à l'Economie, on ne prend même plus la peine d'échanger les chaises. Tout ce beau monde sous la direction de notre nouvelle première ministre Elisabeth Borne. Dédiant sa nomination à «toutes les petites filles», dans un gouvernement où les accusations de viols et agressions sexuelles s'accumulent, on n'attendra pas grand-chose du côté du féminisme.

Priorité prioritaire pour ce gouvernement, l'écologie. Mme Borne, qui a déjà bénéficié de 3 porte-feuilles ministériels pour illustrer son soutien aux projets dévastateurs (autoroutes, LGV...), s'est flanquée de 2 ministres, une pour la Transition écologique et une pour la Transition énergétique. Celles-ci se sont jusqu'à présent illustrées par des politiques économiques très libérales. Et pour l'environnement,... l'ex sarkoziste, Montchalin, a travaillé pour BNP Paribas, financeur des énergies fossiles à hauteur de 41 milliards en 2020, et Pannier-Runacher quant à elle n'a même pas été ca-pable de voter pour l'interdiction du glyphosate. On n'est plus dans l'inaction politique mais bien dans le sabotage écologique ! La seule solution énergétique mise en avant pour le moment est l'expansion du nucléaire civile. Malgré les défaillances des vielles centrales et les échecs des EPR, on a toujours une nouveauté à nous vendre dans ce domaine.

Coté social, ou anti-social devrions-nous dire, Mme Borne est celle qui a mis en place la réforme de la SNCF et la suppression du statut des cheminots en 2018 et la réforme de l'assurance chômage en 2021. On se rappelle que cela a été fait sans négociations possibles, en réprimant et méprisant les grèves des cheminots et les mobilisations des précaires. Nul doute que, pour Macron, elle est la technocrate adéquate pour poursuivre sa politique d'austérité, notamment sur le gros dossier de la réforme des retraites.

Et la gauche institutionnelle qui nous sort la NUPES ! Ce conglomérat d'épiciers qui se partagent avidement les circonscriptions, sur un programme commun de bric et de broc…

Il ne s'agit là que de la recomposition de la sociale démocratie. Mélenchon, produit du PS, n'est pas en rupture avec la gauche traditionnelle, il lui permet d'avoir une seconde vie pour faire oublier les errements de Hollande et la fabrication du Frankenstein Macron. Il y a bien une continuité SFIO/PS-PC et maintenant NUPES. Ce n'est pas anodin, que Mélenchon au lieu d'essayer de rallier la 4e force du pays (les abstentionnistes de plus en plus conscients et politisés) préfère se tourner vers sa droite pour agréger EELV et le PS. Finalement que plus d'1/4 de la population (en droit de le faire) n'aille pas/plus voter, ce n'est pas un problème pour les partis. Tant que l'Etat et ses institutions ne prennent pas l'eau, ils y trouvent leur compte.

Même si la NUPES devenait une force d'opposition au sein de l'assemblée nationale, elle ne réglera rien. Que pourra-t-elle faire ? Ou plutôt que voudra-t-elle faire ? Son programme reste réformiste, teinté de vert et de rouge certes, mais il ne propose pas de rupture avec le capitalisme. Quelques miettes, toujours bonnes à prendre quand on est dans la mouise évidemment, mais des miettes : 100€ pour les smicards, trimer jusqu'à 60 ans, défense des services publics, reconnaissance du crime d'écocide, proclamations anti-racistes, …

Pour nous, communistes libertaires, quelle que soit l'issue des législatives, ce quinquennat sera for-cément celui de la poursuite des confrontations sociales face à la baisse du pouvoir d'achat. L'important c'est d'être lucides, nos intérêts ne sont pas ceux de la bourgeoisie et les vraies victoires ne s'arracheront que par l'action concrète et le collectif.

En Ukraine, le conflit s'enlise, et on a avec horreur, de plus en plus de mal à visualiser une sortie rapide de cette guerre. Contrairement à ce que dit Biden, des cleptocrates, il y en a autant du côté russe qu'ukrainien. Pivot stratégique et intérêt économique pour ses voisins, l'Ukraine est encore une fois objet de toutes les convoitises et encore une fois les conséquences sont dramatiques pour la po-pulation ukrainienne. Chair à canons chez eux, ceux qui se tournent vers l'exode, (déjà 5 millions de réfugiés) servent de prétexte à nos politiques racistes pour dégrader les conditions des migrants non européens.

Les élites russes et le Kremlin se sont enfermés dans cette guerre, sans surprise, ils étendent la cons-cription; comme dans toutes les guerres impérialistes (et expansionnistes), les bourgeoisies envoient les populations à la boucherie. D'ici, c'est bien maigre, mais, nous réaffirmons que nous sommes contre l'impérialisme, les conflits armés entre Etats et les frontières. Et parmi les issues les moins «pires» nous voyons la potentialité de révolte (armée?) et de soulèvement (armé?) des populations russes contre les ennemis de classe. Nous soutenons donc quoi qu'il arrive la désertion chez les jeunes russes et toutes les tentatives d'organisation politique soutenant la lutte des classes. Nous espérons que l'écueil du nationalisme sera évité par les prolétaires russes, ukrainiens et américains.

Car, en face, les USA commencent à y investir sérieusement du pognon: le congrès américain vient d'adopter, à la quasi unanimité, un projet de loi visant à allouer 40 milliards de dollars d'aides à l'Ukraine. Les Etats-Unis sont un acteur majeur de la prolongation de cette guerre, notamment à travers l'organisation rapace qu'est l'OTAN. Cette alliance armée s'est depuis sa création illustrée par ses actions mortifères dans le monde. L'impérialisme de l'OTAN-USA s'est toujours opposé à celui de sa rivale slave URSS/Russie et actuellement, c'est la Russie qui est mise au ban sur la scène internationale alors qu'une partie des industries américaines engrangent les profits.

On pense évidemment aux secteurs de l'armement (dont la production et le commerce sont le pilier de notre prospérité, chez nous en France aussi!) et de l'énergie (rappelons que les USA sont des gros producteurs de pétrole et de gaz). Si on excepte les politiciens (démocrates ou républicains) entrete-nus par les lobbys et leurs actions boursières au sein de ces branches, les travailleurs et les travail-leuses américain-es, eux, vont subir une inflation de plus en plus brutale.

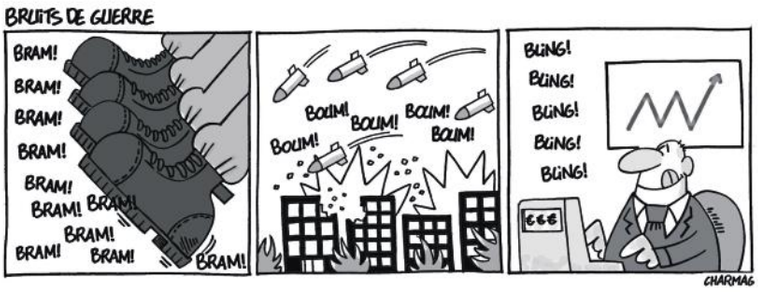
Cela peut laisser présager des mouvements sociaux aux Etats-Unis, comme le montrent les velléités de syndicalisation dans les grandes multinationales telles qu'Amazon. Dans ses entrepôts où chaque jour plusieurs milliers d'employés viennent se ruiner la santé (les fameux troubles muscu-lo-squelettiques) ou sur les ferries anglais où les travailleurs sont licenciés sans ménagement, les ten-tatives d'organisation et de lutte doivent être internationalement soutenues. Il est dans ce sens inté-ressant de se documenter sur le monde du travail du secteur de la logistique avec des retours d'expériences comme ceux des Angry Workers.

Macron avait prévenu, le soir de sa réélection, «Cette ère nouvelle ne sera pas la continuité du quin-quennat qui s'achève mais l'invention collective d'une méthode refondée pour cinq années de mieux.», un extrait de son livre «Révolution» sans doute... Alors pour une fois, aidons-le: que vive l'invention collective ! Organisons-nous, luttons, et ne réfrénons pas notre élan aux 5 prochaines années ! Du «mieux», oui, que ce soit sur nos lieux de travail, sur nos lieux de vie, partout ! Que la gauche institutionnelle se recompose, ne nous intéresse pas, ce qui compte c'est que la lutte des classes se réinvente ! Finalement, quand tout va mal, pour nous révolutionnaires, c'est le moment d'en profiter pour faire que tout aille mieux !

Marre d'être éborgnés, c'est au système capitaliste oppressant et mortifère de morfler !

groupe OCL Strasbourg, le 29/05/22

Ukraine Russie : les raisons du conflit



Suite au débat qui s'est tenu à Strasbourg le 23 avril 2022 lors d'une CJ, il nous a paru important d'apporter des éclaircissements sur les origines et les enjeux du conflit qui ravage l'Ukraine afin d'avoir la vision la plus large possible sur la situation et les enjeux qui en découlent. Prenant appui sur des ouvrages, nous avons cherché à comprendre les évolutions sociales et politiques qui ont traversé cet espace postsoviétique afin d'expliciter la nature du conflit actuel.

Une future poule aux œufs d'or pour les uns, un «pivot stratégique» pour d'autres

Pour comprendre les racines profondes de cette guerre entre la Russie et l'Ukraine, il est indispensable de revenir sur nombre d'idées reçues concernant cette dernière. Le nom lui-même sort de la nuit de l'histoire en 1187 et signifie « région frontalière » en russe et en polonais [1]. Celle-ci va varier au cours du temps, des drames et des partages entre plusieurs puissances extérieures, et dans le cadre de l'empire des tsars, cet espace porte le nom de «Petite-Russie». Il prendra sa forme définitive au sein de l'URSS en 1946, la Crimée se rattachant à l'Ukraine en 1954. On présente souvent cet État comme une création artificielle de deux ensembles combinés : une partie regardant à l'est (vers la Russie) et une autre à l'ouest (vers l'Europe centrale). Bien évidemment, tout cela est exagéré et ne tient pas compte de la complexité de la formation de cet État-nation récent. Ce pays est très vaste essentiellement agricole et minier. 70% du territoire ukrainien est composé de surfaces agricoles : 42 M d'ha dont 30 M de terres arables dites «terres noires» ou «tchernoziom» fertiles [2]. Sa population est cinq fois plus importante que celle de la Biélorussie et sa diaspora est estimée à 7 M de personnes qui apportent une manne importante au pays. Depuis 20 ans, l'économie du pays est fragile (le PIB par hab. est de 3900$ en 2013) gangrenée par la corruption ; le salaire moyen y est faible par rapport à ses voisins polonais et russes. Sa dépendance vis-à-vis du gaz russe est grande, mais depuis 2015 avec le principe du flux inversé elle est beaucoup moins forte qu'avant. Malgré ses handicaps, elle attire les convoitises par sa situation géographique avantageuse et ses terres agricoles, sa population active, ses tuyaux de gaz et sa forte potentialité de décollage économique, surtout si elle met fin à la corruption. Tout cela excite les appétits des capitalistes rapaces, de l'UE, de la Turquie et de la Chine, comme des États-Unis. La Russie coupant ou réduisant le gaz souhaite s'assurer une position stratégique.

Le fantôme du vieil impérialisme russe

Autre idée reçue, le pays n'est pas coupé en deux par des divisions ethnolinguistiques. L'abrogation controversée concernant la loi sur les langues minoritaires n'a jamais été entérinée. Le regard même des Ukrainiens envers le voisin russe avant 2014 n'était pas hostile [3]. Surtout, les Ukrainiens sont quasiment tous bilingues. La situation varie selon les régions. Il existe même une langue mixte le «sourjyk». La question linguistique sert donc essentiellement de storytelling au Kremlin afin de justifier ses actions, ainsi que son soutien aux républiques «autoproclamées» de Donetsk et de Lougansk. Il y a bien des mémoires contradictoires portant sur les événements historiques, des différences régionales ou générationnelles parfois marquées, mais rien de plus. D'ailleurs, avec le conflit, l'identification régionale a perdu de sa pertinence au profit d'une identification nationale. Le Kremlin tente de fracturer l'identité nationale ukrainienne qui repose sur la volonté de «vivre ensemble». Son narratif s'est durci puisqu'on est passé d'une soi-disant «guerre civile» à la négation de l'identité ukrainienne. D'où le discours de Poutine sur le fait qu'Ukrainiens et Russes ne formeraient qu'un seul peuple et la mise en place d'une procédure de «russification» forcée des populations ukrainiennes occupées par l'armée. On voit là resurgir le fantôme du vieil impérialisme russe et ce qu'il charrie derrière lui (panslavisme et «solidarité slave»). L'idée étant pour la Russie d'empêcher l'Ukraine d'écouter les sirènes d'autres puissances et d'éviter que sa population lui échappe. En tout cas, si des sympathies existaient à l'est de l'Ukraine pour la Russie, ce n'était certainement pas pour se faire envahir. Enfin, il faut bien comprendre qu'en Ukraine, l'identité culturelle a longtemps été occultée, ce qui explique le «bricolage» pour se forger une histoire nationale commune et la tentative de la Russie de la réécrire à la place des premiers concernés [4]. Les Ukrainiens sont pourtant bien un des plus anciens peuples d'Europe, mais qui avant 1991, n'avait ni État ni indépendance [5].

Une indépendance, oui mais par le haut

La lutte pour son indépendance s'est exprimée plusieurs fois au cours de son histoire, mais quand celle-ci a existé, elle n'a jamais pu perdurer. Il faut attendre la mort de l'URSS pour voir cette possibilité réémerger au grand jour. En 1988 à Lviv, durant des manifestations populaires, le drapeau ukrainien resurgit du passé. Ensuite, première avancée, le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine reconnaît l'ukrainien comme langue officielle en 1989. Une seconde évolution a lieu au moment de l'effervescence politique qui émerge durant la perestroïka au sein de la population principalement avec le Roukh, un mouvement social et de renaissance culturelle. Celle-ci traverse le monde étudiant et va prendre la forme d'une

1. *Lebedynsky, Ukraine, une histoire en questions, 2019*

2. *Goujon, L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre, 2021*

3. *de Tinguy, La Russie dans le monde, 2019*

4. *de Laroussilhe, L'Ukraine, 2002*

5. *Ackerman, Poutine sur l'Ukraine : un "non-sens historique", selon l'historienne, GEO, 21/03/2022*

mobilisation qui va marquer les esprits : la révolution «na graniti» (2 au 17 octobre 1990). Elle commence par une grève de la faim sur la place de la Révolution d'Octobre (maintenant appelée Maidan Nezalezhnosti) qui voit l'arrivée de militants anarchistes. La «révolution sur le granit» est considérée comme la première manifestation politique majeure de l'Ukraine contemporaine qui voit émerger des figures qui vont jouer un rôle important dans les mobilisations de 2004 et de 2014. Toujours en 1990, des grèves qui ont lieu dans la région minière de Lviv voient des revendications sociales s'accompagner d'exigences d'ordre politique qui sont encouragées par le Roukh [6]. Le point final se déroule durant l'enterrement de l'URSS avec notamment les consultations de la population en mars et décembre 1991 concernant ses relations avec Moscou. La déclaration de souveraineté de l'Ukraine remporte 80 % des suffrages et 90 % des électeurs se prononcent en faveur de l'indépendance. Le partage des sensibilités entre l'est, le centre et l'ouest du pays est peu visible [7]. Entretemps, l'Ukraine va profiter du moment de flottement qui suit le putsch des «guékatchépistes» à Moscou pour se désolidariser de la Russie en déclarant son indépendance le 24 août 1991 [8]. La nomenklatura de l'Ukraine avait déclaré cette indépendance pour sauvegarder ses intérêts – économiques principalement. L'indépendance était finalement octroyée par le haut de la société, ne suscitant aucune désapprobation militaire de Moscou. D'ailleurs, l'accord de Minsk du 8 décembre 1991 verra les présidents russe, biélorusse et ukrainien (Leonid Kravtchouk) dissoudre l'URSS et la remplacer par la CEI. L'Ukraine était enfin libre de voler de ses propres ailes au grand déplaisir de Moscou.

De sombres histoires d'argent

L'indépendance ne résout rien aux problèmes sociaux et économiques. L'URSS était tombée dans un tel marasme qu'il lui fallait accepter la disparition de ce qui était irréformable malgré l'espoir de l'aide occidentale. Le «centre» avait semble-t-il décidé de se sauver de la gabegie généralisée au détriment des autres composantes de l'URSS par une thérapie de choc [9]. Pour éviter de perdre toute influence, les élites moscovites acceptent les indépendances et la disparition de l'URSS, même si elles attribueront plus tard cela à un complot ourdi par l'Occident. En tout cas, la Russie s'était déclarée seule héritière de l'URSS et n'avait rien laissé aux Ukrainiens : ni biens, ni dettes, si ce n'est le poids du marasme économique ainsi qu'un futur chantage à la dette. Celle-ci devenant un nœud coulant sur le cou de l'économie de l'Ukraine que la Russie fera coulisser selon ses intérêts. La nomenklatura russe s'était jouée de son homologue ukrainienne. Leonid Kravtchouk, le 1er président de l'Ukraine va à la suite de ce «partage» et d'importants obstacles structurels ouvrir le pays à tous les bailleurs de fonds du monde, notamment européens. Il se garde bien de changer quoi que ce soit concernant la corruption, une des sources des problèmes en Ukraine. Son successeur Leonid Koutchma se montre lui plus rapace en allant monnayer sa servilité au Kremlin. Il fait augmenter la dépendance du pays à Moscou. La population l'avait pourtant élu en croyant que l'aide du «grand frère» serait désintéressée et que des réformes économiques allaient être mises en œuvre. Rapidement, l'espoir des Ukrainiens se transforme en désillusion vis-à-vis du grand frère russe et de la classe politique ukrainienne. Pour le Kremlin, il s'agit de limiter les rapprochements de l'Ukraine avec l'OTAN. En récompense de cette vassalisation qui s'affirme avec le temps, les étranges tensions séparatistes qui étaient apparues sur la question de la Crimée se relâchent [10]. Par la suite, Koutchma se révèle surtout un habile «kleptocrate» en rassemblant tous les oligarques ukrainiens autour de lui, des capitalistes «particuliers» aux méthodes douteuses issues des directeurs d'entreprises de l'ancienne nomenklatura de la RSS d'Ukraine. La plupart sont croupion de leurs homologues russes. Une partie tire leur fortune des tuyaux de gaz. Le socle des classes dirigeantes n'a que peu varié depuis. Une première tentative de la population ukrainienne de secouer le joug de cette triste conjuration a lieu durant l'hiver 2001 avec la campagne de protestation «l'Ukraine sans Koutchma» [11]. C'est un échec, le mouvement principalement constitué d'étudiants est réprimé, s'enlise et ne trouve pas de soutien en Occident. D'autant que les relations entre l'oncle Sam et la Russie se sont améliorées pour un temps. Il faut attendre 2004 pour revoir la population protester massivement dans la rue contre la corruption et le despotisme du régime.

La rue ukrainienne désire gouverner

Du côté de Moscou, la campagne législative de 2002 en Ukraine marque le retour de son immixtion dans la politique du pays frère. Cette ingérence trouve son explication dans l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie en 2000 qui tourne toutes ses attentions sur son «étranger proche» [12]. Cela va se traduire par des actions plus agressives en Ukraine arcboutées à la question de la dette énergétique : accroissement de son «soft power» (prises de contrôle des médias ukrainiens, mise en avant de l'église orthodoxe, désinformation, etc.) et son «hard power» (chantage économique, espionnage, emploi de la force, etc.). La pression va se faire plus forte durant les présidentielles de 2004. L'adversaire du candidat préféré du maître du Kremlin, Iouchtchenko, subit une tentative d'assassinat probablement sur ordre de Moscou qui a voulu aller trop vite, ce qui lui permet de se faire passer en martyr devant le parlement et de rallier

6. *Joukovsky, Histoire de l'Ukraine, des origines à nos jours, 2005*

7. *Daubenton, Ukraine, l'indépendance à tout prix 2014*

8. *Sokoloff, La puissance pauvre, une histoire de la Russie de 1815 à nos jours,1996*

9. *de Tinguy, op cit*

10. *Joukovsky, op cit*

11. *CA n°320*

12. *Vardanyan, La Russie de Vladimir Poutine et l'intégration économique de l'espace postsoviétique, 2013, Études arméniennes contemporaines*

la foule à la couleur orange de sa campagne. Les services secrets russes et ukrainiens étaient à ce moment-là encore très imbriqués. Cet événement se couple surtout à une crise au sommet de l'État : les hauts fonctionnaires sont mécontents de la concentration d'argent entre les mains de Koutchma et de ses amis oligarques. Ils auraient bien voulu prendre part au festin, mais celui-ci les a mis à l'écart des charges qui devaient être les leurs. Le point de départ de la révolution de 2004 ne doit au final pas grand-chose à George Soros, d'autant que les conseillers du protégé du Kremlin sont autant des «spin doctors» russes que des conseillers américains. D'ailleurs, Poutine déteste Ianoukovitch [13]. Sa candidature était soutenue faute de mieux, le but étant d'amener l'Ukraine à accepter de s'intégrer dans «l'espace économique commun» pour la ficeler définitivement à la Russie. Tout avait été fait pour que Ianoukovitch soit le nouveau président (bourrage d'urnes, technique du carrousel, etc.). Le souci est qu'il y a eu une bévue. Les sondages sortis des urnes donnent la victoire à Iouchtchenko avant les résultats officiels qui eux donnent la victoire à Ianoukovitch. La population comprend que cette élection est une arnaque. Tout le monde est pris de court, une foule vient d'installer des tentes sur la place de l'Indépendance. Déjà 150 diplomates font défection et ne reconnaissent pas la victoire du candidat adoubé par Poutine. Le mouvement se répand comme une traînée de poudre à tel point que les organisations ukrainiennes influencées par l'Occident comme Pora ! sont débordées. La rue en Ukraine comme un immense fleuve trop longtemps corseté venait de s'éveiller à la politique de la révolte [14]. C'est par une rencontre ubuesque entre les deux candidats et des médiateurs étrangers (sous les auspices de la Pologne), dont un représentant du Kremlin qui finit par s'embrouiller, qu'une conciliation est trouvée. Un nouveau 2d tour est organisé le 26 décembre 2004. Il voit finalement la victoire de Iouchtchenko, qui réunit 52 % des voix contre 44 % pour son rival. Les autorités viennent de découvrir la peur des masses. Sous le coup de l'événement, des réformes sont entreprises et l'on s'attaque timidement à la corruption endémique. Mais tout cela est déjà trop. Les dignitaires de l'ancien régime partent en exode en pleurant. Certains se suicident, comme le président de la Banque ukrainienne de crédit et d'autres sont mis à l'écart, les oligarques cherchent à dissimuler leurs magots, mais le mal demeure. On augmente les salaires et les retraites. Bref, on essaie de calmer le jeu pour sauver les meubles au grand dam de Moscou. La réponse à cette révolution orange qui est vécue comme un affront par les élites moscovites ne va pas attendre [15]. Le chantage sur les énergies fossiles recommence notamment le 1er janvier 2006 avec Gazprom qui suspend ses livraisons de gaz. L'Europe est même impactée, c'est d'ailleurs à partir de 2006 qu'on peut dater une volonté de l'UE d'intervenir réellement sur le destin du pays sous lequel passent les tuyaux de gaz. Sur le plan relationnel, les rapports entre l'Ukraine et la Russie deviennent déplorables. D'autant que Kiev s'est rapproché de la Moldavie et de la Géorgie. Les «frères» se séparent un peu plus.

Frères ou frères ennemis ?

Le drame est en marche, mais personne ne songe à ce moment-là que certains «influents» à Moscou envisagent de dépecer le pays «frère». Le congrès du 28 novembre 2004 à Severodonetsk composé de 3500 élus locaux dans lequel est adoptée une résolution appelant à une révision de la Constitution pour accroître l'autonomie des régions en présence du maire de Moscou aurait pu mettre la puce à l'oreille. Pour bien comprendre ce qui se joue derrière ces provocations, il faut saisir que dans les élites russes, l'indépendance de l'Ukraine est perçue comme une perte historique jugée inacceptable [16]. Comme il est impossible de revenir en arrière, c'est le désir de placer l'Ukraine en état de sujétion qui s'est imposé, ainsi que de récupérer la Crimée. On comprend dans ces conditions pourquoi Poutine a les coudées franches dans sa politique envers ses voisins depuis son arrivée au pouvoir. D'ailleurs, l'opposant de Poutine, Navalny partage en partie la même vision que lui sur l'Ukraine. La situation semblait en mauvaise passe pour Moscou, mais les manigances de Ianoukovitch réussissent cette fois à lui permettre de prendre la tête du gouvernement en 2010. C'est un véritable soulagement. On est au moins certain que rien ne viendra tourner la tête à la population russe, si celle-ci tentait d'imiter les Ukrainiens. On ne sait jamais «1917», n'est peut-être pas si loin que cela dans les esprits. De toute façon Iouchtchenko surnommé «Koutchma III» avait fini pas se ranger à la raison [17]. Cette fois, on s'est prémuni de tout incident, puisque même l'adversaire principale de Ianoukovitch, Tymochenko a passé une alliance stratégique avec Moscou. Les acteurs de cette pièce avaient juste oublié un élément, la rue ukrainienne a de la mémoire. Les frasques de Ianoukovitch en tant que président vont achever de le rendre particulièrement détestable, même dans son fief politique. Sur le plan de l'enrichissement personnel, il va faire pire que Koutchma, bien qu'il se soit fait élire sur la question de la lutte contre la corruption. C'est avec lui le retour des revenants, des oligarques et des recherchés par la justice.

La révolution de la dignité

Pour le Kremlin, le règne de Ianoukovitch s'annonçait sous les meilleurs augures et ce n'est pas «la Famille» qui allait se montrer désobligeante ni même le PC d'Ukraine, allié indéfectible des oligarques. L'inquiétude demeure, car l'«homme de Moscou» est un faible devant l'argent et surtout indécis en politique. Et, il ne semble pas si proche de la Russie que cela. Il n'a même pas

Soldats au repos

13. *Daubenton, op cit*

14. *Goujon, La Révolution orange en Ukraine : enquête sur une mobilisation postsoviétique, Critique internationale 2005/2 (n°27), p.109-126*

15. *Gille-Belova, L'usage de la référence révolutionnaire : les interprétations de la « Révolution orange » en Ukraine, Siècles. Cahiers du CHEC, n°27*

16. *Fragments sur les temps présents, Le Conspirationnisme dans la Russie contemporaine, 23/03/2018*

17. *LaPresse.ca, Les cinq ans de la Révolution orange dans l'indifférence, 22/11/2009*

réussi ou eu le courage de transformer son pays en une grande prison pour faire taire à jamais les opposants qui réclament plus d'autonomie vis-à-vis de Moscou. Les oligarques ukrainiens commencent à se diviser notamment concernant l'UE, plus encline à servir leurs intérêts. La société civile ukrainienne a aussi changé. Plus connectée et mieux organisée, elle ressemble de plus en plus à un volcan dangereusement endormi avec sa vie propre hors de l'État. Ainsi, même si le successeur de Koutchma est au pouvoir et que son Parti des Régions a les commandes, les manifestations ne se calment pas, loin de là. Elles chuchotent contre la tutelle des uns et des autres. Bref, le Kremlin est inquiet, d'autant qu'il accuse l'OTAN de «barboter» dans son «étranger proche» [18]. Ces deux forces se considérant comme «civilisées» ; le «fasciste» c'est l'autre. L'UE veut s'assurer des livraisons de gaz et a bien compris que d'énormes profits sont possibles avec l'ancien «grenier à blé du monde». L'ami de Moscou se révèle peu fiable : d'un côté, il donne des gages aux Russes et intensifie son dialogue avec l'OTAN de l'autre (même si la demande d'adhésion est abandonnée). Il souhaite conserver des liens privilégiés avec l'UE et la Russie [19]. Le souci est que les deux entités sont opposées au transit des marchandises par l'Ukraine pour des questions politiques et douanières. Ianoukovitch finit par proposer un accord avec l'UE, afin de faire pression sur la Russie pour obtenir des garanties supplémentaires sur l'union douanière proposée par celle-ci. Il a bien compris que Poutine veut l'assujettir économiquement et peser sur les choix que ses voisins feront dans leur politique économique extérieure. D'autant que la Russie est le principal prêteur d'argent à l'État ukrainien. Les menaces ne se font pas attendre : pressions gazières, menaces de boycott, visites diplomatiques. Rien n'y fait, l'Ukraine affirme vouloir un «Accord d'Association» avec l'Union européenne. Ianoukovitch fait monter la pression, tout le monde y croit, même la population qui y voit une amélioration pour son quotidien, alors que lui sait que ce n'est qu'un paravent pour négocier avec la Russie. Coup de Trafalgar le 21 novembre 2013, le cabinet des ministres décide de stopper les préparations de l'Association entre l'Ukraine et l'UE. La Rada est pris de court, on commence à s'écharper dans le parlement. Même les propres membres du parti de Ianoukovitch lui demandent des comptes. La rue se remplit, c'est la consternation, surtout du côté de l'UE. La révolution dite de la dignité vient de commencer et rien ne semble pouvoir l'arrêter. Contrairement à ce qui a été dit, il n'y a jamais eu de slogan antirusse ni antisémite sur le Maïden. Des groupes politiques de toute tendance y seront bien présents, notamment des groupes d'extrême droite, car comme en 2004, tout le monde est dans la rue [20]. La foule est hétéroclite, mais déterminée. C'est surtout les médias russes qui portent leur attention sur ces groupuscules et qui vont leur apporter une publicité [21]. L'objectif étant pour le Kremlin de discréditer le mouvement dans son ensemble en jouant sur l'argument de la «culpabilité collective». La suite, on la connaît déjà : la Russie fait pression sur Ianoukovitch pour que celui-ci écrase les manifestants; hors de question qu'une nouvelle révolution orange éclate. Si répression il y a, pour Poutine, Ianoukovitch sera lâché par les occidentaux, son seul ami qui lui restera, c'est la Russie. La marionnette hésite, ordonne aux Berkut d'écraser le village qui s'est monté sur Maiden. La foule se radicalise: on veut le départ de Ianoukovitch, la fin du régime et de la corruption. Le pouvoir va basculer, car la violence choque toute la société ukrainienne peu habituée à des manifestations avec beaucoup de morts. Des députés de la majorité qui soutiennent Ianoukovitch se désolidarisent et entament avec les autres députés une révolution parlementaire. Personne ne veut sombrer avec le fantoche du Kremlin et l'on vote sa destitution. Le 20 février 2014, Ianoukovitch qui avait accepté la situation s'enfuit en Russie, son régime corrompu est emporté.

«La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens»

Pour Moscou, c'en est trop ! Cette province qui se prend pour un pays et son parlement incontrôlable doivent être matés, d'autant que sa population est beaucoup trop remuante et trop proche des populations russes. En haut lieu, on sait déjà quoi faire : la Russie organise la sécession de la Crimée, puis son annexion rapide le 27 février 2014 par la force. L'Ukraine étant affaiblie, elle ne peut pas résister. On use des vieilles ficelles : «ce gouvernement ukrainien est illégitime, ce sont des fascistes». Avec le précédent de la Tchétchénie et de la Géorgie, le Kremlin a de l'«expérience». On souffle sur les braises de la désinformation dans la partie sud de l'Ukraine, partie éloignée de Kiev, plus pauvre et plus soumise aux médias russes. On fomente des dissensions imaginaires. On paye la pègre fortement implantée dans le Donbass. On envoie des commandos russes pour préparer le conflit à l'est [22]. De mystérieux séparatistes apparaissent, soutenus par quelques oligarques du coin. On prépare ainsi d'avance le terrain pour des mercenaires-volontaires, puis pour l'armée. La guerre avec l'Ukraine vient de commencer. Durant les accords de Minsk 2, Poutine menace d'écraser l'armée de son voisin. Il avait déjà de la suite dans les idées, car pour le moment il fallait probablement se laisser du temps pour planifier l'invasion de l'Ukraine, afin de remettre de l'ordre. On n'est plus ici dans le cadre de l'URSS, mais bien dans une guerre entre deux États.

Vincent

18. *Le monde (site), Guerre en Ukraine : comment l'OTAN s'est élargie en Europe de l'Est 12/03/2022*

19. *Cahiers Sens public, 2014/1-2 (n° 17-18), p. 111-124, La politique étrangère de l'Ukraine avant et après Euromaidan*

20. *The Conversation, Les deux visages de l'extrême droite ukrainienne, 8/06/2021*

21. *Perspective Monde, L'extrême droite en Ukraine : gains et recul 28/03/2017*

22. *Le Rubicon, Ukraine : Le choc de la guerre, 2022*

L'OTAN et le pouvoir russe

Le traité de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949. Ce traité a alors été ratifié par les États-Unis, le Canada, la Belgique, le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, ces États étant tous des démocraties parlementaires et le Portugal, dictature ayant soutenu les Alliés de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi naît l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ou l'Alliance Atlantique appelée aussi brièvement l'Alliance.

C'est une alliance politico-militaire entre ses membres afin d'assurer leur sécurité collective dans le contexte de la guerre froide, période de fortes tensions géopolitiques durant la seconde moitié du XXe siècle, entre d'une part les États-Unis et leurs alliés constitutifs du bloc de l'Ouest et d'autre part l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et ses États satellites formant le bloc de l'Est. La guerre froide s'installe progressivement à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les années 1945 à 1947 et dure jusqu'à la chute des régimes du bloc de l'Est en 1989, rapidement suivie de la dislocation de l'URSS en décembre 1991.

Logo de l'OTAN

Pendant toute cette période de guerre froide, l'OTAN n'a pas participé à une seule action militaire sur le terrain, l'ordre du jour était la dissuasion nucléaire. À noter que la France, tout en restant membre de l'OTAN a quitté l'organisation militaire intégrée en 1966 sous l'impulsion du général de Gaulle et son idéologie d'indépendance nationale. Elle est redevenue membre à part entière en 2009 sous l'égide de Sarkozy, lui aussi gaulliste…

L'OTAN compte à ce jour trente membres, vingt-huit pays européens et deux pays nord-américains, les États-Unis et le Canada. Le processus d'adhésion est régi par l'article 10 du traité de l'atlantique nord qui limite les futurs membres aux seuls «États européens». Comptant initialement douze membres fondateurs, l'OTAN s'est élargie durant la période de la guerre froide en accueillant la Grèce et la Turquie en 1952, l'Allemagne de l'Ouest en 1955, puis l'Espagne en 1982. Depuis l'effondrement du Bloc de l'Est marquant la fin de la guerre froide, douze pays d'Europe de l'Est ont rejoint l'OTAN en trois vagues entre 1999 et 2009. En juin 2017, le Monténégro devient le 29e État membre de l'OTAN, puis le 27 mars 2020, la Macédoine du Nord en devient le 30e État membre.

L'OTAN passe à l'offensive

Avec la fin de la Guerre froide, au début des années 1990, l'environnement de sécurité internationale connaît de profonds changements. Le début des années 1990 est caractérisé par une certaine euphorie dans les relations internationales qui se traduit par une chute des budgets consacrés à la défense. Entre 1990 et 2000, la part des dépenses de défense dans le PIB des quatre plus grandes nations européennes passe de 3,15 % à 2,18 %, soit une baisse de presque un tiers ; pour les États-Unis, la baisse est encore plus importante, les dépenses passant sur la même période de 5,6 % à 3,1 % du PIB, soit une chute de 45 %. [1] La disparition de la menace aux frontières de l'Est de l'Europe entraîne le retrait de la majeure partie des forces de combats étrangères stationnées en Allemagne durant la guerre froide.

L'Alliance n'a plus d'ennemi principal, mais pour rester le gendarme de l'Occident au service des États-Unis, la puissance dominante du monde, l'OTAN ne peut plus rester dans une posture défensive, mais doit assumer un rôle offensif au sein de la communauté internationale. La première intervention de l'OTAN s'est présentée en 1995, lorsque la crise dans les Balkans a atteint un haut niveau. Après l'échec de la diplomatie visant à mettre fin au conflit en Bosnie-Herzégovine, l'ONU a appelé l'Alliance à intervenir… qui n'en demandait pas tant. En août 1995, l'OTAN a lancé l'opération «Deliberate Force » pour mettre fin à la violence provoquée par la République de Yougoslavie en Bosnie-Herzégovine. Les bombardements ont ouvert la voie à la signature de l'Accord de paix de Dayton, en décembre 1995. Pour soutenir la mise en œuvre de cet accord de paix, l'OTAN a immédiatement déployé une Force de mise en œuvre (IFOR) de quelque 60 000 hommes, sous mandat des Nations Unies. Cette opération a été suivie, en décembre 1996, par le déploiement d'une Force de stabilisation (SFOR) de 32 000 hommes

L'intervention de l'OTAN dans la guerre du Kosovo

La guerre du Kosovo, une des guerres de Yougoslavie, a eu lieu du 6 mars 1998 au 10 juin 1999, sur le territoire de la république fédérale de Yougoslavie, opposant l'armée yougoslave à l'armée de libération du Kosovo (UÇK). L'OTAN a participé au conflit à partir du 24 mars 1999 en opérant des campagnes de bombardements sur l'ensemble du territoire de la république fédérale de Yougoslavie. Le conflit armé aboutit le 11 juin au retrait des troupes yougoslaves du territoire du Kosovo.

La nature controversée (civile ou non) des victimes du massacre de 45 Albanais du Kosovo qui a eu lieu le 15 janvier 1999, dans le village de Racak au Kosovo central est une cause de dissension entre les deux communautés, au côté de nombreux autres meurtres interethniques subis ou exécutés par les deux camps.

Le gouvernement allemand a fabriqué un faux document pour justifier sa participation avec l'OTAN à la guerre du Kosovo. Un an tout juste après le conflit, la question fut posée avec de plus en plus d'insistance en Allemagne. Le 8 avril 1999, le minis-

1. *Si la baisse des dépenses de défense des pays européens membres de l'OTAN se poursuit durant la première moitié des années 2010, il n'en va pas de même pour les États-Unis dont les dépenses militaires explosent de nouveau et s'expliquent en très grande partie par les guerres en Irak et Afghanistan. Ce point de discorde sera à l'ordre du jour de tous les sommets de l'OTAN jusqu'à ce que l'administration de Trump fasse le calcul de ce que leur devaient les Européens !*

tère allemand de la Défense avait présenté à Bonn un plan baptisé «Fer à cheval», selon lequel les forces serbes de Slobodan Milosevic auraient prévu, dès la fin 1998, de prendre en étau la population albanaise du Kosovo pour l'expulser de la province. Au moment où l'opinion allemande s'inquiétait de voir les bombardements de l'OTAN accélérer l'exode des Albanais sur son sol, ce plan tombait à pic : il démontrait que le drame albanais n'avait pas été provoqué par l'OTAN, mais avait été minutieusement planifié par Milosevic. Ce plan «Fer à cheval» fut en réalité conçu par le ministère allemand de la Défense et ce fut un archétype de «fake news» diffusé par les armées occidentales, repris par tous les grands journaux européens qui justifiait les bombardements aériens sur la Serbie menés par l'OTAN dans le contexte de la défense du Kosovo contre la menace d'un soi-disant génocide. L'opération «Allied Force» fut d'ailleurs réalisée sans l'accord de l'ONU, donc non conforme au droit international. La France a participé avec 84 avions, soit le deuxième effectif le plus important après les USA (731 avions), suivie de l'Italie (58 avions), du Royaume-Uni (39 avions), et de l'Allemagne (33 avions). En tout, 1 100 avions furent utilisés pendant un mois de bombardement de la Serbie.

À partir de là, L'OTAN va intervenir de plus en plus sur la scène internationale, mais désormais toujours sous mandat de l'ONU. Cela commencera en Afghanistan où la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) a été établie en 2001 au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre, à la demande des autorités afghanes. La FIAS a été dirigée par l'OTAN d'août 2003 à décembre 2014 puis elle a été suivie, le 1er janvier 2015, de la mission «Resolute Support» (quelques troupes restant sur place) qui a pris fin en août 2021… avec la reprise du pouvoir afghan par les talibans. Ce fut donc un échec cuisant, le premier échec militaire de l'OTAN!

Puis il y aura la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden au large de la Somalie, une opération de soutien en Irak de 2004 à 2011 qui consistait à former, encadrer et aider les forces de sécurité irakiennes, opération qui sera reprise en 2018 et qui se prolonge encore aujourd'hui. De février 2011 au 31 octobre 2011, l'OTAN interviendra en Libye en conduisant des frappes aériennes et navales. Puis ce sera l'aide à l'Union africaine au Darfour (Soudan), en Somalie, etc. À noter qu'aujourd'hui il reste 3500 soldats de l'OTAN au Kosovo qui tentent de normaliser les relations entre la Serbie et le Kosovo.

Le début des relations Russie – OTAN

La question de l'élargissement de l'OTAN est au cœur des débats géopolitiques de l'Alliance depuis 1990. D'un côté, la plupart des États qui ont obtenu leur indépendance vis-à-vis de la Russie désirent entrer dans l'OTAN, car c'est une assurance de sécurité à moindre coût que s'ils étaient seuls à assumer leur propre défense, d'autant plus que l'Europe n'a pas de politique de défense. D'un autre côté, l'OTAN et les Américains ne demanderaient pas mieux, mais il y a la Russie. Boris Eltsine, 1er président de la Fédération de Russie a mis en garde les Occidentaux contre les nouvelles adhésions à l'OTAN que réclament plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, en réaffirmant qu'un tel élargissement pourrait provoquer une «déstabilisation politique et militaire». La nouvelle administration Clinton hésite et gagne du temps par la mise en place du Partenariat pour la Paix (PPP) en janvier 1994 à l'occasion du sommet de Bruxelles, qui propose à la Russie et aux pays d'Europe centrale et orientale un accord-cadre bilatéral de coopération militaire, adaptable au cas par cas, mais qui ne constitue pas une garantie de sécurité. Sans enthousiasme, la plupart des pays concernés adhèrent au PPP. La Russie elle-même y souscrit le 22 juin 1994, bien qu'elle ne bénéficie pas du statut privilégié qu'elle appelait de ses vœux, afin de continuer d'être reconnue comme une grande puissance, légitime à bénéficier d'une zone d'influence, la protégeant à ses frontières comme en son temps l'URSS.

En 1995, l'Alliance décide d'entamer concrètement le processus d'adhésion. Elle commence par conduire une étude détaillée des conditions et modalités des futures adhésions, en ouvrant des discussions bilatérales en 1996 avec les pays candidats et en menant de longues négociations avec la Russie. La solution finalement adoptée en 1997 consiste à conclure d'une part un accord privilégié avec la Russie, sous la forme de l'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie, et d'autre part à accepter en décembre 1997 les demandes d'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque qui deviendront opérationnelles en mars 1999. Une pause est ensuite observée dans l'élargissement de l'Alliance qui tourne pour un temps son attention vers une adaptation de sa stratégie et de ses missions pour faire face aux nouvelles menaces -notamment terroristes- à l'aube des années 2000.

«L'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie», signé à Paris le 27 mai 1997, crée le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie qui est chargé de mettre en œuvre les consultations et coopérations dans les domaines prévus dans cet Acte et rappelle quelques principes tels que le respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, le règlement pacifique des différends, le droit pour chaque État de choisir ses moyens pour assurer sa Défense nationale.

L'opposition de la Russie à l'élargissement de l'OTAN demeure malgré tout très forte : le ministre russe des Affaires étrangères, I. Primakov, déclare en juillet 1997 que l'élargissement de l'OTAN est une «faute majeure, peut-être la plus grosse depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale», tout en appelant à la bonne

application de l'Acte fondateur. À cela s'ajoute le fait que les Russes n'aient pas accepté que l'OTAN intervienne au Kosovo sans mandat de l'ONU (voir plus haut), c'est-à-dire sans leur accord.

L'OTAN signe également en mai 1997 une charte de partenariat avec l'Ukraine, souhaitée par les dirigeants ukrainiens pour faire pendant à l'Acte fondateur des relations OTAN-Russie. Cette charte n'en a cependant pas l'ampleur, car elle ne donne pas à l'Ukraine un statut particulier comparable à celui de la Russie dans le dialogue sur la sécurité avec les Occidentaux.

La Russie adhérente à l'OTAN ?

Début 2000, Vladimir Poutine succède à Eltsine à la tête de la Russie. Pragmatique, conscient des faiblesses de la Russie et de ce que l'Alliance est appelée à demeurer la principale alliance politico-militaire en Europe, il s'engage sur la voie de la normalisation des relations avec l'OTAN qui se conclut par la déclaration de Rome de mai 2002 relative à un partenariat stratégique entre les deux parties et à l'instauration du Conseil OTAN-Russie (COR).

L'idée que la Russie devienne membre de l'OTAN a été proposée à plusieurs reprises par des dirigeants occidentaux et russes, ainsi que par certains experts. Entre 2000 et 2002, Poutine a fait de nombreuses déclarations indiquant qu'il était très favorable à l'idée d'une adhésion de la Russie à l'OTAN. Mais tout va progressivement changer même si de 2002 à 2008, certaines coopérations communes Russie-OTAN concrètes se mettent en place : la Russie, par exemple, apporte une contribution dans les domaines de la logistique et de la formation aux actions de la FIAS en Afghanistan.

Le 29 mars 2004, l'Alliance accueille sept nouveaux pays, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, La Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie portant ainsi à vingt-six le nombre de ses membres. Ce sont des États militairement peu puissants, mais trois d'entre eux, les pays baltes, sont d'anciennes républiques soviétiques, et les autres d'anciens États satellites du pouvoir soviétique, Slovénie exceptée. À la suite des révolutions de couleur survenues en Géorgie (révolution des Roses en 2003) puis en Ukraine (révolution orange en 2004), ces deux autres anciens États soviétiques ont fait part de leur volonté d'adhérer à l'Alliance. Lors du sommet de Bucarest de 2008, la France et l'Allemagne, désireuses de ménager Moscou, s'opposent aux États-Unis qui y sont favorables ; finalement, ces 2 pays voient leur adhésion renvoyée sine die.

Une rupture rampante et inéluctable

Ainsi, peu après le sommet de l'OTAN d'avril 2008 à Bucarest, Poutine déclare «qu'élargir l'OTAN, c'est ériger de nouveaux murs de Berlin». Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, estime que l'OTAN s'étend «toujours plus près de la frontière russe» et affirme que ce déploiement est « la source de tous les problèmes systémiques qui ont surgi dans les relations que la Russie entretient avec les États-Unis et l'Union européenne».

Jugeant que la politique de l'Alliance menace ses intérêts géopolitiques et s'estimant en particulier visée par le projet de bouclier antimissile mis en place par les États-Unis, la Russie manifeste son mécontentement en suspendant le 12 décembre 2007 l'application sur le traité sur les forces conventionnelles en Europe. Alors que de son côté, George W.Bush avait dénoncé 5 ans plutôt le traité Anti-Ballistic-Missile. Ce traité, signé à Moscou le 26 mai 1972 dans le cadre des négociations sur la limitation des armes stratégiques avait été confirmé par la Russie et les États de l'ex-URSS pour une durée illimitée.

L'action militaire menée par la Russie en Géorgie en 2008 en soutien aux séparatistes d'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie provoque une interruption de toutes les coopérations entre la Russie et l'OTAN dont la reprise est décidée lors du sommet à Strasbourg-Kehl en avril 2009. Ces événements témoignent aussi de ce que la Russie considère que l'adhésion de la Géorgie -comme de l'Ukraine- à l'Alliance atlantique constituerait une véritable déclaration de guerre.

La Russie ne sera donc jamais adhérente à l'OTAN pour la bonne et simple raison qu'il n'y a pas dans cette alliance politico-militaire la place pour deux impérialismes concurrents.

La Russie, après l'effondrement de l'URSS, s'est refait une «santé militaire». Ses dirigeants pour garder le pouvoir n'aspirent qu'à redevenir en tant que Russie une grande puissance de 1er ordre dans le monde. Elle réémerge sur la scène morbide internationale par sa participation à la guerre civile en Syrie où elle va sauver la peau au dictateur Bachar-el-Assad. Puis en mars 2014, la crise ukrainienne connaît un développement important avec le rattachement de facto de la Crimée et du port stratégique de Sébastopol à la Russie.

Du côté de l'OTAN, en dehors de la réémergence de la Russie, elle connaît un regain de tension en Europe avec la Turquie où les décisions d'Erdogan vont à l'encontre de l'unité de l'alliance atlantique (achat de missiles S-400 russes, tensions avec la Grèce et échec des négociations concernant Chypre, offensive en 2019 contre les Kurdes en Syrie).

Le Conseil OTAN-Russie se réunit le 12 janvier 2022, à l'issue duquel il n'est pas publié de communiqué commun et sans que d'autres discussions soient prévues.

Le 23 février 2022, la première ministre finlandaise Sanna Marin affirme que la Finlande est prête à demander l'adhésion à l'OTAN [(2)] si sa sécurité nationale est en jeu. La Russie sur ordre de Poutine met ses menaces à exécution, et attaque militairement l'Ukraine, le 24 février 2022.

Denis, OCL Reims, le 17 mai 2022

Mes sources pour l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 sont Libération du 6 avril 2000 et surtout l'article du Monde Diplomatique d'avril 2019 intitulé «Le plus gros bobard de la fin XXème siècle»

2. *Ainsi que la Suède. Ces deux demandes d'adhésion devraient être examinées rapidement par l'OTAN.*

«Vertement écolo» poursuit sa série d'articles sur le militaire et l'environnement.
En avril, nous avions abordé les pollutions engendrées par les conflits et les munitions de tous types, l'inutilité sociale et économique des productions militaires pour la société civile et leur statut de bien voué à la destruction, le gouffre énergétique des activités militaires et comment les États-Unis avaient réussi à imposer un statut d'exception permanente pour les forces armées lors de la négociation du protocole de Kyoto.

Écocides et guerres météorologiques : in ENMOD for love

En 2001, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait la date du 6 novembre comme «*journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre ou de conflit armé*». Qui connaît cette date ? Pas vous, pas moi.

Il s'agissait de faire prendre conscience de l'impact des conflits sur l'ensemble du vivant, les sols, l'air et l'eau et le climat. Autant vous le dire tout de suite, pendant longtemps, cela n'a pas été la tasse de thé des COP et du GIEC (qui commence à s'y intéresser depuis son 5e rapport).

Cette journée a une histoire intéressante qui plonge au plus profond de la guerre froide.
«*Dès juin 1947, le Pentagone organise une réunion consacrée aux conséquences militaires de la fonte des glaces en Arctique*»[1] et développe indirectement les connaissances scientifiques en glaciologie (en lien avec le projet d'installation de base de missiles nucléaires sous la banquise arctique) comme en sismologie (repérage des explosions nucléaires ennemies ou projets de création de séismes artificiels).

Mais, si à cette époque il semblait impossible de contrôler le climat, on pouvait déjà faire joujou avec la météo avec le développement du projet «Cirrus» d'ensemencement des nuages (Cloud seeding).

Avec le projet «Popeye»,on passe aux exercices pratiques survitaminés. Entre 1966 et 1972, l'US Air Force a déversé des milliers de tonnes d'iodure d'argent sur la jungle vietnamienne afin d'augmenter «*… les précipitations de façon à allonger la saison des pluies afin de ralentir le trafic sur la piste de Ho Chi Minh et suscitant de ce fait, une érosion accrue des sols.*» [2]

La révélation de cette humide et clandestine intervention a conduit la Conférence du désarmement (si si, cela existe) à mettre en place en 1977 la convention ENMOD (entrée en vigueur en 1978) interdisant «*d'utiliser les techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.*» [3]

Elle comprend 77 pays dont les principales puissances militaires (URSS/Russie, Chine, USA, Grande-Bretagne, mais pas la France).

Son article 8 prévoyait des rencontres tous les 5 ans pour en vérifier l'application. Mais après un début en fanfare, plus aucune réunion depuis 1992.

L'Irak n'a pas signé ENMOD et cela lui a été fort utile en 1990-1991. Suite aux résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU lui enjoignant de quitter le Koweit, le régime de Saddam menace d'incendier les puits de pétrole, ce qu'il fait, puis déverse «*peu de temps après, des millions de barils de pétrole dans le Golfe Persique. Ce fut le déversement de pétrole le plus important que le monde ait jamais connu.*» [2]

Seul avantage juridique du conflit, la résolution 687 d'avril 1991 «*va reconnaître la possibilité pour les citoyens d'obtenir une réparation des dommages post-conflits, y compris la réparation des dommages environnementaux.*»

Par ailleurs, ENMOD est tellement mal foutue dans sa conception, ses objectifs et son champ d'application (volontairement ?) qu'il est à peu près impossible de la mettre en application et d'obtenir réparation, qu'il s'agisse de la guerre civile et ethnique depuis 1996 dans le Virunga park de la RDC, de la destruction volontaire par l'OTAN de l'usine chimique serbe de Pancevo qui a gravement pollué le Danube (conflit du Montenegro de 1999), ou du conflit Hezbollah-Liban/ Israël de 2006. D'un côté, Israël a détruit la centrale de Jiyyeh et de l'autre, les roquettes du Hezbollah ont provoqué d'immenses feux de forêt. Dans tous ces cas, rien n'a pu être mis en place pour réparer les dommages environnementaux liés à ces conflits.

Qu' ENMOD repose en paix car environnement, climat, ressources naturelles et agricoles, géopolitique, sont des choses bien trop sérieuses pour être laissées aux faibles mains des civils.

À suivre...

Dernières Malmeries du trotskysme écologique

Un lecteur nous a transmis d'utiles compléments à l'article «*De Malm en pis*» paru dans CA de février. Qu'il en soit remercié.
Dans la chronique «Vertement écolo», un article intéressant à propos d'un texte («Le bolchevik et la nature») de l'universitaire suédois Andreas Malm paru en 2018 dans la revue marxiste en ligne Période a retenu mon attention. Juste pour vous signaler que Malm a «récidivé» (ou plutôt approfondi) son concept idéologique de «léninisme écologique» dans son nouvel ouvrage «*La chauve-souris et le capital*» à propos de la pandémie Covid-19, paru en 2020 aux éditions La Fabrique (ces éditions n'en ratent vraiment pas une !).

Au chapitre nommé comme il se doit «*Communisme de guerre*», après «*une brève nécrologie de la social-démocratie*», Malm se lance dans «une brève nécrologie de l'anarchisme»! Le texte est d'une telle indigence politique et d'une telle mauvaise foi qu'il est bien difficile de prendre au sérieux les «travaux» d'Andreas Malm. Considérant James C. Scott comme «*l'un des meilleurs représentants de la théorie anarchiste*»[4], il ne trouve rien de mieux comme seul argument que d'aller chercher un point de détail dans un écrit de Scott afin de ridiculiser cette même théorie anarchiste: «*En bon anarchiste, Scott répugne à énoncer des revendications politiques, mais dans Two Cheers for Anarchism [Petit éloge de l'anarchisme], on trouve au moins une proposition concrète pour un monde meilleur défendue avec une grande énergie: abolir les feux rouges*». Autant de mépris (et de mauvaise foi) dans si peu de lignes n'est pas permis à tout le monde, il faut au moins un léniniste écologique pour cela ! Et Malm enfonce le clou au raillant «*l'utopie de l'entraide annoncée de longue date par les anarchistes*» faisant référence aux gestes d'entraide apparus au début de la pandémie (Covid-19).

Pour finir sa «*brève nécrologie de l'anarchisme*», Malm insiste dans la condescendance et son mépris de l'anarchisme: «*On voit mal comment une revendication dans la logique de l'abolition des feux rouges pourrait aider les gens dans une pandémie*» tout en réaffirmant que «*L'État en soi n'était pas le problème dans le cas du Covid-19. Et s'il y a une chose dont on aura besoin pour traiter les causes de l'urgence chronique, c'est bien d'un certain degré de coercition*» (c'est moi qui souligne). La nature du léniniste écologique universitaire revient bien vite à la surface.

En conclusion, Andreas Malm dans sa défense sans faille d'un léninisme écologique considère que «*Deux éléments apparaissent toutefois essentiels [...], une prédisposition à l'action d'urgence et une ouverture à une certaine forme de coercition étatique. L'anarchisme déteste l'État; la social-démocratie se ratatine dans la catastrophe. Mais il n'y a aucune raison de ne pas expérimenter le luxembourgisme écologique, ni le blanquisme, le guévarisme, ni d'ailleurs le trotskisme écologique...*». Fermez le ban. Heureusement que pour Malm, le ridicule et la bêtise ne tuent pas !

Freux et Eugene the Jeep

1. *Pour la sécurité climatique. Ben Cramer. athena21.org, avril 2020*
2. *Les conséquences de la guerre au niveau de l'environnement. Catherine Deloo. Master de Droit et de criminologie. UCL. 2016-2017*
3. *Militarisation du climat: quels enjeux? Luc Mampaey. Les grands dossiers de diplomatie n° 80. GRIP, décembre 2015-janvier 2016*
4. *Nous pouvons être étonnés de cette affirmation et constater l'étendue de son ignorance. Même si je considère que Scott reste un chercheur très intéressant pour la théorie anarchiste*

Le nucléaire, droit dans le mur

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, les médias dissertent gravement sur la dépendance au gaz russe. En effet, près de la moitié du gaz importé en Europe vient de Russie (ce qui fait beaucoup moins que la moitié de l'énergie consommée). Et les cocoricos sur l'énergie nucléaire qui produit 70% de l'électricité en France, pas comme ces vilains allemands qui dépendent du gaz russe, nous bercent quotidiennement. Déjà 70% de l'électricité ce n'est pas 70% de l'énergie consommée, mais moins de 40% de l'énergie brute. Les médias omettent juste deux «détails»: les liens entre l'industrie nucléaire et la Russie, déjà, et le fait qu'actuellement seulement la moitié de la capacité nucléaire est disponible.

L'industrie nucléaire, une industrie à l'abri des sanctions

Il paraît que la production d'électricité nucléaire nous permet d'assurer notre indépendance nationale. Nos centrales nucléaires fonctionnent pourtant sous licence américaine. Il n'y a pas de nucléaire sans uranium, et celui-ci est importé du Niger et surtout du Kazakhstan. Le Kazakhstan, cette ex-république soviétique asiatique, où la Russie est intervenue militairement l'année dernière à la demande du gouvernement pour y réprimer la révolte. Un pays très démocratique et pas du tout lié à la Russie donc.

L'industrie nucléaire, militaire comme civile, en Russie, c'est surtout Rosatom. Rosatom a développé des projets en coopération avec Dassault, collabore étroitement avec le CEA, développe des projets technologiques en commun avec EDF, participe au projet ITER… Et surtout, Rosatom enrichit une partie de notre uranium en Sibérie.

Comment se fait-ce? Nous avons une particularité française. Les autres ont des déchets nucléaires. Nous, on les retraite, c'est-à-dire qu'on essaie de les convertir en d'autres poisons radioactifs utilisables à nouveau comme combustibles ou comme joujoux pour les militaires. Nous, on r-e-c-y-c-l-e. En fait, le retraitement consiste à tenter de récupérer du plutonium, et chaque opération de retraitement est elle-même productrice de nouveaux déchets radioactifs. Mais juridiquement et comptablement, nous n'avons plus des déchets, nous avons des produits valorisables. À l'occasion de ce retraitement, on récupère de l'uranium appauvri qu'il faut réenrichir pour l'utiliser comme combustible. Mais c'est techniquement compliqué car c'est bourré de poisons, c'est-à-dire de matières radioactives qui perturbent les réactions chimico-nucléaires souhaitées. Donc, on expédie ça aux Russes qui sont l'autre puissance nucléaire militaro-civile. Et ils gardent obligeamment cet uranium enrichi en attendant qu'on ait une centrale au point pour les brûler (Cruas normalement). Et oui, c'est la matière première des bombes. Et oui, pendant l'invasion de l'Ukraine, les affaires nucléaires continuent. Pas que pour la France d'ailleurs. Pendant que l'Europe discute gravement de comment se passer du gaz et du pétrole russes, elle a autorisé la Tchéquie et la Slovaquie à continuer d'importer de Russie leur combustible nucléaire.

C'est toujours la même histoire. Le pétrole et le gaz c'est le diable, ils provoquent le réchauffement climatique et ils engraissent la Russie. Mais le nucléaire, cette industrie de mort qui peut provoquer la stérilisation de territoires entiers pour une durée qui se compte au minimum en siècles, ce n'est pas grave, l'essentiel c'est de ne pas en parler. Et fournir la matière d'une arme qui peut potentiellement détruire la planète bien plus rapidement que le réchauffement climatique, silence toujours. Les populations risqueraient sinon de se rappeler que non seulement l'énergie nucléaire est dangereuse, mais qu'elle ne s'est développée que parce qu'elle est la pointe d'un iceberg militaire. Le plus important, c'est qu'on ne se rappelle pas que l'énergie nucléaire est indissolublement liée à l'arme nucléaire.

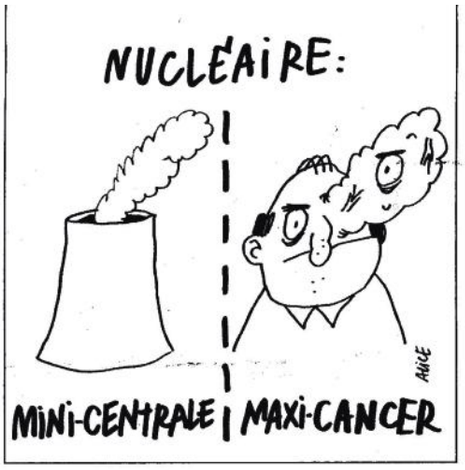
Le nucléaire, plus intermittent que le solaire et l'éolien

Sur les 56 réacteurs en exploitation, 29 étaient à l'arrêt lundi 16 mai. Ça commence à faire beaucoup.

Évidemment, plus les centrales vieillissent plus les arrêts pour maintenance durent longtemps. C'est bien beau de prolonger la vie des centrales, mais 32 réacteurs doivent subir leur visite des 40 ans. Et à chaque fois, les arrêts durent plus longtemps que prévu. Il faut compter 6 mois minimum, et cela va concerner cette année et les suivantes 32 réacteurs.

Mais il n'y a pas que le vieillissement. Le problème le plus grave a été découvert sur les réacteurs les plus récents (et donc les plus gros): une corrosion des tuyauteries des systèmes d'injection de sécurité et de refroidissement des réacteurs à l'arrêt. Le système d'injection de sécurité, c'est ce qui permet de refroidir le circuit primaire en cas d'emballement. Une centrale avec un système d'injection de sécurité défaillant, c'est comme une voiture avec des freins défaillants. Vu où sont situées ces fissures, si les tuyauteries cassaient, même si le système de secours est fermé, le circuit primaire se viderait. C'est un problème de corrosion sous contrainte: l'acier est soumis aux produits chimiques, à des températures extrêmes et à un flux radioactif continu. Normalement, il est étudié pour résister. C'est pourquoi on parle d'un défaut générique: cette corrosion est susceptible de concerner tous les réacteurs qui utilisent le même acier. Et justement, standardisation oblige, c'est le cas de toutes les centrales de ce type. La corrosion sous contrainte, ce sont en fait des fissures. Et le problème d'un acier fissuré, c'est qu'il peut casser à l'improviste.

En principe, les fissures sont vérifiées à chaque arrêt pour rechargement de combustible et maintenance. Mais c'est un endroit très difficile d'accès et très radioactif. Ce sont donc des sondages par ultrasons, difficiles à interpréter. Si on voit qu'il y a une anomalie, il faut découper l'acier et l'envoyer dans un laboratoire pour savoir. Évidemment, il y a des anomalies qui ont été écartées, considérées comme des erreurs. Ce qui fait que maintenant, ils doivent vérifier toutes les centrales. Les premières fissures



ont été détectées à Civaux (1450 MW), du coup on a vérifié Chooz aussi (c'est le même modèle), et bingo! C'est à ce moment là que hop! On en a trouvé une aussi à Penly, une centrale de 1300 MW, puis on s'est aperçu qu'il pouvait y en avoir aussi sur les 900 MW. Question à pas mal de millions: est-ce le même acier qui est utilisé sur les futurs EPR? On compte actuellement 12 réacteurs à l'arrêt pour cette délicate question, seulement 12 parce qu'EDF a obtenu de ne pas tout vérifier tout de suite.

Pourtant, EDF était prévenu. Des fissures ont été observées dès 1998. On peut se référer à un article du numéro de La gazette nucléaire (le journal du Groupement de Scientifique pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) de février 1999 (n°171-172) dont le titre reste étrangement d'actualité: «la saga des fissures sur le palier N4».

Conséquence annexe, d'habitude, pesanteur du nucléaire oblige, on importe de l'électricité en hiver et on en exporte en été. Pour les exportations, cet été, c'est mort. Et pour cet hiver, croisons les doigts avec EDF. Il vaudrait mieux qu'il soit doux…

L'industrie nucléaire, une industrie vulnérable au réchauffement climatique

Ben oui. Une centrale ça a besoin de beaucoup beaucoup beaucoup d'eau pour refroidir la réaction nucléaire. Et quand c'est la canicule et que l'étiage baisse de trop, eh ben… on doit l'arrêter. Et même à l'arrêt, elle a encore besoin de pas mal d'eau. Il faut bien refroidir tout ça. Et avec les canicules à répétition, ça pose comme un problème.

C'est quand même pas très malin de présenter comme solution au réchauffement climatique un truc qui ne supporte déjà pas aujourd'hui ledit réchauffement climatique.

Bien sûr, les centrales sont aussi vulnérables aux inondations. Une piscine nucléaire inondée, c'est de la radioactivité qui se barre aux alentours. Et toutes les centrales nucléaires comportent des piscines pour stocker le combustible usagé avant de l'enlever.

Et c'est quand même rigolo de mobiliser pour un objectif de diminution des gaz à effet de serre officiellement à l'horizon 2030 un nucléaire dont les délais de réalisation se comptent en dizaines d'années. C'est-à-dire qu'aucune décision actuelle ne pourrait avoir d'effet avant les années 2040-2050, et encore, en étant très très optimiste. Rappelons que le projet de l'EPR de Flamanville date de 2002, l'autorisation de 2007 et qu'en 2022 on nous promet que, si, si, le réacteur sera opérationnel en 2023. S'il n'y a pas de nouveaux incidents (par exemple, une corrosion sous contrainte de l'acier plus rapide que prévue).

On ne cherchera pas trop à savoir comment une énergie qui demande de l'extraction minière, des usines, des transports dans tous les sens, des tonnes de béton, des milliers de km de tuyaux, qui réchauffe les fleuves de 2 degrés en moyenne et dont les déchets ingérables s'accumulent, permet de limiter l'émission de gaz à effet de serre et de lutter contre le réchauffement climatique.

La fuite en avant

Les centrales vieillissent mal, on ne sait vraiment pas comment faire avec les déchets, le dernier joujou (l'EPR) n'arrive toujours pas à fonctionner, mais tout ça va s'arranger. Jupiter a annoncé pendant sa campagne électorale une relance du programme nucléaire. Sûr que ça va tout régler d'un coup. Il pouvait difficilement annoncer une multiplication des EPR, vu l'échec technologique monumental qui est en train de se profiler. Alors, il a annoncé un «nouveau» truc, les SMR. C'est des petits réacteurs nucléaires réalisés en usines sous forme de modules. Leur puissance varie généralement entre 10 et 300 MW.

Alors c'est pas vraiment complètement nouveau. Les sous-marins à propulsion nucléaire, vous avez entendu parler? Ben quand la propulsion est nucléaire, on peut parler d'un SMR. Il s'agit donc encore une fois de recaser une technologie militaire. Mais vous n'en trouverez mention nulle part ailleurs que chez les antinucléaires. Quand on vous dit que le nucléaire civil n'a aucun rapport avec la chose militaire! Un projet de SMR baptisé «Nuward» qui regroupe EDF, TechnicAtome (ex-filiale du CEA), Naval Group (ex-direction des constructions navales de l'armée, privatisée) et le CEA, a été lancé en septembre 2019. À l'origine, il devait permettre la construction d'un prototype de SMR à l'horizon 2030, qui devait ensuite servir de démonstrateur à l'export.

Il paraît que ça serait moins cher. Il faut savoir que pour chaque projet nucléaire on nous a annoncé que ça diminuerait le coût, puis, finalement, c'était nettement plus cher. Il paraît que ça serait moins dangereux. Ben oui, c'est plus petit. Mais si c'est pour en mettre partout, on multiplie les dangers. Il paraît que la production serait plus modulable. Ben non, désolée. Sauf que comme c'est plus petit, on peut en arrêter et en remettre en route plus facilement. Ils planchent sur le sujet, mais bien sûr ça augmentera le coût (et les risques?).

En résumé, on continue de se moquer de nous. La Hague déborde de déchets (et on vous rappelle qu'outre Fukushima, Tchernobyl et Three Mile Islands, il y a eu des accidents majeurs dans des stockages de déchets à Kychtim en URSS et à Windscale, rebaptisé depuis Sellafield, en Grande Bretagne), les incidents se multiplient sur les centrales, le nucléaire n'a jamais été aussi peu productif au point qu'EDF n'est pas sûr de pouvoir assurer la production, et tout ce qu'on nous propose… c'est de relancer le nucléaire! Les associations de soi-disant écologistes pronucléaires se font de plus en plus entendre et sont souvent invitées sur les plateaux télé, tandis qu'EELV et autres écolos officiels soi-disant antinucléaires se mobilisent essentiellement sur les énergies fossiles. Pourtant, ces amoureux des énergies renouvelables, qui ne supportent pas le fossile et sont prêts pour ce faire à accepter le nucléaire, feraient bien de se rappeler qu'avec les milliards que celui-ci engloutit, ça ne laisse aucune chance aux investissements dans le renouvelable. L'avenir du vivant sur cette planète est vraiment mal barré.

Sylvie

Cette rubrique souhaite faire un tour d'horizon mensuel de ce qui se passe au sujet des sans-papiers, des migrants, des réfugiés en France et ailleurs. L'objectif est double : celui d'informer sur les diverses situations migratoires, la plupart du temps dramatiques mais au delà de cet aspect humanitaire, il s'agit aussi et surtout d'évoquer les luttes en cours et de tenter de faire ressortir des leviers qui peuvent réinstaurer un rapport de force avec un État et consorts (partis, médias,opinion publique) de plus en plus xénophobes.

Campagne Solidarité antiraciste

Nous en avions déjà parlé dans ces colonnes. C'est un collectif réunissant de nombreux comités de sans-papiers et de soutiens (485 organisations) qui a déjà organisé le 16 avril dernier, entre les deux tours, des manifestations un peu partout sur le territoire. Un nouvel appel à manifester est lancé pour le 11 juin pour l'égalité des droits, contre le racisme et contre l'extrême droite. Aussi, des rencontres nationales à Paris sont prévues les 2 et 3 juillet pour s'organiser pour la suite.

Source : le site du collectif

L'État veut rationaliser «les flux» de réfugiés ukrainiens

À la mi-mai, 30 000 Ukrainien-es – ce sont surtout des femmes et des enfants – sont arrivés en France avec un statut automatique de réfugié grâce à la protection temporaire décidée par l'UE. Derrière les effets d'annonce, il y a pas mal de couacs dans l'accueil de ces personnes. Dans les gares notamment celles de l'Est et Montparnasse, des signalétiques en ukrainien et des espaces d'accueil dirigés par la Croix rouge dans des bars-restaurants sont installés, mais des réseaux mafieux sont à l'affût notamment vis-à-vis des femmes pour alimenter la traite humaine. Pareil pour le logement: dans l'appel au bénévolat, il y a eu plusieurs cas d'exploitation, d'insalubrité voire pire. Les services de l'État ont bricolé un centre d'accueil d'abord dans le XVIIIe arrondissement de Paris puis dans le XVe à la porte de Versailles. Il est géré par l'association France Terre d'asile, mais il y a un grave retard à l'allumage pour prendre en charge les personnes avec des problèmes de santé. En effet, la protection temporaire n'est pas immédiate et l'obtention des papiers pour la sécurité sociale ou pôle emploi est longue.

Visiblement, l'urgence pour l'État est avant tout de dispatcher en province les Ukrainiens. Un peu partout sur le territoire, des centres d'accueil sont ouverts, mais au détriment des autres migrants. Calais en est une triste illustration. Natacha Bouchart, la maire de droite, communique sur cet accueil chaleureux où les réfugiés ukrainiens peuvent avoir accès à tous les services et toutes les informations notamment pour partir au Royaume-Uni. À côté, les autres migrants continuent d'être chassés toutes les 48 heures de leur campement de fortune. Ce «deux poids, deux mesures» se retrouve un peu partout et il a même été dicté au plus haut pour l'État. Ainsi, un mail de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) dit clairement qu'il faut privilégier l'accueil des Ukrainien-nes, quitte «si nécessaire de dégrader temporairement les autres activités pour faire face à la demande.» Un des aspects de cette gestion des flux est la délocalisation exceptionnelle des GUDA (guichet unique pour les demandeurs d'asile) qui normalement se trouvent en préfecture, mais là, des «guichets forains» ont été installés dans les différents centres d'accueil. Même restructuration dans les associations d'aide aux migrants où on leur demande de bouleverser leur organisation, par exemple pour les cours de français, la distribution alimentaire, etc. Au lieu d'embaucher, on restructure, une vraie gestion capitaliste! Reste l'appel aux bonnes volontés et au bénévolat, pour pallier aux insuffisances étatiques notamment dans des services dits publics qui sont déjà saturés. C'est le cas de l'école, où beaucoup d'enfants ne sont pas encore scolarisés faute de place et de moyens dans les structures UPE2A (apprentissage du français pour les élèves allophones). Finalement, l'État n'espère qu'une chose, que ça tienne malgré tout sans faire de vagues. Mais après 3 mois de conflit et sachant que la guerre risque de durer, il est temps de rassembler les colères et d'empêcher la machine de tourner en rond. Déjà des collectifs de sans-papiers réagissent et essaient de fédérer les volontés pour arracher un accueil inconditionnel pour tous les migrants.

Source : Mediapart

L'Ambassade des immigrés

C'est le nom donné à un nouveau lieu occupé à Paris. Le 18 avril dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle, des exilés et des soutiens appartenant au collectif «la chapelle debout» ont officialisé l'ouverture. C'est un bâtiment vide dans les beaux quartiers du 9e arrondissement de Paris, appartenant à une filiale de la Société Générale et pour rappel, il y a plus de 117 000 logements vides à Paris. Depuis un mois, les occupants et les soutiens s'organisent pour tenir. Ils ont participé à la manifestation du 1er mai, des soirées de soutien sont organisées et une lettre ouverte a été écrite le 20 mai. Les immigrés dénoncent leur exclusion du jeu politique qui est de plus en plus nauséabond avec des discours racistes et xénophobes qui infusent dans la société. D'ailleurs, le lieu s'est fait attaquer par des fachos le 22 mai. Aussi, les occupants surtout originaires d'Afrique de l'Est dénoncent le «deux poids, deux mesures» : «*Nous voulons les mêmes droits et la même considération que les Ukrainiens, que les migrants qui sont blancs.*» Une procédure d'expulsion est en cours et une assignation à comparaître en justice est prévue pour le 9 juin. Les relais politiques notamment la France Insoumise font du tapage sur cette lutte. Des actions sont prévues et une cagnotte de soutien a été créée .

Voir le Facebook du collectif «la Chapelle Debout»

Le préfet de Calais condamné pour le démantèlement d'un camp

Elle datait du 29 septembre 2020, au niveau de la zone du Virval où vivait plus de 800 migrant-es. C'était la plus grosse évacuation depuis le démantèlement de la grande jungle en 2016. 8 associations et 11 exilés avaient porté plainte. La préfecture est définitivement condamnée pour «voie de fait» par la Cour d'appel de Douai, car elle s'est affranchie de l'autorité judiciaire lors du démantèlement. C'est toute la tactique juridique des autorités qui est mise à mal, car elles s'appuient sur l'état de flagrance qui permet d'évacuer une occupation illégale si le délit est constaté depuis moins de 48h. C'est la même loi pour les squats. Or, pour cette évacuation de 2020, toutes les preuves convergent pour dire que l'occupation était constatée depuis longtemps et que l'affaire a été rondement préparée jusqu'au niveau du ministère de l'Intérieur. Dans ce cas, la préfecture était obligée de saisir le juge administratif, chose qu'elle n'a pas faite. Cet arrêté daté du 24 mars pourrait constituer une jurisprudence, mais la difficulté reste à prouver que l'État connaissait la situation bien avant les 48h requises. Les requérants ont demandé 5 000 euros de dommages pour chacun des exilés et 1 000 euros par association.

Source : Libération

Rwanda, nouvelle terre de déportation ?

C'est ce qui semble ressortir des dernières déclarations de Boris Johnson à la mi-avril, Londres et Kigali se sont mis d'accord pour transférer au Rwanda des migrant-es de toutes origines arrivés illégalement sur le territoire britannique. Des demandeurs d'asile seraient aussi déplacés de force. Cela fait plusieurs mois que l'État britannique cherchait un pays tiers pour y renvoyer les sans-papiers, le Ghana était un premier candidat, mais c'est le Rwanda qui a finalement été choisi ; Johnson le présentant comme le pays «le plus sûr du monde». Côté Rwanda, les autorités se disent ravies de ces arrivées et promettent la possibilité d'une installation permanente aux personnes qui le souhaitent. Derrière les communications officielles, il faut voir une nouvelle géopolitique des migrations où des pays émergents africains sont en recherche active de main d'œuvre. Il y a un siècle, l'Europe de l'Ouest allait chercher de la main d'œuvre dans ses colonies, aujourd'hui c'est un mouvement inverse même si la vision coloniale persiste dans la politique britannique qui fait du Rwanda un exutoire migratoire. Des deux côtés, ce sont les intérêts d'une bourgeoisie politico-économique qui sont servis. Le Royaume-Uni est prêt à mettre 144 millions d'euros sur le projet tandis que les industries rwandaises feront travailler pour pas cher les nouvelles recrues. Bien entendu, ces annonces ont suscité des oppositions en premier lieu desquelles celle du HCR (Haut Commissariat des Réfugiés) qui dépend de l'ONU. Aussi, ces annonces spectaculaires font partie d'une tactique électoraliste de la part de Boris Johnson qui essaie de se dépêtrer du scandale «Party gate» – les soirées festives organisées en plein confinement – et aussi dans un contexte d'élections locales. Bluff ou pas, les actes semblent suivre. Plusieurs migrants arrivés récemment sur l'île sont placés en centre de rétention en vue d'être envoyés au Rwanda. Nous n'avons pas de chiffres exacts, car le Home Office (ministère de l'Intérieur) et sa ministre Priti Patel refusent de communiquer. Le Rwanda pensait accueillir les premiers «demandeurs d'asile» forcés à la fin mai. Un tribunal anglais temporise à la mi-juin… Pour l'instant, une centaine de personnes déportées est prévue par an. L'affaire est portée en justice. À suivre.

Sources : Le midi libre, infomigrants

Frontex pratique des renvois illégaux en Mer Égée

L'agence européenne de surveillance des frontières les appelle «prévention de départ», en réalité ce sont des refoulements manu militari de migrant-es aux frontières de la Grèce et de la Turquie. Les preuves ont été compilées par une enquête de plusieurs médias européens sur la durée de mars 2020 à septembre 2021. À au moins 22 reprises, 957 migrants ont été repoussés à la mer. Ils se sont retrouvés à dériver en pleine mer, sans moteur, dans des canots de survie gonflables de couleur orange. Or, ce sont des modèles achetés par le ministère de la marine grec, via un financement de la Commission européenne. Pas très malin ! Ainsi, les personnes ont bien accosté en Grèce, mais ont été renvoyées sans ménagement ni étude de leur situation. Le nombre de renvoyés est sûrement beaucoup plus important si on se réfère au fichier JORA de Frontex qui, sur la période d'enquête, recense 8 000 «préventions de départ». Les autorités grecques et européennes se renvoient la balle, mais des témoignages viennent appuyer la révélation. Des récits et des vidéos montrent des garde-côtes en train de brandir leur arme en direction des migrant-es, dégonfler les canots pneumatiques, faire des vagues avec leur frégate rapide pour repousser les embarcations, jeter à la mer les affaires personnelles, etc. L'affaire est portée en justice par l'OLAF (Office européen de Lutte Anti-Fraude). À suivre là aussi.

Source : Infomigrants

Attention aux chiffres d'Eurostat

C'est le service de la Commission européenne chargé des statistiques et il vient de publier son rapport sur l'immigration. Ainsi: «le nombre d'immigrés clandestins dans l'Union européenne a augmenté de 22% en 2021 pour atteindre 681 200 personnes». Des politiciens divers et variés ont repris à leur compte ce chiffre pour justifier de l'invasion voire du «grand remplacement». Mais comme souvent avec les chiffres, il faut les décortiquer pour se rendre compte de la manipulation. Cette augmentation n'est pas +22% d'entrées sur le territoire européen, car Eurostat tire ces chiffres du nombre d'arrestations de personnes sans-papiers. Or, l'arrestation ne se fait pas seulement aux frontières et concerne souvent des sans-papiers déjà installés sur les différents territoires. Cette augmentation vient aussi d'une surveillance et d'un flicage plus accrus. Si on contrôle plus, on détecte plus de sans-papiers, logique. Enfin, il y a le contexte sanitaire. Par rapport à 2020 - année de référence du pourcentage - les frontières se sont rouvertes et il y a un certain «retour à la normale».

Autre résultat Eurostat: "La plus importante communauté d'immigrés clandestins est formée par les Syriens, suivis des Algériens et des Afghans. Le nombre d'Afghans présents de manière irrégulière dans l'un des 27 membres de l'UE a bondi de 55% par rapport à 2020". Cela est dû au retour des talibans au pouvoir l'été dernier et à l'augmentation du nombre de déboutés du droit d'asile. En France, selon OFPRA, 75% des exilés afghans ont obtenu l'asile, mais ça veut dire aussi 25% de personnes restées sur le carreau. Ils deviennent alors illégaux, mais sans possibilité d'être expulsés, car les retours en avion ont été annulés avec la nouvelle situation politique sur place. Pour l'Algérie et la Syrie, c'est la crise économique, politique et sociale qui pousse les personnes à l'exil. Après deux ans de manifestations contre le pouvoir, le hirak est bien terminé. En Syrie, après 11 ans de guerre, 90% de la population vit dans la pauvreté et 112 millions de personnes souffrent de la faim (chiffres de l'ONU).

Source : Eurostat, Infomigrants

chroniques du contrôle et de la répression Big Brother

Le rôle de défenseur de la surveillance de masse du Conseil d'État

Par un décret de 2012, le Traitement des Antécédents Judiciaires (TAJ) était créé. Il fusionnait le STIC, fichier de police et le JUDEX, fichier de gendarmerie, relatifs aux enquêtes judiciaires et administratives. Il contient des informations à la fois sur les personnes mises en cause (peu importe qu'elles aient été condamnées ou non), sur les témoins et sur les victimes impliquées dans les enquêtes. Le TAJ est aujourd'hui tentaculaire: 19 millions de fiches étaient déjà présentes dans ce fichier en 2018, dernier chiffre connu. Ce décret TAJ autorise les policiers à utiliser des logiciels de reconnaissance faciale pour consulter cette base de données. Les policiers peuvent automatiquement comparer une image captée par une caméra de surveillance, un téléphone ou sur Internet aux 8 millions de photographies présentes sur les fiches des personnes mises en cause (chiffres de 2018). Cette comparaison a lieu dans le cadre d'enquêtes comme de simples contrôles d'identité. Introduit dans le droit en toute discrétion il y a près de 10 ans, à une époque où les outils de reconnaissance faciale n'étaient qu'en gestation, le recours à cette technologie est aujourd'hui généralisé. La police a utilisé le TAJ pour faire de la reconnaissance faciale 375 000 fois en 2019, soit plus de 1 000 traitements par jour partout en France. En 2020, ce chiffre montait à 1200 interrogations quotidiennes du TAJ par reconnaissance faciale.

L'utilisation massive de cette technologie est pourtant interdite en application des règles du droit des données personnelles. Seules certaines situations exceptionnelles pourraient autoriser un tel traitement et, même dans ces situations exceptionnelles, la police ne pourrait y recourir qu'en cas de «nécessité absolue» – lorsqu'il n'existe absolument aucun autre moyen de poursuivre l'enquête. C'est ainsi que voici 2 ans, l'association, «la Quadrature du Net» (Q.N.) déposait un recours devant le Conseil d'Etat.

Le 26 avril 2022, le Conseil d'Etat a rejeté les critiques de la Q.N.. Le Conseil d'Etat n'a pas nié les innombrables abus pointés par la Q.N, mais l'a invitée à les soumettre au cas par cas aux autorités (juges et CNIL) chargées d'en vérifier la légalité, plutôt qu'à lui… C'est se «foutre de la gueule du monde» car le Conseil d'État sait très bien que les abus du TAJ sont si nombreux que la CNIL et les juges n'auront jamais les moyens de les détecter et de les stopper un à un.

Si le Conseil d'État a refusé de prendre en compte dans sa décision les abus concrets du TAJ, il a tout de même cherché à justifier la «nécessité absolue» de la reconnaissance faciale. En effet, le Conseil d'Etat écrit que: «eu égard au nombre de personnes mises en cause enregistré dans [le TAJ], qui s'élève à plusieurs millions, il est matériellement impossible aux agents compétents de procéder manuellement à une telle comparaison» d'images, dont l'automatisation ne peut dès lors que «s'avérer absolument nécessaire à la recherche des auteurs d'infractions et à la prévention des atteintes à l'ordre public». Autrement dit, le recours à des logiciels d'analyse d'images automatisée serait rendu nécessaire car le TAJ, abandonné à la police depuis 10 ans et sans aucun contrôle externe, est devenu si tentaculaire et absurde qu'il ne peut plus être exploité à son plein potentiel par des humains. Une surveillance de masse (le fichage généralisé) rend nécessaire une autre surveillance de masse (la reconnaissance faciale généralisée).

Pour la Q.N. le rejet de son recours par le Conseil d'Etat est vécu comme «une défaite cinglante» dont il lui faut tirer les leçons: «Premièrement, il semble risqué d'attaquer la reconnaissance faciale en tant que principe théorique sans aussi s'attaquer à ses réalisations concrètes, à défaut de quoi nos adversaires risquent d'esquiver le débat tel que se l'est ici permis le Conseil d'État.

Deuxièmement, il semble risqué d'attaquer la reconnaissance faciale sans s'attaquer en même temps à l'ensemble du système dont elle fait partie et qui la justifie: le fichage généralisé, dont la démesure a servi de prétexte au Conseil d'État, et la vidéosurveillance qui inonde nos villes et dont la démesure, tout autant scandaleuse, sert aussi de prétexte au déploiement de logiciels de détection automatisée sur les caméras déjà installées. Notre offensive va donc se poursuivre, affinée et ajustée par ces deux leçons. Cette offensive est d'autant plus urgente que l'Union Européenne soit en passe d'adopter un règlement sur l'Intelligence Artificielle qui viendrait légitimer les technologies de surveillances biométriques aujourd'hui interdites par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et que la France, actuellement présidente du Conseil de l'UE, fait tout pour défendre son industrie et son idéologie techno policières.»

Affirmons avec la Q.N. que si les règles européennes de protection des données personnelles ont été quasiment inutiles pour nous protéger de la surveillance des GAFAM (voir leur texte du 25 mai 2021 «les GAFAM échappent au RGPD, la CNIL complice»), elles ont entièrement failli à nous protéger de la surveillance d'État.

Source : laquadrature.net

Big Brother

Pas de justice pour les GJ

Un Major de la CR7 du Val d'Oise tristement réputée, s'est illustré par sa violence plusieurs fois, mais la DGPN (Direction Générale de la Police Nationale) n'a pris aucune mesure contre lui et il continue à ce jour d'exercer. Son arme de prédilection a longtemps été la grenade de désencerclement GLI-F4 (interdite en janvier 2020, après que les stocks aient été écoulés et en dépit de nombreux blessés) avec laquelle il a blessé gravement au moins 3 Gilets Jaunes dont Gabriel Pontonnier. Ce jeune chaudronnier de 21 ans manifestait sur les Champs lors de l'Acte II du 24 novembre 2018. Alors que les nombreuses vidéos montrent qu'il n'y avait aucun danger, le Major a décidé seul de tirer une grenade qui a déchiqueté la main de Gabriel entraînant la perte de 3 de ses doigts. Bien que l'enquête ait prouvé que le tir n'avait pas lieu d'être et qu'il s'était effectué sans visibilité suffisante et sans sommation, le parquet de Paris a décidé du classement sans suite en décembre 2019. Deux ans plus tard, le juge d'instruction a décidé de mettre le Major en examen pour «blessure involontaire commise en violation du cadre légal». C'est assez rare pour que les avocats de Gabriel s'en réjouissent mais le parcours du combattant n'est pas fini.

Source : Résistons ensemble, n°203

Poulets et pandores non reconnaissants à la macronie !

Selon un sondage de l'Ifop réalisé pour «l'Essor de la gendarmerie nationale», organe non officiel des képis, 81% des pandores ont voté Marine Le Pen. D'après le Canard Enchaîné, Gérald Darmanin aurait reproché à leur patron Christian Rodriguez de ne «pas avoir assuré le service après-vente» auprès de ses troupes en les incitant à voter Macron. D'autant plus que l'Elysée veut leur faire un cadeau d'ici 5 ans de 200 nouvelles brigades. Quelle ingratitude !

Même rancœur de Macron et de son ministre à l'égard de la police. «On leur a tout donné et ça n'empêche pas une partie d'entre eux de fricoter avec l'extrême droite» s'agace un conseiller du château. Pour rappel, la police aura profité d'une jolie manne durant le quinquennat écoulé: 3,6 milliards d'euros sur les fiches de paie, avec en prime des milliers d'embauches, des uniformes tout neufs, de nouvelles bagnoles… Pour les 5 ans à venir: 15 milliards supplémentaires…

Si Macron chouchoute autant les forces de l'ordre, c'est qu'il va devoir compter sur elles pour réprimer les mouvements sociaux pendant encore 5 ans.

Extrait du Canard Enchaîné du 27 avril

Brother

Un produit chimique marquant a été expérimenté contre des manifestants écologistes

Le média «La Croix» a révélé qu'un «nouveau» produit chimique a été utilisé durant la forte mobilisation contre le projet des méga-bassines et les dangers de l'agriculture intensive dans les Deux-Sèvres fin mars.

Annoncés en mars 2019 par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, les produits marquants codés (PMC) font leur retour. Le même mois, un article du Parisien explique que les canons à eau disposent déjà d'un nouveau bouton qui permettrait leur usage.

Durant les manifestations qui ont suivi l'acte 18 des Gilets Jaunes, deux de ces produits auraient été utilisés: un liquide visible de couleur bleue (également présent à Hong Kong) dont l'usage serait plutôt dissuasif car reconnaissable, le deuxième est invisible.

C'est celui qui aurait été utilisé il y a moins d'un mois dans les Deux-Sèvres. Ce produit marqueur, indolore et incolore n'est détectable qu'avec des rayons ultraviolets. Pour le moment il s'agirait seulement d'une «expérience» (source préfecture). Il resterait collé plusieurs semaines à la peau et au moins un mois sur les vêtements.

Mélangé aux gaz lacrymogènes, canon à eau, ou pourrait aussi l'utiliser par de simples lanceurs. Son objectif est de pouvoir accumuler des preuves et donc de permettre de procéder plus rapidement à des arrestations de manifestants accusés d'avoir participé à des troubles à l'ordre public, des «violences» ou des dégradations.

Évidemment cela paraît stupide, il sera bien souvent impossible de déterminer qui a fait quoi, uniquement à l'aide de ce produit marquant. Durant une salve de tir de lacrymogène, ou une pratique d'autodéfense dite offensive, des profils très variés de personnes peuvent se retrouver au même endroit, et se trouver ensuite visées par des arrestations et condamnations, sans aucun motif.

S'il s'agit pour le moment d'une expérimentation, on imagine aisément que son usage pourrait permettre d'aboutir à des condamnations expresses et arbitraires de manifestants lambda.

Source: Cerveaux non disponibles

Assassinat du rugbyman Aramburu

Dans les derniers jours de la campagne présidentielle, le 19 mars dernier, deux néonazis poursuivis pour des actes criminels - alors qu'ils sont sous contrôle judiciaire et interdits d'aller dans la capitale – agressent un homme, non-blanc, qui leur demande une cigarette. Les injures racistes fusent. Un rugbyman argentin célèbre, à la carrière internationale, s'interpose : Federico Martín Aramburú. Avec son ami, ils sont roués de coups par les néo-nazis. Le plus violent, Loïk Le Priol, ancien du GUD – groupuscule violent d'inspiration fasciste –, déjà poursuivi pour des actes de torture, exhibe un brassard de police.

L'altercation ne s'arrête pas là. Les néonazis reviennent armés, dans une jeep. Loïk Le Priol abat de plusieurs balles dans le dos Federico Martín Aramburú. Il meurt peu après. Assassiné par balle, en plein Paris, pour avoir réagi à une agression raciste. Ces faits, à eux seuls, auraient dû provoquer un séisme politique. Il n'en est rien.

Les informations qui continuent de tomber montrent que l'affaire est encore plus sombre. Plusieurs jours plus tard, le tueur est arrêté, non pas par la police française, mais à la frontière ukrainienne où il s'apprêtait à rejoindre le front. Chez son complice, les enquêteurs retrouvent un buste d'Hitler et plusieurs armes. De quelles complicités ont-t-il bénéficié ? Comment le tireur a pu parcourir ces milliers de kilomètres après avoir exécuté un homme au cœur de Paris ?

À présent, le journal spécialisé dans le monde du rugby explique qu'au «domicile de Loïk Le Priol, des effets siglés Police, entre autres, ont été retrouvés.» Encore plus fou : «un policier de la DRPJ (direction régionale de la police judiciaire) aurait passé une partie de la soirée avec Le Priol et Bouvier, avant l'altercation puis les coups de feu.»

Source: Nantes révoltée

L'impunité policière est un permis de tuer !

Dans la nuit du 24 au 25 avril 2022, au soir de la défaite de M.Le Pen, un policier a abattu sur le Pont-Neuf à Paris deux hommes et en a blessé un troisième. Pour justifier l'usage mortel de son arme, un fusil d'assaut HK G36, l'agent tireur a invoqué la légitime défense. D'après son récit, le conducteur aurait tenté de se soustraire au contrôle policier et aurait foncé vers l'un des fonctionnaires. Cette ligne de défense, nous l'avons entendue des dizaines, des centaines de fois. Le problème c'est qu'elle est souvent invérifiable et/ou mise à mal par les enquêtes, qu'elles soient menées par des associations, des médias, ou la justice. Ce fut récemment le cas à Aulnay-sous-bois, où un homme d'une trentaine d'années au volant d'une camionnette a été abattu par des policiers dans des circonstances analogues.

Dans l'affaire du Pont-Neuf, après 48 heures de garde à vue, la justice a décidé de mettre en examen le policier-tireur pour «homicide volontaire», c'est-à-dire pour meurtre. À ce stade, elle n'a pas retenu la légitime défense. Cette décision a, sans surprise, entraîné une vague d'indignation chez les policiers, à commencer par le syndicat Alliance, que l'on sait lié à l'extrême droite. Un de leurs objectifs assumés est de faire pression sur la justice et d'entraver son travail afin de préserver le système d'impunité dont ils bénéficient. Ces pressions ne sont pas nouvelles, elles ont toujours, mais sous des formes différentes, émaillé les procédures judiciaires ouvertes contre des policiers. Ces dernières années, elles se sont aussi exprimées dans la rue, lors de manifestations pro-police à l'instar de celle organisée par l'extrême droite le 19 mai 2021. Rappelons qu'à l'exception notable de Mélenchon et de la FI qui ont condamné ce rassemblement factieux, les chefs de tous les partis parlementaires y ont participé et qu'une certaine gauche s'y est même invitée.

De fait, une loi votée à la fin du quinquennat Hollande (la loi 2017-258 du 28 février 2017 sur l'usage des armes) est une concession majeure et partant gravissime à la revendication du syndicat Alliance d'une «présomption de légitime défense», c'est-à-dire un quasi permis de tuer.

Source: extrait du club de Médiapart d'Amal Bentounsi fondatrice du collectif «Urgence notre police assassine»

RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY

organisées par l'Organisation communiste libertaire
du 19 au 24 juillet 2022 inclus

Les rencontres libertaires que l'OCL organise chaque été sont prévues cette année encore – du mardi 19 au dimanchei 24 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors, à une heure de Toulouse.

Nous souhaitons que ces rencontres soient, comme d'habitude, un espace d'échanges sur nos investissements militants, c'est pourquoi elles sont ouvertes à toutes les personnes que les débats programmés intéressent ; dans les espaces laissés libres par le programme, d'autres discussions pourront être proposées pour partager une expérience ou présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazerac, et nous bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse, ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

La vie quotidienne et la gestion des rencontres demeureront inchangés : repas et ménages seront assurés par des équipes changeant chaque jour. Les tarifs pour les repas et la participation aux frais de location des lieux seront établis en fonction des revenus (à partir d'un prix plancher quotidien de 7 euros par adulte), et 5 euros par jour seront demandés pour un-e enfant. Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demanderons de nous prévenir de votre arrivée en téléphonant au 06.16.93.07.28 au moins vingt-quatre heures à l'avance. Et, si vous venez en train, nous irons vous chercher à la gare de Montauban.

19 juillet
- Après-midi : Place des migrants en France

L'accueil réservé aux migrant·es en France est caractérisé par le déni des droits élémentaires (logement, travail, subsistance) et par des situations inhumaines savamment orchestrées par des lois successives (21 lois sur le droit d'entrée et le séjour, de la «loi Pasqua» de 1986 à la «loi Collomb» de 2018).

Si ces questions sont principalement abordées sous l'angle des valeurs morales, elles sont indissociables du fonctionnement du capitalisme, des États et des frontières.

Il nous faut donc replacer l'immigration au cœur du débat politique pour évacuer les phantasmes racistes et xénophobes comme les replis communautaristes, et faire reconnaître la place des migrant·es dans la structure de classe de la société française, pour espérer faire comprendre l'intérêt commun des prolétaires à lutter partout ensemble contre leur exploitation.

- Soir : La situation politique et sociale en France

Les élections laissent sans surprise au pouvoir le macronisme. La France Insoumise présentait un programme en direction des classes populaires qui a pu susciter un espoir même dans nos rangs. Mélenchon a lancé la création d'une grosse alliance menant à des négociations d'épiciers. Mais la NUPES est-elle vraiment une force d'opposition au sein de l'Assemblée nationale ou une simple recomposition de la social-démocratie ? Malgré son programme social et écologique plus radical, la NUPES fera-t-elle la révolution à l'Assemblée nationale ou dans la rue si celle-ci s'agite ? Un coup de bâton, qu'il vienne de la gauche ou de la droite de la bourgeoisie reste un coup de bâton porté aux travailleurs. Sous quelle forme peut-on espérer le sursaut du mouvement social à la rentrée ? Comment les travailleurs vont-ils s'organiser contre 5 nouvelles années de casse sociale? Face à la perte réelle de pouvoir d'achat qui se profile, de quelle couleur seront les gilets à rentrée ?

20 juillet
- Après-midi : Politique de la France en Françafrique et la déconfiture au Mali

La France a perdu pied au Mali et semble vaciller dans ses autres ex(?)-colonies d'Afrique. Ceci devrait nous réjouir. Ne nous laissons pas impressionner par une guerre de propagande qui se focalise sur les exactions de Wagner comme si la France n'était coupable ni de crime de guerre ni de crime contre l'humanité (ou au minimum de complicité). Cette guerre de propagande est particulièrement intense en ce moment de part et d'autre. Pour essayer de s'y retrouver, il faut tordre le cou à pas mal de clichés qui circulent y compris dans nos propres milieux. Dans tous les cas, il se passe des choses importantes là-bas que nous ne pouvons ignorer ici.

- Soir : Qu'est-ce que pour nous la révolution au XXIe siècle ?

Depuis l'offensive du mouvement des Gilets jaunes, la question révolutionnaire flotte à nouveau dans l'air. Mais cette offensive a été défaite. Nous avons perdu une nouvelle fois. Une question s'impose alors : comment vaincre, comment gagner ? Nous parlerons donc de la révolution, autour de deux livres : Pour un anarchisme révolutionnaire du collectif Mur par Mur et Soulèvement de Mirasol, mais il ne s'agira pas de faire une discussion livresque sur la révolution. Aujourd'hui, et particulièrement dans le contexte de crise permanente et d'inflation galopante, l'enjeu est de parler de stratégie et d'intervention dans une perspective révolutionnaire, car affirmer la révolution est insuffisant. Plus que cela, c'est en général une position de repli pour les périodes de défaites. Or, l'heure est à la perspective de la victoire.

21 juillet
- Après-midi : Première partie de la commission journal de Courant alternatif

Nous ferons un bilan des numéros parus cette année, de la trésorerie, des abonnements, de la diffusion en librairie et en manifestation. Quelles sont les initiatives à prendre pour une meilleure diffusion et de nouveaux abonnements ? Critique du N°321 de juin.

- Soir : Ukraine

Pour ceux qui l'avaient oublié, l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie rappelle cruellement que «le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage». Si les indices d'une montée des impérialismes s'accumulaient depuis 2014, la guerre en Ukraine sonne comme un rappel de l'Histoire à des populations occidentales qui, par cynisme, lâcheté ou confort, avaient oublié son sens tragique. En attendant, ceux qui payent la casse sont toujours les mêmes, les prolétaires : accentuation de la crise, compétition internationale et exploitation accrues, inflation, augmentation des budgets militaires (chars lourds/salaires légers). D'autant plus que le mouvement antiguerre semble être aphone et embringué dans les

tourbillons de propagande des deux camps.

Notre discussion sera une tentative de tirer des perspectives de la situation actuelle.

22 juillet
- Après-midi : Projection du film "Le dossier Plogoff"

Un film-reportage de François Jacquemain sorti en 1980 puis dépoussiéré en 2017 par Synaps Collectif Audiovisuel.

Nous pourrons revenir sur les mobilisations massives des années 70-82 ; ce film étant un outil de débat au service des luttes futures contre l'énergie nucléaire.

- Soir : Le nucléaire – perpétuelle fuite en avant

La situation actuelle est très préoccupante : le système d'entreposage des combustibles usagés s'approche dangereusement de la saturation, détection de problèmes de corrosion dans les circuits d'injection de sûreté et/ou de refroidissement dans au moins une dizaine de centrales aujourd'hui à l'arrêt, problème de sécheresse mettant en danger le refroidissement de certaines centrales, etc.

Et pourtant le pouvoir de l'État français prévoit la poursuite de fonctionnement du plus grand nombre possible de réacteurs au-delà de 60 ans, la construction d'au moins 6 nouveaux EPR (alors que le seul EPR en chantier en France accuse déjà un retard de 11 ans) sans oublier de petits réacteurs...

Face à cette perpétuelle fuite en avant, qui peut toujours déboucher sur un accident, cette fois-ci en France, un mouvement social antinucléaire peut-il renaître ?

23 juillet
- Après-midi : Projection du film «Fedayin, le combat de Georges Abdallah» et Palestine/Israël

Au-delà de l'acharnement judiciaire et politique dont Georges Abdallah est victime, le film retrace une vie de résistance à travers une série d'entretiens au Liban, à la rencontre de sa famille, ses proches et ses anciens camarades, mais également en Europe avec son avocat, ses soutiens et des personnes qui l'ont côtoyé.

Ce film documentaire réalisé par le collectif Vacarme(s) Films ambitionne d'être un outil pour mieux comprendre le contexte politique et social dans lequel s'inscrit le combat de Georges Abdallah. Un engagement qu'il paie encore aujourd'hui par un maintien en détention alors qu'il est libérable depuis 1999. Enfin, ce film n'aurait jamais vu le jour sans la relation politique qu'entretiennent plusieurs membres de Vacarme(s) Films avec Georges Abdallah et l'engagement d'une décennie dans la campagne pour sa libération.

Amnesty International a qualifié Israël d'État d'apartheid après de nombreux rapports qui allaient dans le même sens.

Cela ne change rien au rouleau compresseur colonial. Israël assume. Son armée donne l'assaut au camp de Jénine, tue une journaliste, attaque le cortège des obsèques. Il y a de vagues déclarations sur cette violence sans limites, mais pas de sanctions et la complicité de l'Occident et des dirigeants arabes continue.

Pourtant, la société palestinienne ne se résigne pas et résiste par tous les moyens.

Et en France, la tentative du pouvoir de criminaliser le boycott et l'antisionisme a subi des défaites à répétition.

- Soir : La lutte antifasciste/Extrême droite

Il ne fait aucun doute que le fascisme est intimement lié au capitalisme, et que par conséquent une lutte antifasciste qui ne serait pas anticapitaliste ne serait qu'une escroquerie de plus dans le champ de la politicaillerie. Si bien que toute alliance et tout front, avec des forces qui acceptent le capitalisme pour lutter contre le fascisme sont voués à des échecs retentissants et ne font que renforcer la division de la société en classes. Mais refuser fronts et alliances de classe ne nous garantit nullement une victoire contre l'ordre totalitaire qui se dessine. On a un peu oublié ce que fut le fascisme: la réponse du capitalisme à une situation précise dans l'histoire. Ce dernier a plus d'une corde à son arc pour assurer sa domination absolue dans la période actuelle: de nouvelles armes (en particulier technologiques) ont été peaufinées pour assurer un contrôle social encore plus efficace, pour diviser les prolétaires et assujettir les cerveaux. Évitons de réduire l'antifascisme à une simple lutte contre l'extrême droite ou à un passeport attestant d'une ligne politique vertueuse.

24 juillet
- Après-midi : Seconde partie de la commission journal de Courant alternatif

Préparation du n°323 d'octobre : souhaits et propositions, répartition des Commissions Journal pour l'année.

- Soir : Luttes et résistances à l'aménagement du territoire

Pour le capital, la campagne est destinée à n'être qu'un vaste garde-manger pour les villes, des infrastructures économiques liées au tourisme (cabanes, aéroport, center park), un espace où se déployer pour l'agro-industrie (bassines, méthaniseurs, champs OGM), le commerce (centres commerciaux) ou la production d'énergie (transformateurs électriques, éoliennes, fermes photovoltaïques, nucléaire). Bien sûr, les habitants de ladite campagne, et ceux qui s'en font une autre idée la défendent pour préserver ou retrouver un espace de vie à part entière.

Globalement, ces luttes sont écologistes ET sociales : elles piochent dans divers champs d'idées desquelles nous pourrons discuter, au rang desquelles l'écologie environnementaliste, l'écoféminisme, l'écologie radicale, l'anti-industrialisme…

Dans tout ce bordel, il nous faut une utopie : doit-on discuter d'un communisme libertaire et agraire, quitte à réhabiliter les communes paysannes chinoises ? Ou plus prosaïquement réfléchir à un rapport à la technique et à la production maîtrisable, partir des noyaux paysans existants pour tracer une perspective en rupture avec l'agrocapitalisme qui va se déchaîner comme jamais, face à la double impasse climat - génération agricole sur le départ.

Droite-gauche : il n'y a rien à dépasser

La traditionnelle opposition droite/gauche de l'arc institutionnel qui structurait la vie politique parlementaire depuis plus de cent ans, était devenue de moins en moins perceptible au fil des années. Si bien que les alternances construites sur cette coupure ont perdu, petit à petit leur raison d'être.

Ce n'est pas faire preuve d'une grande sagacité que de constater que, depuis des décennies, l'offre politique de la gauche ressemblait à s'y méprendre à celle de la droite. Si, dans le discours, il restait quelques traces de ses origines dans le mouvement ouvrier, une fois au pouvoir, les politiques menées étaient celles dont le patronat et la bourgeoisie avaient besoin. Il fut un temps où ces derniers voyaient un avantage à laisser la gauche piloter l'avion pour prendre des mesures impopulaires avec un risque moindre de réaction populaire.

Du « savoir terminer une grève » en 1936, au « tournant de la rigueur » en 1983 et au « virage social-libéral » en 1974, cette gauche représentée par la SFIO d'abord, par le PS ensuite depuis le congrès d'Epinay en 1971, avait depuis longtemps prouvé au patronat qu'il ne courait aucun risque à lui confier les clés du camion.

Retour aux sources

Le point commun à toutes les tendances nées à la fin du XIXe siècle au sein du mouvement ouvrier, socialistes, anarchistes, communistes, syndicalistes, était de détruire le capitalisme et d'instaurer une société sans classes ni État. Un premier clivage s'est très vite opéré concernant la stratégie pour y parvenir. D'un côté les révolutionnaires considéraient qu'il fallait abattre l'État bourgeois par une pratique de rupture nette avec les institutions et œuvrer en direction de moments plus ou moins insurrectionnels dans lesquels les différentes composantes du prolétariat se soulevaient contre l'ordre existant : une Révolution. De l'autre, les réformistes (les socialistes) estimaient qu'il fallait mener une longue marche à travers les institutions étatiques pour les transformer en un État interventionniste au profit des plus faibles. Théoriquement les finalités restaient plus ou moins les mêmes.

Un second clivage a divisé les révolutionnaires qui se sont partagés entre les marxistes-léninistes selon lesquels l'ancien État bourgeois devait être provisoirement remplacé par un État prolétarien dirigé par un parti éponyme, et les anarchistes révolutionnaires qui entendaient la révolution comme la destruction immédiate de l'État et la prise en main sans médiation de l'organisation sociale par l'ensemble des populations.

Les anarchistes se sont immédiatement situés en dehors du jeu parlementaire et y sont restés, tandis que les marxistes léninistes, de leur côté, s'y sont très vite complus (le PC - parti communiste).

SFIO/PS et PC ont ainsi formé la gauche parlementaire qui a progressivement laissé tomber l'objectif de ses débuts d'abolir le capitalisme. Il ne s'agissait plus que d'utiliser les élections pour accéder au pouvoir et réaliser des réformes en faveur des plus démunis au moyen d'un État interventionniste, s'opposant ainsi à une supposée droite libérale qui, elle, estimait que l'intervention de l'État devait se limiter aux fonctions régaliennes et laisser le capitalisme s'auto-réguler.

Mais l'opposition entre Etat interventionniste et État libéral s'est révélée n'être qu'un leurre pour que l'électeur perpétue le système en ayant l'impression de jouer un rôle de premier plan. On a vu la gauche prendre les mesures les plus libérales qui soient en faveur des entreprises et récemment la droite piétiner les credo libéraux pour sauver le soldat économie. Le quinquennat de Macron est une illustration criante que les doctrines économiques ne sont que des nuances qui n'engagent que celles et ceux qui y croient et qui ne pèsent pas lourds face aux intérêts du Capital. En quelques jours, face à la crise du Covid c'est un État omni-dirigiste qui, pour sauver le commerce, a déniché les milliards autrefois introuvables pour embaucher des soignants. Le ruissellement était, très provisoirement, mis de côté.

C'est maintenant sur le temps court, que les gestionnaires du capitalisme doivent passer d'une doctrine à l'autre pour répondre à des situations aléatoires, si bien que les alternances classiques s'appuyant sur le clivage droite/gauche pour un temps plus long ne sont plus adaptées, d'autant que le spectacle donné par les deux grands partis avec leurs prétendues différences est devenu de plus en plus médiocre et discrédité au vu des expériences passées. Leur rigidité bureaucratique les a rendus inaptes à s'adapter rapidement aux événements du moment pour prétendre à une quelconque efficacité dans la défense du système, sans se disloquer. Après avoir joué un rôle utile, ils ne sont plus indispensables à la bourgeoisie.

Unité nationale, unité du capital

L'heure n'est plus au spectacle de l'alternance, voire de la cohabitation, mais à des perspectives de gouvernements d'unité nationale comme cela s'est fait parfois en Allemagne.

PS/PC et les divers avatars du gaullisme, usés et discrédités dans l'opinion publique, nous l'avons vu, étaient incapables de réaliser cette union nationale réclamée par le patronat et ses organisations. Leur histoire s'étant construite sur le mythe de leur opposition, ils pouvaient difficilement apparaître comme un espoir transcendant leur intérêt propre pour celui de la nation.

C'est cette impossibilité des vieux partis à jouer la carte de l'union nationale qui a offert un boulevard à Macron et à LREM pour apparaître comme une force dépassant le clivage droite/gauche. Un nouveau leader charismatique et de nouvelles têtes c'est aussi ce qui a fait le succès des Insoumis et de Mélenchon. On remarque à ce propos que se sont effondrés les partis qui n'étaient plus dirigés par leur fondateur. Les héritiers ont laissé la place à des créateurs de nouvelles lignées, et on peut mettre le RN dans ce camp tant Marine le Pen a su se construire avec une image de refus de l'héritage de son père.

Il y a pourtant un hic !

Pour affronter les temps agités qui se profilent, la bourgeoisie a besoin d'une conduite des affaires calme, mais ferme. Les grandes restructurations industrielles ont été réalisées sans trop de révoltes, il faut continuer avec le chantier de la réforme des retraites. Et pour cela, en effet, rien de mieux qu'une union nationale construite autour de la diabolisation et de la crainte d'une supposée extrême gauche et d'une réelle extrême droite, en mettant en scène une gestion centriste de bon père de famille et pleine de bon sens.

Seulement voilà, une union nationale, pour n'être pas qu'un slogan, doit s'appuyer sur une réalité plus ou moins majoritaire dans le pays. Ce qui n'est pas le cas. Un peu partout on peut lire ou entendre qu'il y a trois blocs autour de Le Pen, Macron et Mélenchon. Or ces trois blocs sont, au niveau électoral, d'importance égale et représentent 90 % des votes ; ce qui veut dire que la nécessaire union nationale (ou patriote ou encore populaire) que les trois appellent de leurs vœux ne peut être que minoritaire, ce qui la fiche plutôt mal pour un grand rassemblement. Mais surtout le problème c'est que seuls les observateurs qui ne considèrent la vie politique qu'à travers celle des partis et du parlement ne voient que trois blocs, alors qu'en réalité il y en a quatre avec celui des abstentionnistes volontaires et conscients. Et ce n'est pas rien, car cette proportion augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche des catégories de personnes qui s'agitent dans des luttes, qu'elles soient salariales, environnementales ou dites culturelles.

Par conséquent l'union nationale bâtie sur le cadavre de l'opposition droite/gauche risque fort de n'être, elle aussi, qu'un pitoyable spectacle déjà discrédité. Ne soyons pas les souffleurs de ce théâtre de dupes.

JPD

Adresse aux militant-e-s d'extrême gauche ou libertaires qui s'y reconnaîtront

Vous n'en avez pas marre de jouer les rabatteurs, à chaque second tour de présidentielle, pour le candidat de la «démocratie» – avant-avant-hier Mitterrand, avant-hier Chirac, hier Macron ? Vous ne vous sentez pas un peu schizos à défendre toujours, en dernier ressort, les institutions du système capitaliste et patriarcal que vous dénoncez «en temps normal» ? Pendant cinq ans, vous les révolutionnaires avez hurlé que Macron était insupportable par son arrogance et son mépris de classe – presque autant que par sa politique «néolibérale» au profit des riches – et qu'il devait dégager… et voilà qu'une fois de plus vous avez appelé à voter «contre le fascisme», donc pour lui, au lieu de laisser ce genre d'exercice aux réformistes.

La démocratie représentative, on le sait, c'est: au premier tour le droit de se faire plaisir en mettant dans l'urne le bulletin de son/sa favori-te, et au second le devoir du/de la bon-ne citoyen-ne d'élire le/la candidat-e le «moins pire». Cependant, depuis deux décennies, vous vous joignez aux réformistes pour nous mettre la pression et nous convaincre d'aller voter au prétexte que la dictature nous menace. Il s'agit de nous sauver en sauvant les institutions existantes, quoiqu'elles servent les intérêts de la bourgeoisie, du patronat ou des classes dirigeantes (selon les termes que vous employez dans vos analyses sur la question) et qu'elles desservent ceux du prolétariat ou des classes populaires.

Dans le duel entre Macron et Le Pen, l'argument du «moins pire» ne tenait guère, la différence entre eux portant surtout sur l'art et la manière d'entuber ou de réprimer: préfère-t-on l'être sur le mode bien éduqué ou plus rude ? Invoquer, comme cela a couramment été pratiqué, le sort des migrant-e-s qu'aggraverait à coup sûr l'élection de Le Pen (hormis peut-être pour les réfugié-e-s ukrainiens) afin de nous convaincre de l'éliminer sous-entendait qu'avec Macron ou ses prédécesseurs ils/elles avaient été bien lotis. De qui se moque-t-on ?

Cette culpabilisation à base d'antifascisme devenue routinière est de moins en moins crédible et attractive étant donné qu'il n'est même plus question d'un «troisième tour social» – cet autre argument servi à plusieurs reprises depuis 2002 pour faire ravaler sa rancœur à qui irait voter «en se bouchant le nez». On a vu ce que valait les «"Ils" ne perdent rien pour attendre: dès le soir du second tour, tous et toutes dans la rue, hein !» (Rires.) Pour ce nouveau mandat de Macron, il va falloir boire le calice jusqu'à la lie, point barre – ou sacrément se réveiller ! Parce qu'il a clairement annoncé la couleur: plus d'austérité, de sécuritaire et de boulot pour moins de fric et de liberté – vous saviez comme nous à quoi vous en tenir, avant de nous enjoindre ou presque de voter pour lui, et nul ne pourra prétendre qu'il a trompé son électorat.

Vous auriez pu mener campagne pour l'abstention et laisser le «vote utile» aux tenants de l'ordre établi, si vous contestez réellement ce dernier; mais pas du tout: non contents d'aider le Président sortant à ne plus l'être, vous avez opté pour faire participer les autres à cette opération «par précaution» – et c'est reparti pour un tour de Macron. Heureusement que les mobilisations sociales n'ont jamais attendu le feu vert des «révolutionnaires» pour démarrer, car depuis les années 80 – avec le «socialiste» Mitterrand, la fin de l'URSS, le triomphe du «libéralisme» et le développement des théories postmodernes – l'extrême gauche et les libertaires n'ont cessé de marcher dans les pas d'une social-démocratie (déjà suivie par le Parti communiste) et de délaisser la lutte des classes, ou même le simple registre politique, au profit d'un discours moral dont relève entre autres «la "démocratie" c'est bien, le "fascisme" c'est mal».

La dernière présidentielle a été pour le camp révolutionnaire la cerise sur le gâteau de son inexistence, après deux ans d'une pandémie où il a été aussi remarquablement silencieux et sage que la majorité de la population – il n'y avait donc rien à dire et surtout à faire par rapport à ses conséquences sur le plan social, en matière de travail et de coercition ?

Comment voulez-vous qu'après de tels choix incohérents (en apparence du moins, car au fond c'est votre adhésion «malgré tout» à la démocratie représentative qui les rend cohérents) les «prolos», ces gens de peu, fassent confiance aux «radicaux »? Vous croyez qu'ils/elles ne sentent pas vos réticences et préjugés à leur égard ? A vos yeux, ils/elles sont toujours soupçonnables d'être de la graine de fascistes-racistes-beaufs, ce qui alimente votre méfiance quand ils/elles s'énervent. Sans remonter à la «révolte des banlieues» de 2005 (que vous avez largement ignorée voire réprouvée, acceptant de fait le discours médiatique sur la «caillera» sans chercher à développer une solidarité de classe avec la jeunesse qui était visée là), votre attitude concernant les gilets jaunes l'a souligné: vous avez d'abord snobé leur mouvement, et si pour une part vous l'avez ensuite encensé pour son caractère exceptionnel ou «original» (quelles trouvailles, ces gilets et ces ronds-points, vraiment, et ces AG des AG si proches de la démocratie directe !), c'était pour mieux enterrer les mobilisations suivantes.

Certes, il y avait à boire et à manger dans les rendez-vous du samedi contre le passe sanitaire – mais on ne risquait pas de voir figurer sur cette carte variée l'extrême gauche ou les libertaires, beaucoup ayant craint d'entrée de perdre leur pureté en se frottant à une faune jugée a priori pas très nette. Plutôt que de chercher à créer un rapport de force contre ce qu'impliquait un tel passe – un clivage entre vaccinée-s et non-vacciné-e-s, un flicage des non-vacciné-e-s par des vacciné-e-s, un appel à la délation en direction des vacciné-e-s, une QRcodisation de la vie quotidienne, etc. –, mieux valait rester dans un entre-soi permettant de croire qu'on avait une fois de plus bien réagi en… ne bougeant pas. Mieux valait attendre quelque «journée d'action» appelée (de plus en plus rarement) et encadrée par les syndicats, et avalisée par la gauche ou ce qui porte aujourd'hui ce nom. Et mieux valait taire les «mauvais côtés» du passe sanitaire en considérant leur dénonciation comme la seule affaire d'une moyenne bourgeoisie antivax obsédée par sa «liberté».

A la vérité, la «dérive droitière» des partis institutionnels dont parlent les médias concerne aussi la frange révolutionnaire, réputée extraparlementaire mais qui, après avoir soutenu de fait le «roi des voleurs» au nom de l'antifascisme, a réitéré avec le «prince des banquiers». Alors, «vive la République, vive la France !», c'est pour bientôt un cri à l'unisson ?

Lucie

Des batailles gagnées contre l'ubérisation du monde ?

Deliveroo France a été condamné pour détournement planifié et généralisé du statut d'indépendant par le tribunal correctionnel de Paris, pour des pratiques qui couvrent la période 2015-2017. L'entreprise a été condamnée à l'amende maximale de 375000 euros, et ses deux anciens dirigeants Adrien Falcon et Hugues Decosse à un an de prison avec sursis, 30000 euros d'amende et cinq ans avec sursis d'interdiction de diriger une entreprise. Élie de Moustier, ancien directeur des opérations, et à ce titre supérieur hiérarchique des livreurs, a été condamné pour «complicité» à 10000 euros d'amende et à quatre mois de prison avec sursis. Les prévenus devront aussi verser 50000 euros de dommages et intérêts à chacun des syndicats s'étant porté partie civile: la CGT, l'union syndicale Solidaires et Sud Commerce, la CNT-SO et le Syndicat national des transports légers. Les 116 livreurs parties civiles se voient pour leur part accorder, en fonction de leur durée de travail pour la plateforme, entre 500 et 4000 euros de provision sur les dommages et intérêts qui leur seront octroyés lors d'une prochaine audience. Cette décision est importante, car elle est la première à juger globalement, au pénal, le système de fonctionnement d'une plateforme. Jusqu'à présent, les autres procédures étaient au civil, et jugeaient donc des situations particulières d'un chauffeur ou d'un livreur. Une prochaine audience, civile, se tiendra le 16 juin pour déterminer si Deliveroo devra ou non payer les 9,7 millions d'euros que lui réclame l'Urssaf. Deliveroo ne compte pas changer ses pratiques, l'entreprise prétend avoir évolué depuis 2017.

Mais attention, si c'est déjà quelque chose d'obtenir le statut de salarié et un CDI, ce n'est pas forcément suffisant. Tous les prolétaires vous le diront. Depuis mars 2021, Just Eat embauche ses livreurs en CDI. Mais les conditions de travail restent très mauvaises: pas de locaux pour se reposer entre deux courses, les frais de téléphone portable et de maintenance des vélos ne sont pas pris en charge, le salaire c'est le SMIC plus 15 centimes par kilomètre parcouru. Just Eat a ensuite, le 12 avril, annoncé se séparer d'un tiers de ses livreurs salariés en France! En fait, la question est simple : à quel prix peut-on faire rouler des livreurs avec des contrats de travail en CDI en restant rentable ? Dans de nombreuses villes, Just Eat va revenir à son modèle antérieur en France, lorsque la plateforme s'appelait Allo Resto, en agissant comme un intermédiaire entre les consommateurs et les livreurs payés par les restaurants sauf pour sept villes (qui représentent le plus grand volume de commandes) : Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Strasbourg, Lille et Roubaix.

Sources: Dan Israel, Deliveroo condamné pour «le détournement planifié et généralisé» du statut d'indépendant, Mediapart, 20 avril 2022; James Gregoire, Chez Just Eat le CDI n'est pas la panacée, Mediapart, 20 avril 2022.

Des chiffres qui ne vous surprendront pas

● Les maladies professionnelles (reconnues) touchent 17 fois plus les ouvrier·e·s que les cadres. Les principales maladies professionnelles reconnues sont les troubles musculosquelettiques (88% de ces maladies) et les affections causées par l'exposition à l'amiante (7%). «*Les maladies les plus graves concernent quasi exclusivement les ouvriers, avec respectivement 92% et 95% des affections liées à l'amiante et des surdités reconnues en 2016*», souligne le ministère du Travail. Les ouvrières sont particulièrement touchées par les TMS (troubles musculo-squelettiques): elles sont concernées par 74 cas de TMS pour dix millions d'heures rémunérées (24 pour leurs homologues masculins), tandis que ce nombre est de 2 chez les femmes de profession intermédiaire et de 5 chez les femmes cadres. Ces données sous-estiment certainement la réalité du nombre de travailleurs·ses souffrant de maladies professionnelles. De nombreux cas ne sont pas déclarés, notamment parce que ces travailleurs·ses craignent de perdre leur emploi ou renoncent à le faire en raison de la difficulté à faire reconnaître ces maladies comme telles. Enfin, on peut être malade de son travail sans rentrer dans la liste des maladies professionnelles officiellement reconnues.

● Les immigré·e·s sont généralement plus pauvres que les natifs et natives du pays (d'origine immigrée ou non). 30,7% d'entre elles et eux vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 13,2% pour les non-immigré·e·s. Pour les immigré·e·s originaires d'Afrique, c'est 69,5%. Le niveau de vie mensuel médian est de 1771€. [1] Pour les immigré·e·s, il est de 1358€, pour celles et ceux né·e·s en Afrique, il est de 1199€. Cela s'explique pour beaucoup par leur moindre qualification, leur plus grande précarité, des familles plus nombreuses, mais il y a aussi les discriminations.

1. *Le niveau de vie est le revenu corrigé de la taille de la famille. Le niveau de vie médian partage la population en deux: 50% gagnent plus, 50% gagnent moins.*

Sources: Les maladies professionnelles touchent les moins qualifiés, Observatoire des Inégalités, 12 avril 2022; Les immigrés frappés par la pauvreté et les bas revenus, Observatoire des Inégalités, 19 avril 2022.

Plus surprenant: les inégalités mondiales de revenus diminueraient

Pour mesurer les inégalités de revenus globales, on considère la population mondiale comme un seul ensemble. Le statisticien classe tous les habitant·e·s du monde, à la queue leu leu, du (de la) plus pauvre au (à la) plus riche, puis les sépare en trois classes : les 50 % les plus pauvres, les 10 % les plus riches et celles et ceux qui sont situé·e·s entre ces deux catégories. Il s'agit ici des données du World Inequality Database. En 2000, les 10% les plus riches du monde recevaient à eux (elles) seul·e·s une masse dix fois plus grande de revenus que l'ensemble des 50% les plus pauvres. Ce rapport est descendu progressivement jusqu'à 7,7 en 2020. Cette baisse ramène l'inégalité des revenus à son niveau de 1960. Au fil des décennies, la richesse globale a augmenté, si bien que le niveau de vie des plus pauvres s'est élevé aussi. L'extrême pauvreté et la faim dans le monde ont reculé. L'accès à l'école et l'espérance de vie ont progressé, ainsi que les conditions de vie en général. Pour autant, la part de la moitié la plus pauvre de l'humanité dans les revenus globaux a peu évolué. Ces données montrent un rapprochement progressif entre les revenus des habitants des pays les plus riches et ceux des pays émergents, tout particulièrement les plus peuplés, la Chine et l'Inde. Mais en même temps, cette tendance n'empêche pas qu'au sein de nombreux pays, les inégalités de revenus continuent de progresser: les écarts s'agrandissent entre les riches et les pauvres à l'intérieur de la population chinoise et à l'intérieur des États-Unis, par exemple. Mais ils se réduisent entre une moitié pauvre de l'humanité prise dans son ensemble et une classe riche de plus en plus internationale. Cette dernière comprend désormais les plus riches Chinois, aux côtés des habitant·e·s aisé·e·s d'Amérique du Nord et d'Europe. En 1960, les 50% les plus pauvres comprenaient une grande majorité d'Asiatiques. Aujourd'hui, la moitié la plus pauvre vit principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, tandis que la population chinoise aisée est devenue majoritaire au sein des 50% les plus riches du monde. Attention, il ne faut pas oublier que les données statistiques sont très approximatives dans les pays les plus pauvres, et qu'elles peinent à mesurer la réalité de la vie quotidienne des populations. 50% de la population mondiale, c'est moins de 4 milliards d'individus, qu'il est un peu grossier de caser dans le même panier. De même, la tranche des 10% d'en haut est vaste. Elle comprend près de 800 millions d'habitants, plus de 12 fois la population française! La diminution de sa part dans l'ensemble des revenus ne nous dit rien de l'évolution du sommet de l'échelle des revenus. La part perçue par le 1% le plus riche du monde a connu une envolée, de 17% de l'ensemble des revenus en 1983 à 21% en 2000. Cette part a reculé après 2008, mais s'est maintenue à un niveau élevé (19% en 2020, selon les données du WID). 800 millions de personnes souffrent encore de la faim dans le monde. Près de 850 millions n'ont pas accès à l'eau potable. 150 millions d'enfants travaillent.

Sources: Les inégalités mondiales de revenus diminuent, Observatoire des Inégalités, 26 avril 2022.

Stop à la senne démersale !

Ce lundi 9 mai, soutenus par l'ONG Bloom, les marins-pêcheurs français et britanniques se sont rencontrés en mer, puis ont tenu des rassemblements respectivement à Boulogne-sur-Mer et à Newhaven pour alerter élus et populations sur les effets dévastateurs de la senne démersale.

La senne démersale est une technologie de pointe de la pêche industrielle. En résumé, la technique consiste à poser des cordages sur le fond et provoquer une vibration. Le poisson est effrayé et remonte. Ne reste qu'à refermer en faisant coulisser – un peu comme pour fermer un sac poubelle –, aucune échappatoire possible.

Le problème

Ce procédé a été développé dans les années 2010. Au départ, nos pêcheurs locaux, comme d'autres à l'échelle artisanale, n'en voulaient pas. Les bateaux industriels néerlandais avaient la part belle et faisaient un carton plein en Manche notamment. Ne faisant pas le poids leurs petits concurrents adoptèrent donc la senne démersale pour rester dans la course. À ce régime les stocks de poisson diminuent drastiquement. Les pêcheurs français et britanniques le constatent et appellent aujourd'hui les députés européens à un moratoire sur la senne démersale.

Les enjeux sont simples, à l'image de toutes les entreprises d'exploitation des milieux: raréfaction voire disparition des espèces, agonie économique des «petits». C'est cette situation critique qui amène les riverains de la Manche à crier «stop».

La position locale

Un sondage interne a été mené au comité des pêches sur l'utilisation de la senne démersale. Résultat sans appel: 93% de nos marins-pêcheurs optent pour le moratoire. Comme l'exprime l'un d'eux, Alexandre Fournier, lors du rassemblement sur le quai Gambetta, en résumé: L'aquarium se vide; on va au suicide.

De son côté, arrivé plus tard et en aparté, Olivier Leprêtre, président du Comité régional des pêches des Hauts-de-France lâche, résigné: «je ne suis pas là en soutien mais j'adhère à un moratoire sur quelques années – le temps de regonfler un peu les stocks –; maintenant s'il faut que cela soit définitif, on le fera.»

Ce moratoire vise évidemment la flotte de chalutiers géants, plus puissants, plus rapides, plus longs de la flotte néerlandaise. Les contentieux sont anciens et multiples: quotas de pêches, zones de pêche, pratiques illégales (high-grading qui consiste à rejeter à la mer des poissons comestibles afin de libérer de l'espace dans les cales pour des poissons plus rentables sur le marché), subventions favorisant la pêche pélagique industrielle et autres fraudes ou infractions à la législation européenne...

La lutte

Si les pêcheurs français et britanniques s'affrontent traditionnellement – et parfois sans ménagement –, c'est au gré des décisions de l'UE sur les questions des ressources halieutiques; le Brexit a en outre exacerbé les différends à l'extrême. La France, au plus chaud du conflit post-Brexit sur l'accord de licences d'accès aux eaux britanniques aux bateaux de pêche français, en est arrivée à menacer le Royaume-Uni de prendre des mesures de rétorsion telles que l'interdiction de débarquement du «poisson anglais», des contrôles douaniers accrus... dans les ports français.

Les positions respectives des marins-pêcheurs français et anglais convergèrent dès lors que les géants néerlandais continuèrent à écumer les zones de pêche, opérant industriellement, raflant tout, partout, en multipliant les dommages collatéraux (gabegie, dégâts environnementaux…). Et, comme dans tous les secteurs industriels, la course au profit élimine les petites boîtes incapables de s'aligner en terme de moyens.

À titre d'exemple, sur le plan économique, les Pays-Bas – c'est-à-dire plus exactement Vrolijk et Parlevliet & van der Plas en tête – produisent 8,2 % de tout le poisson européen et ne représentent que 1,8 % de l'emploi dans la pêche. En comparaison, les pays moins industrialisés disposant de flottes de moindre envergure – comme la Grèce, le Portugal ou l'Italie – emploient près de 40 % du total des pêcheurs européens, alors qu'ils ne débarquent que 13 % du poisson de l'UE. (1)

Nous sommes donc sans surprise en présence d'une lutte qui dépasse les dissensus entre pavillons et qui repose sur des enjeux économiques et politiques sur fond de logique capitaliste. Les marins-pêcheurs français et britanniques mènent un combat contre les armateurs néerlandais comme Vrolijk ou les associés P&P. Ces derniers sont à la tête d'une holding ancrée aux Pays-Bas, et possèdent des implantations en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, aux îles Féroé, en Lituanie, en France... Régnant sur 6 000 employés, Parlevliet & van der Plas est le premier armateur à la pêche de l'Union européenne.

Le Capital

Prenons l'exemple du Scombrus, inauguré en septembre 2020 sous protection policière. (2) Ce chalutier-congélateur de plus de 80 mètres peut amasser 200 tonnes de poisson en une nuit, quand un bateau de moins de 12 mètres se situe autour de quelques tonnes par an. Il appartient à France Pélagique, filiale du groupe hollandais… Vrolijk ! La Compagnie des Pêches de St-Malo, Compagnie française du thon océanique ou encore Euronor… sont autant de compagnies françaises aux mains des Pays-Bas.

Au XVIIème siècle, les flottes marchandes (et corsaires) étaient au service expansionniste et colonialiste de leurs nations respectives et les Provinces Unies (Pays-Bas d'aujourd'hui) tenaient déjà la dragée haute sur toutes les mers du monde. Aujourd'hui, ce

1.*https://associationpleinemer.com/2021/10/25/une-peche-industrielle-dangereusement-efficace-comment-les-multinationales-neerlandaises-menacent-la-peche-artisanale-europeenne/*

2.*https://reporterre.net/La-France-lance-un-chalutier-geant-fossoyeur-des-mers*

sont les puissances économiques qui tiennent directement la barre.

Mais qu'on ne s'y méprenne pas, si le présent conflit est intra-européen et nous touche légitimement – nous : habitant-es du premier port de pêche français –; il ne doit pas masquer le problème à l'échelon mondial. C'est ainsi qu'une véritable mafia passe des accords illégaux avec les gouvernements locaux pour se goinfrer dans les eaux poissonneuses d'Afrique de l'Ouest. Et ce sont les pêcheurs locaux qui, là encore, morflent. [3] Les pillards affluent de partout y compris de Chine et de Corée du Sud. Le capitalisme n'a pas de patrie !

La politique européenne

L'Union européenne est le principal client du continent africain. Aussi a-t-elle conclu en 2016 un accord avec les pays ouest-africains: 100 bateaux européens pourront pêcher dans les eaux mauritaniennes pour un total d'environ 280 000 tonnes par an. Les bateaux qui y auront accès viennent d'une douzaine de pays européens. En retour, l'Union européenne s'est engagée à verser près de 60 millions d'euros par an dans le cadre de ce partenariat. De même, les fossoyeurs asiatiques continuent leur «bizness» en dehors de toutes les lois internationales et en toute impunité. Il est vrai que «Les poissons pêchés illégalement en Afrique de l'Ouest sont transportés dans des conteneurs géants réfrigérés et mélangés à d'autres cargaisons pour échapper à des contrôles en Europe» explique un rapport de l'Overseas Development Institute (ODI), un groupe de réflexion britannique.

De même, Greenpeace établira un rapport selon lequel ni la pêche ni les populations locales ne tireront avantage dudit accord. Pire, les flottes artisanales se meurent loin des préoccupations gouvernementales.

La solution ? «Pour lutter contre ce pillage scandaleux opéré par les flottes étrangères, les experts de l'ODI préconisent aux gouvernements de l'Afrique de l'Ouest de renforcer leurs industries de transformation du poisson et les flottes de pêche autochtones, au lieu de vendre des droits de pêche à des opérateurs étrangers.» Il fallait y penser. D'ailleurs, ça tombe bien, Boulogne est le plus grand centre de préparation et de transformation des produits de la mer en Europe. Alors quel sort pour le moratoire des pêcheurs français et britanniques dans la Manche ?

Les eurodéputés, comme à l'échelon national, votent en fonction de leurs intérêts partisans (ou de leur électorat), lesquels relèvent de la politique intérieure et de l'image de leurs fiefs respectifs. Ils sont en outre l'objet des puissants lobbies industriels et financiers, néerlandais ou autres, lesquels ont parfois un pied sur le bateau et l'autre sur l'usine de transformation des produits de la mer.

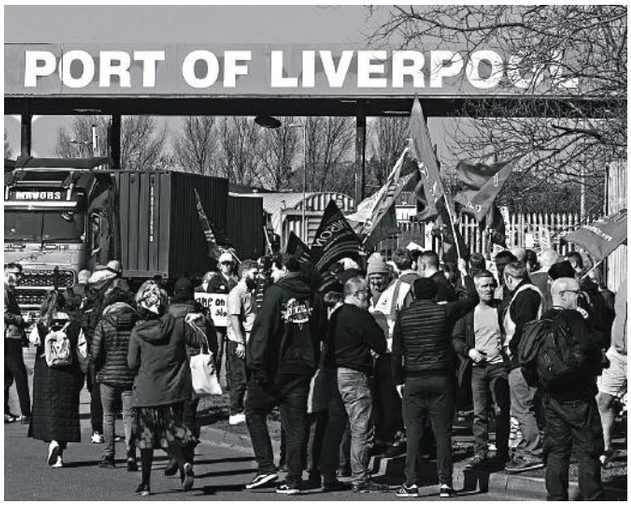
Menu fretin contre gros poisson… Sacré coup de tabac à essuyer pour nos artisans de la mer.

Fred, Boulogne-sur-Mer
Le 17 mai 2022

3.*https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/les-pecheurs-ouest-africains-desarmes-face-aux-chalutiers-pilleurs-etrangers_3061807.html*

Actions de solidarité avec les marins licenciés de P&O La solidarité de classe ne doit pas connaître de frontière

Dans son numéro d'avril,* Courant Alternatif *rendait compte du licenciement de 800 marins anglais de la compagnie P&O et de leur remplacement par des travailleurs intérimaires de différentes nationalités. Plusieurs rassemblements et débrayages ont eu lieu dans différents ports du Royaume-Uni. En France, sur le port de Calais, des salariés du secteur se sont rassemblés en solidarité. Des liens doivent maintenant se nouer avec les salariés recrutés dernièrement dans les pires conditions qui soient par les patrons de P&O. Dans le cas contraire, ces patrons parviendront pour leur plus grand profit à diviser les travailleurs.



Tandis que le 19 avril les travailleurs licenciés de la P&O manifestaient dans les rues de Douvres en scandant «*Limogeage du conseil d'administration !*», au même moment à Calais une centaine de personnes se rassemblaient en solidarité aux portes de la zone d'embarquement des ferries. Des syndicalistes de Solidaires, de la CGT et de la CFDT ont patiemment attendu l'arrivée d'une délégation venue d'outre-Manche.

Une occasion d'échanger quelques mots avec des travailleurs du secteur exerçant dans des compagnies concurrentes. Ils nous ont fait part de leurs craintes de subir à leur tour une pression identique sur les salaires, voire des licenciements. Réaction compréhensible lorsqu'on sait qu'au prétexte de parer aux conséquences du Brexit, P&O avait commencé par passer les navires qui assurent la liaison entre Douvres et Calais sous pavillon chypriote. Une mesure prise en 2019 et qui selon la direction permettait de limiter les inspections tout en lui offrant des gains en terme de fiscalité. Avant tout, les lois anglaises permettent aux patrons du secteur de payer les marins qui ne résideraient pas en Grande-Bretagne en deçà du salaire minimum…

Le marché Trans-Manche rapporte gros, mais il est extrêmement concurrentiel. Plusieurs sociétés de transports s'y sont déjà cassé les dents et on s'interroge sur la stratégie que poursuit actuellement la direction de P&O ; ne joue-t-elle pas un coup de poker menteur ? L'opérateur a déclaré qu'il risquait de perdre un million de livres sterling pour chaque jour où il ne pouvait naviguer, ce qui porte ses pertes estimées à 36 millions de livres.

Un marin nous disait avoir senti le vent tourner bien avant la crise du Covid, lorsque la compagnie entama la restructuration de différents services à bord, notamment celui des cuisines afin de baisser les coûts de fonctionnement. Depuis, le cours des choses semble s'être accéléré et, ironie de l'histoire, c'est une totale désorganisation qui a frappé durant plusieurs semaines les services de la compagnie puisqu'aucun de ses ferries n'a traversé la Manche depuis le licenciement des 800 salariés.

Même autorisés à naviguer, les navires rencontrent d'importantes difficultés.

L'immobilisation de ses navires coûte à P&O un important manque à gagner. La raison en est simple, les équipages fraîchement recrutés ne satisfont pas aux normes de la navigation en vigueur dans le détroit. En outre, deux des navires de la flotte font l'objet de manquements aux règles de la sécurité et de la documentation de l'équipage. L'un des derniers rapports en date des inspecteurs de la Maritime and Coastguard Agency (MCA) signale que les nouveaux engagés ne savent utiliser ni les embarcations de sauvetage, ni les gilets de sauvetage et encore moins les fusées éclairantes. Sur le *Spirit of Britain*, l'un des plus grands ferries d'Europe qui assure la liaison entre Douvres et Calais, trente et un manquements à la sécurité ont été constatés. Le *Pride of Kent* - également basé à Douvres - reste immobilisé après avoir échoué à une inspection, tandis que le *European Causeway*, pourtant autorisé à prendre la mer le 8 avril, a subi une panne d'électricité qui l'a laissé à la dérive en mer d'Irlande pendant plus d'une heure. Plus tôt, le site Web du trafic maritime avait indiqué que le statut du système d'identification automatique du navire avait été réglé sur "*non commandé*", ce qui est réservé à l'utilisation d'un navire "*incapable de manœuvrer comme l'exigent les règles et donc incapable de se tenir à l'écart d'un autre navire*". Une enquête indépendante dès le retour à terre du navire a été annoncée…

Et comme pour faire oublier ce marasme la direction n'a rien trouvé de mieux que de licencier à nouveau du personnel… Sept intérimaires recrutés après le licenciement brutal de 800 marins viennent à leur tour d'être mis à la porte pour avoir consommé de l'alcool avant de remonter à bord. Cette fois, la direction estime avoir été à la hauteur, affirmant que: «*La sécurité de nos passagers et de notre équipage est notre priorité absolue et nous continuons à appliquer une politique de tolérance zéro en matière de consommation d'alcool pendant le service.*» On croit rêver…

Pour le moment, le trafic routier est fortement désorganisé dans le Kent et les compagnies concurrentes absorbent les parts de marché laissées vacantes par P&O tout en augmentant la pression sur le personnel. Les rythmes de travail s'accroissent tandis que les temps de récupération diminuent. Les contreparties financières ne sont pas une finalité comme nous l'expliquait une salariée de la compagnie DFDS et l'on touche à la limite d'un service de transport uniquement pensé et organisé aux seules fins du profit capitaliste.

Marins de la P&O, une nécessaire solidarité sans frontière.

La lutte que mènent actuellement les marins licenciés de la P&O suscite un important mouvement de solidarité chez les travailleurs d'outre-Manche et au-delà. Nous y voyons un signe encourageant pour l'ensemble des travailleur-ses, quelle que soit leur nationalité, car l'unité et l'élargissement d'un conflit demeurent les facteurs déterminants de son succès. De part et d'autre du Détroit et quelle que soit la compagnie pour laquelle on embauche, on a conscience que l'enjeu de cette lutte est décisif pour l'avenir.

Travailleurs de tous les pays ?

Toutefois, dans l'équation qu'il s'agit de résoudre, il subsiste une inconnue de taille que personne ne semble prendre en considération. Quid des marins embauchés à 2 ou 3 euros de l'heure par P&O depuis un mois ?

Chacun s'accorde sur le fait que leurs conditions d'exploitation ainsi que le montant de leur rémunération sont scandaleux, qu'il faut parvenir à mettre un coup d'arrêt définitif aux pratiques des patrons du secteur. Malgré cela et à notre connaissance, il ne semble pas y avoir de démarches entreprises pour associer ces travailleurs intérimaires à la lutte qui les concerne au premier chef, qu'on le veuille ou non.

D'autant que P&O Ferries ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin, puisqu'elle vient encore de tenter de réduire les salaires de sa main-d'œuvre déjà payée au lance-pierre. Les nouvelles équipes affirment qu'on vient de leur demander de signer de nouveaux contrats avec des salaires encore plus bas ! Ainsi, un travailleur d'origine roumaine a envoyé un courriel à la «National Union of Rail, Maritime and Transport Workers», le syndicat des transports RMT pour expliquer la situation à bord. Dans son message, il déclarait : «P&O ne se soucie pas des droits. C'est mon sixième jour de travail sans contrat, aidez-nous s'il vous plaît.»

Les capitalistes organisent la concurrence et la division entre les salariés. De leur côté, les politiciens attisent le ressentiment. La meilleure arme des exploités, même lorsque certains le sont ou l'ont été un peu moins que d'autres, c'est de tenter de se rencontrer, de discuter et de s'organiser ensemble pour faire bloc et gagner.
À suivre …

Xavier, Boulogne-sur-Mer, le 19/05/2022

INSUBORDINATION SALARIALE

Piquets de grève: RSI, DPD et CHRONOPOST

La lutte continue de façon coordonnée sur les 3 piquets.

Pour RSI (Gennevilliers), la situation se complexifie. RSI a été racheté et liquidé par une autre entreprise. Ce qui n'est pas forcément grave pour les camarades qui ont obtenu les documents administratifs (Cerfa, certificats de concordance). Cependant, le propriétaire des locaux, devant lesquels le piquet se tient, a engagé une procédure juridique pour faire évacuer le piquet de grève.

Pour DPD et Chronopost, la situation est paradoxale… La Poste a reconnu que des travailleurs sans-papiers avaient travaillé sur plusieurs sites du groupe La Poste. Mais au lieu d'exiger des sous-traitants les documents administratifs et d'embaucher les camarades, La Poste a rompu son contrat avec le sous-traitant Derichebourg sur les 2 sites en lutte (DPD Le Coudray Montceau -91 et Chronopost Alfortville -94-). Comme les sous-traitants ne faisaient pas la même chose sur d'autres plateformes, la lutte promet de durer encore de longs mois… La solidarité doit se montrer à la hauteur de la combativité des travailleurs sans-papiers. Pour plus d'infos, voir le communiqué commun de Solidaires, SUD PTT, CTSPV sur le lien suivant :

https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/le-groupe-la-poste-reconnait-le-travail-de-personnels-sanspapiers-dans-ses-unites-de-production-mais-refuse-toujours-de-prendre-ses-responsabilites/

Châtellerault : 350 couturières en grève chez le maroquinier de luxe Arco

Depuis le mercredi 18 mai, 350 couturières qui fabriquent des sacs à main de luxe Vuitton à Châtellerault ont cessé le travail dans leur usine Arco. Elles sont en grève sur le parking pour réclamer une hausse des salaires. Les piqueuses veulent +150 €, la direction propose +70 €.

Le délégué syndical déclare : « Avec l'augmentation du Smic, on se rend compte qu'il n'y a que 13 centimes d'euros d'écart avec nos salaires. Si bien qu'on est restées au même niveau et qu'on arrive pour certain(es) à toucher le Smic ! Nos revendications sont légitimes. Les filles ne veulent pas moins que ce qu'elles demandent. La direction peut faire un geste quand même, c'est se ficher du monde ! »

La CGT appuie : « L'entreprise n'est pas à plaindre : elle a fait 74 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021, soit 7 millions de plus qu'en 2020. »

Le maroquinier de luxe Arco, qui a investi 10 millions d'euros dans une usine ultramoderne ouverte depuis 2019 au Sanital, connaît une forte croissance liée à la santé éclatante du secteur du luxe et le succès grandissant du made in France à l'étranger.

Le fabricant de maroquinerie haut de gamme emploie 87 % de femmes parmi ses 1.000 salariés.

https://www.centre-presse.fr/article-850430-chatellerault-couturieres-en-greve-chez-le-maroquinier-de-luxe-arco.html

RATP : 3 journées de grève les 23, 24 et 25 mai pour contrecarrer l'ouverture à la concurrence

Comment transformer une journée de grève réussie le 25 mars, avec 70 % de grévistes, en une bataille victorieuse ? Et ce de préférence avant le 1er juillet, date choisie par la direction de la RATP pour mettre en œuvre ce que les syndicats du pôle Réseau de surface (RDS = les bus et tramways) considèrent comme une «casse des conditions de travail des machinistes -receveurs» anticipant l'ouverture à la concurrence prévue fin 2024 ?

Les syndicats du pôle RDS de la RATP (UNSA, FO, CGT, Solidaires, CFDT et SAT) proposent aux agents trois journées de grève consécutives les 23, 24 et 25 mai prochains. Cela en lieu et place d'une nouvelle journée de 24 h faisant suite au 25 mars ou d'un appel à une grève illimitée dès maintenant.

Certes, faute de syndicats prêts à signer, la RATP a dû abandonner certaines dispositions impossibles sans accord, comme la suppression de six jours de repos, mais en aggravant la modification du temps de travail quotidien et en baissant les primes.

Les trois journées de grève seront-elles en mesure de modifier les intentions de la direction ? Rien n'est certain, mais si elles sont aussi suivies que le 25 mars, la question d'une grève illimitée en juin ou en septembre sera probablement à l'ordre du jour.

https://rapportsdeforce.fr/breves/ratp-3-journees-de-greve-les-23-24-et-25-mai-pour-contrecarrer-louverture-a-la-concurrence-042013462

Technocentre Renault : Non aux suppressions d'emplois chez PEI

Renault qui utilise les prestataires comme variable d'ajustement à ses besoins a décidé une réduction de 27% des heures de ménage sur le site du Technocentre de Guyancourt. Les salarié-es, de la société PEI en grande majorité des femmes, menacé-es de perdre leur emploi, en grève depuis le 3 mai se voient interdit-es d'entrer sur le site… Et Renault bloque tous les accès principaux (y compris à ses propres salariés). En conséquence, un piquet de grève s'est installé à l'entrée livraison. Alors que l'accès n'est nullement bloqué, la police a été appelée par Renault et menace de faire intervenir les CRS, qui pour l'heure ne se sont pas encore montrés face à la détermination des salarié-es. Ce sont essentiellement des femmes qui se battent pour conserver leur emploi et leur salaire, souvent au Smic et à temps partiel. Ce site est loin d'être le seul concerné par une telle mesure…

Le Collectif d'animation de SUD-Industrie

https://sudrenault.org/7eme-jour-de-greve-des-salaries-de-pei

La France, pays de la souffrance au travail

Le 28 avril dernier, le journal l'Humanité sortait les statistiques d'Eurostat (l'INSEE de l'Union européenne) sur la mortalité au travail : la France est largement en tête, avec une mortalité deux fois supérieure à la moyenne européenne. L'info n'a été que très peu reprise, et la plupart de nos grands médias, toujours prompts à dénoncer les « retards » de la France vis-à-vis de ses voisins, ne s'y sont pas intéressés. La mort au travail et plus largement la souffrance au travail sont un véritable tabou médiatique : les accidents mortels surviennent en moyenne deux fois par jour. En moyenne, chaque jour, 90 personnes subissent un accident grave qui leur laisse des séquelles à vie. Qui en parle ? Pas grand-monde. Qui se demande comment nous en sommes arrivés là ? Quasiment personne. Et pour cause, se demander pourquoi on meurt et on souffre autant au travail en France, c'est mettre en accusation les trois derniers gouvernements, sarkozyste, socialiste et macroniste, qui ont détricoté le droit à la santé au travail. C'est mettre en évidence la responsabilité du patronat dans ce triste record. Bref, c'est mettre en lumière le fait que la lutte des classes ne se joue pas seulement dans les manifestations de rue et leur répression, mais bien aussi dans la façon dont nos corps sont traités au travail, par la bourgeoisie et ses représentants.

https://www.facebook.com/250842078671601/posts/1445664885855975/?d=n
https://www.frustrationmagazine.fr/france-souffrance.../
https://www.facebook.com/FrustrationMag/photos/a.174102112784410/1923030284558242

INSUBORDINATION SALARIALE

Bibliothèque Nationale de France en lutte

La grève des personnels de la BNF est reconduite le mardi 17 mai suite à un projet dit de «réorganisation du service public». Nous publions des extraits de la motion votée en AG.

Nous, personnel de la BnF réuni en Assemblée Générale le jeudi 12 mai 2022 :

Déclarons que la grève du 10 mai a été un succès important, avec de nombreux grévistes et une forte perturbation du fonctionnement de l'établissement, qui s'ajoute aux grèves qui ont lieu depuis début mai, ce qui montre la mobilisation et la colère du personnel contre les régressions que veut nous imposer la direction de la BnF.

Constatons une nouvelle fois que la remise en cause du fonctionnement du service public et toutes les dégradations que cela entraîne est toujours autant refusée par les usagers, comme le montre les plus de 17 000 signatures recueillies par les deux pétitions en ligne et la tribune publiée le 10 mai par les représentants des lecteurs au conseil d'administration et ALU BnF[...]

Exigeons de la direction de la BnF et du ministère de la Culture qu'ils prennent bien conscience de la colère et du rejet du personnel et du public et donnent satisfaction à nos revendications:

- *Retrait immédiat de la réorganisation du travail en service public et retour aux communications directes des documents toute la journée.*
- *Mise en place immédiate de toutes les mesures nécessaires pour pourvoir les postes dont la BnF a besoin, en particulier de magasiniers titulaires, avec la publication dès maintenant des postes vacants, puis l'organisation d'un recrutement direct conséquent.*
- *Arrêt des chantiers internes supplémentaires, qui dégradent les conditions de travail, afin de permettre aux agents de pouvoir faire dans de bonnes conditions le travail en service public et leurs tâches internes habituelles.*
- *Abandon immédiat du recrutement des contractuels à temps incomplet sur besoins permanents sur des CDD d'un an, contrats ultra-précaires sans droit et retour à leur recrutement en CDI.*
- *Augmentation des moyens en personnel et financiers de la BnF pour pouvoir remplir dans de bonnes conditions l'ensemble de ces missions.*
- *Engagements clairs et précis sur les primes.*
- *Révision du fonctionnement prévu pour le site de Richelieu et le recrutement du personnel titulaire nécessaire.*

Solidarité internationaliste avec les travailleurs ukrainiens.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a participé au convoi d'aide des travailleurs à la résistance ukrainienne qui est arrivé dans le pays, précisément à Lviv, le vendredi 29 avril dernier.

Cette initiative émane des membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Depuis leur arrivée, se sont rencontrés des syndicalistes et des militants de plusieurs pays comme le Brésil (CSP Conlutas), la France (Solidaires), l'Italie (ADL Cobas), la Lituanie (G1PS), la Pologne (IP - Inicyatywa Pracownicza) et l'Autriche (RCIT), ainsi que des résistants d'Ukraine.

Le 29 avril, environ 800 kg de dons destinés à la population de cette région ont été remis directement au président du syndicat indépendant des métallurgistes et des mineurs de la ville de Kryvyi Rih.

Le convoi a suivi les conseils de l'organisation de résistance des travailleurs de Kryvyi Rih et a donné la priorité à l'envoi de produits d'urgence tels que des médicaments, des trousses de premiers secours, des aliments secs, des aliments pour bébés prêts à l'emploi, ainsi que des batteries et des générateurs, ressources nécessaires dans une situation de pénurie critique de l'approvisionnement en nourriture et en médicaments, ainsi qu'en électricité et en chauffage.

Kryvyi Rih est le centre industriel du pays et comptait environ 615 000 habitants. Actuellement, la ville se trouve à 60 km des troupes russes.

http://www.laboursolidarity.org/Le-Reseau-syndical-international-2339

Saint-Nazaire

Vingt salarié.e.s (sur trente) de l'entreprise DAHER (sous-traitant) d'Airbus débrayent depuis 15 jours pour obtenir une augmentation de salaire, une augmentation de prime, du matériel de travail et une reconnaissance du temps de travail (formation des nouveaux venus). L'accord signé par les syndicats lors des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) s'est fait sans consultation des salariés.

Ouest France 16 mai.

Manifeste du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (extraits)

Ce réseau sur lequel nous nous appuyons largement pour les infos internationales vient de publier un manifeste dont nous publions des extraits.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, constitué en mars 2013 lors de notre réunion de Saint-Denis (France) est le produit d'années d'échanges et de travail commun entre plusieurs des organisations fondatrices. C'est ainsi, et sur la base d'orientations et de pratiques syndicales communes, que nous avons pu rassembler des organisations syndicales, des courants syndicaux et des tendances syndicales de nombreux pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Deux ans plus tard, en juin 2015, nous avons organisé une nouvelle rencontre internationale, à Campinas (Brésil). À cette occasion, nous avons collectivement apprécié les évolutions positives dans la construction de notre Réseau, notamment son élargissement, mais aussi le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous doter de l'outil commun international nécessaire à toutes les forces syndicales qui se revendiquent et pratiquent un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant des patrons et des gouvernements, internationaliste, et luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie). La démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses sont aussi parmi nos références communes.

La troisième rencontre internationale s'est tenue à Madrid (État espagnol) en 2018, la quatrième à Dijon (France) en 2022 [...] Pour plus d'infos, suivre les liens indiqués.

http://www.laboursolidarity.org/
https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/textes-adoptes-lors-des-4eme-rencontre-du-reseau-syndical-international-de-solidarite-et-de-luttes-2124-avril-2022-a-dijon/

Le 20 mai 2022

Nous poursuivons la publication de la traduction de l'ouvrage du collectif AngryWorkers, «Class Power on Zero-Hours». Nous invitons les lecteurs à se reporter aux différents articles et présentations disponibles sur notre site internet, afin de prendre connaissance de l'ensemble du dossier.

En guise d'introduction, nous voudrions écrire quelques mots sur la démarche des AngryWorkers et d'une manière générale l'intérêt d'une enquête approfondie sur les milieux de la logistique. La crise sanitaire a révélé la très forte dépendance de nos sociétés à l'égard des chaînes logistiques d'approvisionnement. Nos modes de consommation et de production reposent en effet sur des infrastructures logistiques monumentales. On se souvient également de la thématique du blocage présent dans les mouvements sociaux de ces dernières années.

En France, le secteur de la logistique regroupe à lui seul près d'un million d'emplois. En y ajoutant les ouvriers du transport, ils représentent aujourd'hui 25% des emplois ouvriers (Enquête Emploi Insee 1982-2012). Il s'agit en grande majorité d'emplois ouvriers, disséminés dans des ports et des aéroports, dans des entrepôts de la grande distribution, de la messagerie, du e-commerce ou de l'industrie. Au sein du monde ouvrier, les logisticiens représentent désormais 13% des emplois, un basculement observable dans la plupart des pays occidentaux.

Les entrepôts, notamment, sont restés dans les coulisses des grandes entreprises et, plus largement, dans les coulisses d'un système économique qui s'appuie en partie sur eux. Cette invisibilisation a été favorisée par le développement de la sous-traitance, qui permet aux grands groupes, tels que Carrefour ou Amazon, de mettre en avant leur «cœur de métier» (le commerce pour Carrefour, la vente en ligne pour Amazon) afin de valoriser leur activité et leur image. Elle résulte également de la diffusion des théories managériales du flux tendu, qui décrivent, souvent de manière très abstraite, la circulation des biens et des matières comme un processus lisse et ininterrompu. Difficile de percevoir l'entrepôt, sa matérialité et sa centralité, dans un contexte où le modèle toyotiste prône le «zéro stock» comme mode de fonctionnement. Enfin, elle découle de l'idéologie dominante qui cultive le discours sur la disparition de la classe ouvrière justifiée par les phénomènes complexes et multiformes de désindustrialisation.

Tout un tas de raisons qui nous pousse à relayer la réflexion, les écrits et les activités de ce groupe.

Selon la formule consacrée, les camarades d'AngryWorkers ne pourraient être tenus responsables des erreurs ou des contresens issus de ma traduction.

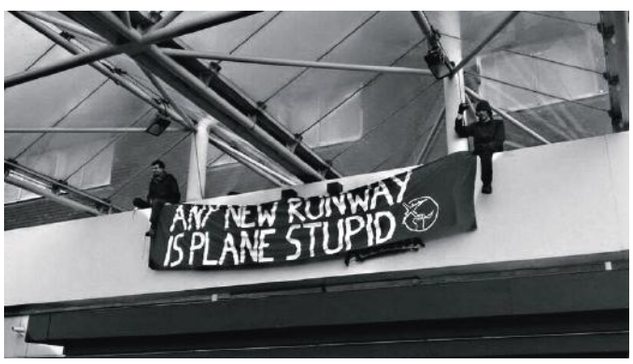
Jean Mouloud

Logistique urbaine

À Londres, en 2009 près de 80 000 personnes ont été employées dans le secteur de la logistique (entrepôts, transport de marchandises, etc.) et ce chiffre a continué à augmenter au cours des dernières années. Selon les chiffres de Transport for London[1], sur un jour de semaine type à Londres, les travailleurs du transport effectuent 281 000 voyages, livrent 290 000 entreprises et parcourent environ 13 millions de kilomètres.

Londres s'est développée à des dimensions si décadentes que la logistique urbaine est arrivée à un point de rupture: la lenteur du trafic comprime les marges des entreprises logistiques; les niveaux de pollution sont les plus élevés en Europe et les espaces de stockage font cruellement défaut. Le système tente de faire face en centralisant les opérations d'entreposage, par exemple, sous la forme du «London Borough Consolidation Center». Les conseils locaux[2] ont conclu un accord avec la société de logistique DHL pour gérer un entrepôt central pour la fourniture de plus de 300 bâtiments municipaux dans quatre arrondissements de Londres. En raison du manque d'espace, les prix et les loyers des entrepôts ont considérablement augmenté, ce qui signifie que les entrepôts sont devenus la propriété de quelques grands promoteurs.

la lutte contre l'expansion de l'aéroport



Dans l'ouest de Londres, la principale entreprise qui développe des entrepôts et des zones industrielles s'appelle Segro. Ils ont débuté comme propriétaires de Slough Trading Estate dans les années 1920. Cette zone industrielle située près de l'ouest de Londres est la plus grande zone industrielle d'Europe à propriété unique - environ 20 000 travailleurs y travaillent. Ils ont également développé les zones industrielles de Greenford et gèrent de nombreux autres parcs logistiques dans la région. En 2010, Segro a acheté 50% des parts d' Airports Property Partnership faisant ainsi passer sous le contrôle de l'entreprise de larges zones aéroportuaires britanniques y compris la plupart des actifs de fret à l'aéroport de Heathrow.

Heathrow

L'aéroport d'Heathrow[3] est probablement le plus grand lieu de travail centralisé au Royaume-Uni. Bien que concentré dans l'espace, ce lieu de travail est en même temps très segmenté - il y a des centaines d'entreprises différentes. Nous distribuions notre journal à l'arrêt central de bus. Les bus de nuit, qui circulent toutes les vingt minutes, sont pleins de travailleurs 24H/24. On parle à des agents de nettoyage, à des gardes de sécurité, à des employés d'atelier, mais on ne rencontre jamais la même personne deux fois.

Nos contacts ont été établis en travaillant dans d'autres grands lieux de travail de la région. Nous avons appris à connaître des agents d'entretien aéroportuaire pendant les séances de formation des représentants syndicaux.

WORKERS WILD WEST

WORKERS WILD WEST - FREE NEWSPAPER FOR GREENFORD, PARK ROYAL, SOUTHALL, HEATHROW. 8

NOBODY'S GONNA SAVE US, SO LET'S LOOK OUT FOR EACH OTHER!

UBER COURIERS ON STRIKE!

CONTENT

PAGE 2: Give us our money! Update on Solidarity Network cases

PAGE 4: Work reports from London Linen and Skinny Bakery

PAGE 6: This mess we're in – Part 3: Crisis

PAGE 8: From the night shift at Bakkavor

PAGE 10: Rebel City: News from London Town

PAGE 12: Not Tesco finest: what it's like to work at the Greenford warehouse

PAGE 13: Updates on Amey, Wealmoor, Adelie

WHO ARE WE?

We are a group of workers in west London, supporting each other with problems at work, job centres and landlords. There are no leaders in this network - we are independent and there is no money involved. Some of us are also in a grassroots union. Drop us a line if you want to meet up, get involved with the newspaper or need support!

SOLIDARITY NETWORK

We meet regularly in Southall, Greenford and Park Royal where you can pop by to discuss a work or housing problem and we can try and figure out a way to proceed together. The idea is to build a local network of support and solidarity - we are not experts or a charity - but we can work together to try and sort out our own problems. Call us on 07544 338993.

www.workerswildwest.wordpress.com | angryworkersworld@gmail.com

le journal du collectif angry workers

L'expansion prévue de Heathrow[3] est un enjeu politique majeur, non seulement au niveau local, mais aussi au niveau national. Alors que certains politiciens conservateurs s'opposent à l'expansion parce que l'augmentation du trafic aérien affecterait leur clientèle politique, des syndicats comme le GMB[4] plaident en faveur de cette expansion en raison des 10 000 emplois locaux qui seraient créés.

Nous avons fait connaissance avec certaines personnes à Grow Heatrow, qui occupaient un terrain destiné à devenir la troisième piste de l'aéroport. Leur campagne était centrée sur des questions environnementales, mais ils ont également établi des connexions avec les travailleurs de l'aéroport de Heathrow, des habitants des quartiers populaires et lancé des initiatives contre le centre d'expulsion [des étrangers NDR] de l'aéroport.

Malheureusement (…), le caractère vert et hippie a prévalu. Nous avons eu tout de même de belles nuits autour du feu de camp à écouter de la poésie néo-folk et du slam...

Park Royal, joyau de l'avant-garde ouvrière

L'autre concentration principale de travailleurs est Park Royal (40 000 personnes dans 1 500 entreprises). La plupart de ces emplois sont manuels. La région a connu une forte croissance ces dernières années: l'emploi a augmenté de 20% depuis 2009. La zone est à trente minutes d'Oxford Circus[5] sur la ligne centrale en métro. Pourtant, si vous demandez à la plupart des gens de Londres s'ils y sont déjà allés ou même simplement s'ils ont entendu parler de Park Royal, la plupart vous répondront que non.

La classe ouvrière est devenue invisible. Aujourd'hui, les lieux de travail sont plus petits. Seules 20 à 30 entreprises de Park Royal emploient plus de 250 personnes, la plupart étant des usines de production alimentaire. Nous avons travaillé à Park Royal, dans la plus grande usine de houmous du Royaume-Uni. Nous avons visité divers lieux de travail avec notre journal et pourtant même après six ans d'activité, Park Royal nous surprend encore. On peut ouvrir une porte et trouver une cuisine industrielle italienne de fabrication de pâtes pleine de Roumains. L'unité suivante pourrait être une station de radio pour les mormons. Puis un studio plein de hipsters qui fabriquent des maquettes, un atelier qui répare les vieux ordinateurs et ordinateurs portables et recharge les cartouches d'encre, un parc de caravanes de gitans irlandais qui galopent avec leurs chevaux, une usine de sushis — parce qu'il y aura des sushis sur les barricades!

Mais l'on découvre aussi l'autre face du travail dans Park Royal: 24 heures sur 24, deux douzaines de gars traînent sur un coin de rue et attendent d'être ramassés pour des travaux de main-d'œuvre.

Il serait magnifique de pouvoir se concentrer uniquement sur cette zone et sur sa classe ouvrière internationale. Pouvoir réfléchir dans un journal sur les différentes conditions d'exploitation et de lutte, mais aussi sur la richesse collective productive et créatrice des travailleurs de cette localité. Le caractère concentré de la zone pourrait permettre d'imaginer une campagne salariale locale: "Personne à moins de 12 £" ou quelque chose de similaire, qui pourrait se propager d'un groupe à l'autre, en utilisant les différents espaces de sociabilité, comme les cafés ouvriers et les bars à chicha comme lieux de subversion.

Aux abords de Park Royal, des centaines, voire des milliers d'étudiants internationaux vivent dans des immeubles d'habitation et paient des loyers élevés — des liens pourraient être tissés.

Les communautés

Au sein de la classe ouvrière de l'ouest de Londres, les structures communautaires comme les temples, les églises ou les associations culturelles jouent un rôle important. Les «communautés» ne sont pas des entités naturelles, au sens de structures sociales.

Les structures communautaires ne sont pas principalement l'expression d'un manque de conscience de classe, car elles aident les gens à survivre matériellement; mais, dans le même temps, elles sont la base d'une surexploitation de ses membres et favorisent l'expression politique et la carrière de soi-disant «leaders communautaires».

Dans des régions comme Southall, les temples sikhs et leur approvisionnement quotidien en nourriture gratuite jouent un rôle important. Les moyens financiers pour les temples sont dépendants des dons (de la classe moyenne). Les prolétaires sans-abris ou pauvres, même ceux d'Europe de l'Est, acceptent le temple comme un moyen de survie. Les temples aident également les nouveaux arrivants à trouver un logement, un emploi et du soutien.

manifestation d'ouvrières et d'ouvriers indiens

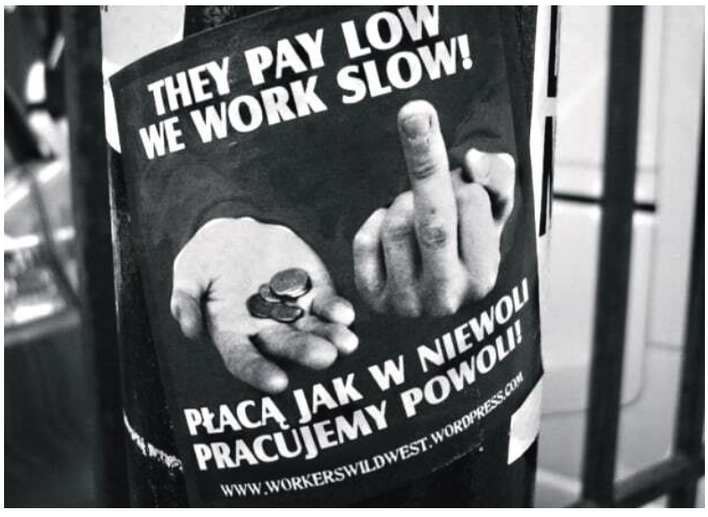
Pendant le lock-out du Gate Gourmet[6], qui a duré un mois, les temples ont fourni un soutien matériel. Les dirigeants communautaires ont joué leur rôle en incitant les travailleurs à «rester patients et pacifiques». Lors des émeutes de Londres en 2011, les temples sikhs de Southall ont mobilisé des centaines d'hommes pour protéger les temples et les entreprises sikhes de la région. À Birmingham, le Bearded Broz, une organisation musulmane, a nettoyé et ramassé les ordures dans les quartiers au cours d'une grève de collecteurs d'ordures d'une semaine en 2017, agissant comme des briseurs de grève bénévoles. Après l'incendie de Grenfell[7], les organismes de bienfaisance musulmans ont fourni nourriture et abri bien avant que le secteur public ne se mette en branle.

Les travailleurs d'Europe de l'Est ne disposent pas de ces structures communautaires, car les dernières vagues de migration en provenance de Pologne ou de Hongrie au début des années 1980 étaient motivées par des considérations politiques. Même les supermarchés polonais, qui vendent uniquement des produits de Pologne, diffusent des émissions de radio polonaises et font de la publicité pour des événements polonais, appartiennent en fait à des personnes d'origine sud-asiatique. Lorsque la propagande médiatique anti-migrants a augmenté dans la foulée du résultat du référendum sur le Brexit, les travailleurs d'Europe de l'Est ont été forcés de réagir. En l'absence d'une classe moyenne visible et d'une gauche dynamique, c'est l'extrême droite et l'Église catholique qui ont organisé la première manifestation pour protester contre les calomnies anti-polonaises.

Il y a eu des manifestations de groupes fascistes polonais, mais elles sont restées marginales. Pourtant, le besoin et l'envie d'une certaine forme de communauté sont répandus. Nos voisins prennent part à des clubs d'arts martiaux liés aux clubs de football polonais. Un autre voisin a formé un 'club de moto polonais' sur Facebook et quelques semaines plus tard a organisé une fête de week-end avec trois cents motards de l'extérieur de la région.

La communauté est la colonne vertébrale de la surexploitation. Pendant la construction d'un temple hindou à proximité de Wembley. La direction du temple a grugé les ouvriers spécialisés indiens, les payant 30 pennys de l'heure[8]. Les tentatives de faire intervenir un syndicat ont été considérées comme une trahison et les membres de la communauté indienne qui ont soutenu les travailleurs cherchaient plutôt à discréditer les leaders du temple en place afin de prendre la direction du temple eux-mêmes. D'autres formes d'exploitation communautaire se produisent sous des formes plus cachées, par exemple, nous avons rencontré des cas de travailleurs arrivés assez récemment de régions comme le Penjab et qui sont payés moins que le salaire minimum par des patrons bien établis du même milieu. Les patrons le justifient toujours en disant qu'ils aident leurs compatriotes nouvellement arrivés et qu'ils deviennent très sensibles si des travailleurs s'impliquent «de l'extérieur».

Traduction, notes et introduction: Jean Mouloud



un mot d'ordre compréhensible par tous

1. *Transport for London est l'organisme public responsable des transports à Londres.*

2. *Londres est découpée administrativement en plusieurs entités les boroughs au nombre de 32 qu'ont peut comparer aux arrondissements et qui sont dotés de conseils locaux: la City qui est le centre originel (et le quartier financier par ailleurs) et qui dispose de pouvoirs spécifiques, la Corporation de la Cité de Londres et enfin le Grand Londres qui regroupe toutes les entités. C'est cet ensemble que dirige le maire de Londres.*

3. *Avec le passage d'environ 80 compagnies aériennes et plus de 75 millions de voyageurs par an, l'aéroport de Londres - Heathrow est le plus important d'Europe en terme de trafic. Son extension avec la création d'une troisième piste prévue pour 2050 était censée permettre l'atterrissage de 700 avions supplémentaires par jour, portant le nombre de passagers à plus de 140 millions par an. Elle a été suspendue par la justice pour des considérations environnementales.*

4. *GMB (General, Municipal, Boilermakers) est un syndicat britannique d'environ 600 000 membres. Il est l'un des trois plus grands affiliés du Parti travailliste. Il a atteint une renommée internationale dans son combat contre la plate-forme Uber.*

5. *Place du centre de Londres.*

6. *Gate gourmet aujourd'hui Gate Group est une entreprise de catering c'est-à-dire de repas pour les passagers aériens. Gate Gourmet prépare quelques 80 000 repas quotidiens pour British Airways; la boîte est connue pour ses pratiques patronales hard (licenciement des grévistes, lock-out, etc.). En 2005, un licenciement massif avait provoqué une réaction de solidarité des travailleurs de British Airways. La grève sans préavis de ces derniers avait plongé dans le chaos Heathrow et son trafic pendant plusieurs jours.*

7. *L' incendie de la tour Grenfell est un incendie survenu le 14 juin 2017 dans un immeuble de logements sociaux de 24 étages, situé dans le district de North Kensington à Londres au Royaume-Uni faisant 71 morts et 8 disparus.*

8. *Il est compliqué de déterminer un salaire minimum au Royaume-Uni, disons pour pouvoir comparer que le National Living Wage, salaire minimum anglais pour les salariés de plus de 23 ans, est censé être de £8,91/heure (1 livre=100 pennys).*

Un petit pas pour les syndicats chez les géants économiques

Depuis la fin des années 80, le mouvement syndical américain n'a fait que dépérir, les grèves et mobilisations sont à leur niveau le plus bas. Les chiffres du Bureau of Labor Statistics[1] indiquent un taux de 10,3 % de travailleurs américains syndiqués, 7% si on ne considère que ceux du secteur privé. Mais, ces deux dernières années, cela s'agite dans le monde de l'ouvrier moderne pressurisé par les grands groupes : Amazon, Starbucks, Apple, Google, Blizzard... entre succès avec la création de nouveaux syndicats engrangeant déjà des victoires (ALU chez Amazon, SWU chez Starbucks, Game Workers Alliance chez Blizzard, Fruit Stand WU chez Apple...) et déceptions (syndicats refusés chez Google ou dans certains entrepôts Amazon). Ce sont encore les balbutiements, mais ce sont surtout beaucoup d'espoirs pour l'ensemble des travailleurs de ces géantes multinationales. Celles-ci sont le symbole des inégalités. Elles ont construit des empires de plus en plus florissants, engrangeant les millions pour les dirigeants et actionnaires[2] et prospérant dans l'ensemble des pays du monde. Mais pour leurs employés, le constat est à l'opposé, il faut travailler plus et plus longtemps pour gagner moins, et ceci dans des conditions de travail toujours plus dures.

Recette compliquée pour faire rentrer un syndicat dans son usine

Aux USA, une procédure en 7 étapes attend les travailleurs avant de pouvoir entamer des négociations avec leurs employeurs. Chacune de ces étapes pour ouvrir une section syndicale pouvant être contrée, il n'est pas rare dans les grands groupes, qu'il s'écoule des années avant de pouvoir confronter son patron ! Voici succinctement le parcours du combattant :

1) Récolte de la signature d'au moins 30% des salariés.

Un groupe de salariés souhaitant s'organiser en syndicat doit d'abord remettre une sorte de pétition (accompagnée de la carte déclarative de soutien au syndicat de chaque signataire) au NLRB. Le National Labor Relations Board est l'agence chargée de faire appliquer le droit du travail aux États-Unis. Elle va superviser l'ensemble du processus.

2) audience préélectorale sous forme de plaidoyer oral

Si le seuil de 30% de cartes est bien atteint, le NLRB accepte la pétition et fixe une date d'audience entre les représentants syndicaux et ceux de l'entreprise. Les deux parties doivent alors lister les questions qu'ils souhaitent aborder au cours de l'audience, ce sont les questions dites «litigieuses» et préparer leur argumentaire. En général, à cette étape, le « litige » repose sur la catégorie de travailleurs admissibles : type de contrats, ancienneté dans l'entreprise, poste occupé... C'est une étape importante, imaginez qu'en France on statue que seuls les cadres titulaires de CDI ayant fini leur période d'essai seront concernés !

3) Constitution de l'accord électoral

Le NLRB, ayant écouté les 2 parties fixe les conditions des élections : électeurs autorisés, la date, le lieu, physiquement, par voie postale ou électronique, etc.

4) Vote des travailleurs

L'élection, ou plutôt le referendum puisqu'il s'agit de répondre par OUI ou NON à la question «voulez-vous être représenté par le syndicat X ?» a lieu sur plusieurs jours (parfois plusieurs semaines). Pendant toute cette période, les 2 parties n'ont plus le droit de faire de la propagande au sein de l'entreprise pour influencer les votes (en dehors du lieu de travail, les discussions sont autorisées).

5) Décompte des voix

C'est le NLRB qui se charge du dépouillement et qui annonce les résultats. La motion est approuvée à la majorité des suffrages exprimés.

6) Audience postélectorale

Après l'annonce des résultats, les deux parties disposent d'une semaine pour contester auprès du directeur régional du NLRB. En général, les objections portent sur le manque d'équité, le non-respect des règles, les pressions sur les électeurs, etc. Une fois la décision rendue au niveau régional, les deux parties peuvent faire appel au niveau de l'état. Il arrive à cette étape que le NLRB annule les élections et en réorganise d'autres, retour à l'étape 3 !

7) Obtention de l'attestation syndicale

Si le syndicat obtient au moins 50% des votes, il est certifié comme représentant des employés par le NLRB et gagne le droit de s'asseoir aux tables des négociations. L'employeur est alors dans l'obligation légale de renégocier les contrats et conditions de travail. Autrement dit à ce stade les salariés déjà épuisés par la bataille des élections ont juste adhéré à un syndicat, ils doivent encore tenir tête à leurs dirigeants. Et là encore, les employeurs font tout pour défendre leurs intérêts et jouer l'enlisement, d'après le Jacobin, en moyenne, un an après l'entrée d'un syndicat dans une entreprise, moins de la moitié a réussi à arracher un nouveau contrat. Certains syndicats se délabrent avant même d'en obtenir un. On notera également qu'avec ce système il n'est pas prévu de négociations sectorielles, mais

1. *organisme fédéral recueillant des données sur l'économie et le marché du travail aux USA*

2. *le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos est classé 3e fortune mondiale en 2022 par Forbes*

uniquement des négociations avec l'employeur.

Pratiques de dissuasion indigestes

Pour Rebecca Givan, professeure à la Rutgers University, «notre droit du travail est biaisé contre les gens qu'il est censé protéger.» Elle ajoute «c'est extrêmement difficile pour les salariés d'organiser un syndicat et incroyablement simple pour les employeurs de les brutaliser pour les en empêcher». En effet, les pressions patronales pour forcer leurs employés à voter «non», sans être à proprement autorisées, ne sont en tout cas pas interdites par la loi et sont, de fait, la norme. On parle de phénomène d'«union bashing», c'est à dire de la casse syndicale, qui englobe toutes les tactiques de propagande, de dissuasion, de persuasion, de menaces, voire de sanctions disciplinaires de la part des patrons. En effet, il n'est pas prévu un droit à la liberté d'expression pour les électeurs ni de protection contre les sanctions économiques, d'ailleurs les lois du travail américaines autorisent les licenciements sans motif.

Dans une interview Nick Rudikoff, directeur des campagnes UNI Global Union[3] et syndicaliste depuis 20 ans aux US, évoque «une répression antisyndicale traditionnelle à l'américaine, malsaine et nocive qui inclut des réunions publiques où les travailleurs sont contraints à écouter leurs employeurs critiquer les syndicats, des rencontres en tête à tête avec les travailleurs, des intimidations, les licenciements, les pots-de-vin[4]. »

Un des arguments antisyndicaux classiques des patrons est de dire que les syndicats sont un intermédiaire inutile, ce qu'ils nomment la «third party» et qu'il vaut mieux pour les salariés négocier directement avec leur patron. Ils présentent les délégués syndicaux comme ayant des intérêts divergents de ceux des travailleurs, comme s'ils faisaient partie d'une entité extérieure.

Dans le rapport de l' Economic Policy Institute (EPI)[5] de décembre 2019 portant sur la période 2016/2017, on trouve des chiffres accablants: dans 41,5% des élections syndicales supervisées par le NLRB, les employeurs ont enfreint la loi. Le chiffre monte à 54,4% chez les grands employeurs (plus de 60 électeurs).

Dans 1/5e des élections, les employeurs ont procédé à des licenciements illégaux. Le rapport précise que les chiffres sont forcément sous-estimés, car beaucoup de travailleurs n'osent pas porter plainte.

On pourrait se dire que face à la mascarade que représentent ces élections toujours violées, autant ne pas se syndiquer.
Mais le rapport montre que le salaire d'un employé syndiqué est 13,2% supérieur à celui d'un employé non syndiqué présentant des caractéristiques et une situation identiques par ailleurs. En outre, le syndiqué dispose d'avantages supplémentaires en terme de santé et de retraite. Enfin, de part les actions collectives, dans les entreprises où les syndicats sont présents, les inégalités salariales entre les travailleurs sont moindres.

Amazon Bessemer : une défaite «cas d'école» pour les syndicats traditionnels

L'année passée en mars 2021 a eu lieu une première consultation dans l'entrepôt BHM1 d'Amazon de la ville de Bessemer (Alabama). Il s'agissait d'y déterminer l'entrée ou non du syndicat national de la distribution RWDSU (Retail, wholesale and department store union).

Or, les pratiques antisyndicales ont été tellement nombreuses et choquantes que l'agence gouvernementale NLRB sollicitée par RWDSU[6] a estimé en novembre 2021 le vote irrecevable, décrivant une "atmosphère de confusion ou de crainte de représailles [... qui ...] a entravé la liberté de choix des employés". En plus des coups fourrés classiques, on y lit : «Amazon a promulgué une nouvelle règle limitant l'accès des travailleurs à l'intérieur de l'établissement pour toute période supérieure à 30 minutes avant et après leur quart de travail.»

La deuxième tentative de syndicalisation s'est soldée par un échec. Les votes ouverts du 15 février au 28 mars 2022 ont été serrés: 993 contre, 875 pour et 416 votes contestés laissant planer le suspens pendant quelques jours encore après les élections. À titre de comparaison avec le premier vote, 1 798 étaient contre, 738 pour et plus de 679 contestés.

Comment expliquer une telle baisse du taux de participation (55% à 38%) alors que les salariés pouvaient cette fois voter par voie électronique, évitant ainsi les intimidations? Dans une interview, Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI Global Union, explique que «le nouveau vote à Bessemer concerne plus de 6000 travailleurs de la logistique, un nombre élevé pour les US. Mais l'entreprise a recruté plus de 200 consultants, pour tenter de les convaincre de voter non». Rebecca Kolins Givan précise «Amazon a dépensé beaucoup d'argent à Bessemer en embauchant les meilleurs avocats antisyndicats du pays et en semant avec acharnement la peur et l'incertitude au sein des effectifs. Leurs investissements ont payé.»

Il fallait au moins cela car en face comme l'indique Hoffman «tous les syndicats nord-américains ont apporté leur contribution». Bien qu'optimistes face à leur deuxième chance, la transmission des enseignements reste compliquée, il analyse: «par rapport à 2021, 3000 nouveaux [salariés] sont arrivés à Bessemer [...] quasiment tous en sont à leur première expérience de contact avec un syndicat. Ce n'est pas simple. À Amazon, en moyenne, le turnover est de 8 mois». Comment motiver des salariés à prendre le risque d'affronter des représailles de la part de l'employeur alors qu'ils ne seront peut-être plus là dans quelques mois? Comment bâtir une mémoire militante collective?

Victoire du syndicat ALU : un colis piégé pour Amazon !

Personne ne s'attendait à ce qu'un syndicat US l'emporte un jour contre le géant Amazon. 3e plus grande entreprise du monde (après Apple et Microsoft), 2e pourvoyeur d'emplois aux États-Unis (après Walmart), depuis sa création en 1994, Amazon a mis un point d'honneur à contrer l'organisation de ses salariés. Coup de théâtre, au moment même où les salariés de Bessemer rejouaient leur referendum, dans l'état de New York, pour la première fois, la présence d'un syndicat est adop-

3. *présente dans 120 pays, avec 900 syndicats affiliés, elle représente 20 millions de travailleurs du secteur des services*

4. *en 2021, Fiat Chrysler a été condamné à une amende de 30 millions de $ pour avoir soudoyé des syndicalistes de United Auto Workers à hauteur de 3,5 millions de $ entre 2009 et 2016.*

5. *disponible ici: https://www.epi.org/publication/fear-at-work-how-employers-scare-workers-out-of-unionizing/ 6% pour IBM*

6. *le dossier déposé au NLRB est consultable ici : https://www.rwdsu.info/precedent_setting_ulp_charges_against_amazon*

tée au sein d'un entrepôt Amazon aux USA.

En effet, fin mars 2022, les travailleurs du centre logistique de Staten Island surnommé JFK8, ont assuré leur soutien à Amazon Labor Union (ALU). Créé en avril 2021, ALU est la première organisation de travailleurs du commerce en ligne qui naît aux USA. Fait particulièrement notable est l'indépendance de ALU, il n'est en effet pas affilié à un syndicat déjà existant pesant sur le mouvement social. Sans moyen et néophyte, le profil des militants est loin de celui des syndicalistes professionnels rémunérés et spécialistes de telle ou telle question légale. Les militants de l'ALU n'ont pu puiser que dans leur motivation et habileté personnelle, ils n'avaient qu'un seul avocat (Eric Milner) pour contrecarrer Amazon et son service juridique.

Qu'à cela ne tienne, le comité d'organisation composé d'une trentaine de personnes n'a pas compté ses heures, que ce soit à la sortie du travail ou en salle de pause, tous les lieux ont été investis pour discuter, distribuer des tracts et convaincre les collègues. À leur tête une figure très charismatique, Chritian Smalls, a été très médiatisé, cet ex-rappeur subjugue par sa prestance, sa verve et ses bons mots. Ils ont également saturé les réseaux sociaux : WhatsApp, Tik Tok…, organisé des barbecues, dédiant tous leurs jours de congés à leur projet. Et ceci malgré la répression, Amazon étant allé jusqu'à faire intervenir la police pour intrusion sur son site et trois membres de l'ALU (Christian Smalls, Brett Daniels et Jason Anthony) avaient été placés en garde à vue.

Finalement, tous ces efforts ont payé et le dépouillement a montré 2654 votes en faveur du syndicat, 2131 contre et 67 contestés. Le verdict du NLRB a tranché: environ 55% des employés qui se sont prononcés ont opté pour l'offre syndicale. À noter que sur les 8325 salariés de Staten Island autorisés à voter, un peu moins de 60% ont participé. Ce taux est bien plus élevé qu'en Alabama.

Sans surprise, à l'annonce des résultats, Amazon a produit un communiqué arguant «qu'une relation directe avec l'entreprise est la meilleure chose qui soit pour nos employés» et qu'ils n'excluaient pas un «dépôt d'objections fondées sur l'influence inappropriée et indue du NLRB que nous […] avons constatée dans cette élection». Une audience pour le recours est ainsi prévue le 23 mai 2022 auprès d'une autre antenne NLRB à Phoenix.

Ce n'est pas tout de gagner une élection, il faut maintenant pouvoir agir concrètement au sein des entreprises. Parmi, les revendications que l'ALU s'est engagée à défendre : hausse du salaire minimum pour atteindre les 30$ de l'heure (18$ actuellement), allongement du temps de pause, fin des extra obligatoires, avantages sociaux comme plus de congés payés, aides pour les gardes d'enfants et surtout la possibilité de pouvoir représenter les employés lors des réunions disciplinaires. Ce dernier point a certainement été décisif auprès des salariés trop facilement jetables par Amazon.

Interrogée par l'AFP, Patricia Campos-Medina, codirectrice de l'Institut du travail à l'université Cornell a expliqué que «l'élan» enclenché par le petit syndicat ALU va devoir être suivi de nombreuses autres victoires s'il veut qu'Amazon «accepte de négocier». Et selon elle, cela ne sera possible que si les travailleurs des autres sites se coordonnent entre eux et si toutes les organisations syndicales se soutiennent. Même si ce nouveau syndicat ne rentre pas exactement «dans le moule» habituel et qu'il existe des frictions avec les syndicats traditionnels, l'enjeu est tel que plusieurs de ces syndicats historiquement présents aux États-Unis ont proposé aides logistique et juridique à l'ALU. En effet, la remise en question est toujours difficile, mais pour le bien des travailleurs américains, cette victoire doit amener le mouvement syndical dans son ensemble à revoir sa stratégie. Le moment est au partage d'expériences et à la solidarité entre les travailleurs.

Une victoire non reproductible : colis désamorcé ?

Enthousiasmé par ce premier succès, Eric Milner, l'avocat représentant ALU, s'est empressé de déclarer «Je pense que ça peut démarrer une réaction en chaîne, d'un entrepôt à l'autre.». Premier essai, reproduire la même prouesse dans le centre de tri LDJ5 situé juste en face de l'entrepôt JFK8.

Mais Amazon ne s'est pas laissé désarçonner et l'avocat estime que le groupe a intensifié sa stratégie antisyndicale, il dénonce des représailles disciplinaires et «des actes illégaux» notamment avec le licenciement de managers.

Les témoignages d'employés sont parlants. Un travailleur au LDJ5, syndiqué à ALU, Julian Mitchell-Israel, décrit sidéré «les tapis roulants ont été stoppés, les machines se sont littéralement arrêtées». Et ceci, plusieurs fois par jour, pour obliger le personnel à écouter de la propagande antisyndicale et pro-Amazon. Difficile d'imaginer que la direction soit prête à prendre un tel retard dans l'ensemble des chaînes de traitement! Quant à Derrick Palmer, un autre employé et un des vice-présidents du syndicat, il se plaint d'avoir été isolé de ses collègues. Évidemment sur un lieu aussi vaste qu'un entrepôt Amazon, il est très facile d'éviter les velléités d'organisation en affectant les employés remuants à d'autres postes.

Les chiffres sont exorbitants : fin mars, le ministère du Travail a rendu public que sur l'année 2021, Amazon a dépensé 4,3 millions de dollars pour des consultants antisyndicaux[7]. À titre de comparaison, le rapport publié par l'EPI montrait que seule une poignée de mégacorporation avait dépensé plus d'1 million de dollars…. mais entre 2014 et 2018! Chez Amazon, les consultants engagés pour l'occasion étaient payés 3200 $ / jour, pour animer des réunions devant des salariés «captifs». Surnommés «union busters» («chasseurs de syndicats»), ils ont abruti les employés de leur propagande que ce soit au sein de l'entreprise (affiches sur les murs jusque dans les toilettes, vidéos projetées sur des écrans géants), mais s'insinuant également dans la vie privée des employés via les réseaux sociaux, les SMS quotidiens et les appels téléphoniques!

Le flicage d'un GAFAM comme Amazon est pernicieux. Un rapport de la fédération syndicale UNI Global constate «les travailleurs sont constamment observés, enregistrés, leur travail est mesuré et leur activité monitorée». Ce syndicat exhorte ainsi les employés d'Amazon à demander l'accès à leurs

7. *https://www.huffpost.com/entry/amazon-anti-union-consultants_n_62449258e4b0742dfa5a74fb*

données numériques personnelles. C'est aussi ça lutter contre Amazon et Apple, c'est lutter contre des entreprises qui développent le système de surveillance et de contrôle. D'après The Intercept, Amazon a bloqué et signalé un certain nombre de mots suspects dans les posts de ses salariés de ses appli, le mot syndicat en faisait partie ! C'est en fait une pratique courante chez les GAFAM, le Monde, rapportant que Facebook, avait également une «liste noire» contenant le terme «syndicalisation». Depuis qu'Amazon propose des services cloud via sa filiale Amazon Web Service[8], une part toujours plus grande des données d'Internet sont stockées par le groupe. Que ce soient les particuliers, les entreprises du privé ou les agences gouvernementales tous confient leurs données à Amazon (ex la NASA, Netflix, la CIA...). L'ironie est à son comble quand des salariés organisent une réunion syndicale via Zoom pour évoquer leurs moyens d'action contre Amazon tels que le boycott... Zoom ayant un partenariat avec Amazon !

8. *AWS représente 34 % de parts du marché contre 11 % pour Microsoft, 8 % pour Google et 6%*

Finalement, les 1500 salariés ont voté fin avril: 618 contre la représentation par ALU et 380 pour. Avec un peu plus de 60% de participation, la victoire du non est écrasante. Le président d'ALU Christian Smalls a essayé de consoler ses troupes en déclarant «c'est un marathon, pas un sprint. On sait tous qu'il va y avoir des victoires et des défaites», il a assuré que les membres de l'ALU allaient «faire une coupure, réévaluer la situation, reprendre des forces (...) et retourner au combat». En effet, le travail sera de longue haleine et il faut continuer les campagnes dans tout le pays auprès des 950 000 employés par Amazon.

Starbucks : des victoires à la chaîne, un grain de café dans l'engrenage ?

À Starbucks, les employés (appelés baristas) souffrent de leurs conditions de travail et de leurs bas salaires, et ce dans les 9000 magasins US du groupe. Comme chez Amazon, les dirigeants et managers de Starbucks sont connus pour leur hostilité à l'organisation de leurs employés en syndicat.

Des cas de licenciements de salariés ayant tenté de s'organiser ou de faire de la propagande syndicale sont régulièrement signalés, mais sans conséquence pour l'employeur qui justifie ces mises à la porte par des fautes professionnelles. Ainsi récemment début février un cas à été particulièrement médiatisé :7 employés d'un Starbucks de Memphis (Tennessee) ont été licenciés alors qu'ils récoltaient les signatures pour l'entrée d'un syndicat dans leur restaurant.

Avec la crise sanitaire et économique, de nombreux salariés ont manifesté le souhait d'être représentés par un syndicat durant l'année 2021. Le 9 décembre 2021 à Buffalo (là aussi dans l'état de New York), un premier magasin, y est parvenu. À la fin du mois, 5 autres magasins toujours à New York, s'étaient eux aussi prononcés pour l'entrée du syndicat Starbucks Workers United (SWU) affilié du Service Employees International Union (SEIU).

Aujourd'hui, fin mai 2022, plus de 250 dossiers ont été déposés auprès du NLRB dans plus de 20 états. La quasi-totalité des magasins ayant déjà voté ont opté pour SWU. Starbucks a tenté d'annuler les votes en prétendant qu'un vote à l'échelle d'un seul magasin n'est pas recevable à cause de sa taille trop petite. Cet argument a pour le moment été rejeté dans l'état de New York et est en cours d'étude en Arizona. Au final une bonne quarantaine de magasins ont un syndicat et les négociations contractuelles ont déjà débuté.

La vitesse de propagation de cette campagne syndicale est la clé de sa réussite. En effet, un café Starbucks est une toute petite structure composée de 20 à 30 employés. Lorsque Starbucks est confronté à une victoire syndicale dans un de ses établissements, il arrive qu'il décide tout bonnement de fermer le coffee-shop ! Le raisonnement semble ubuesque: pour les dirigeants, il est préférable de liquider un lieu plutôt que de devoir renégocier les contrats des travailleurs ! Mais ces derniers mois, le nombre d'établissements concernés par l'agitation syndicale est tel que cette tactique ne peut pas être mise en place, Starbucks est dépassé !

De même pour la propagande anti-syndicale, la multiplication des lieux concernés fait que Starbucks n'a pas assez de «missionnaires» à dépêcher. Starbucks a bien essayé d'enrôler les managers du bas de l'échelle, mais ceux-ci s'y sont refusés, leurs conditions de travail étant tout aussi déplorables que celles de leurs subalternes.

Un autre point compliqué à gérer pour Starbucks, c'est son image (de façade certes) progressiste. L'entreprise s'est construite une bonne réputation auprès des clients (le bobo new-yorkais étant probablement plus sensible à la mise en place de pailles biodégradables qu'à l'exploitation des travailleurs dans les plantations de café !). En plus, son patron est un démocrate ! Howard Schultz actionnaire principal de Starbucks, a officiellement apporté son soutien à Biden pendant les dernières élections présidentielles.

Starbucks se retrouve à devoir négocier coffee-shop par coffee-shop, les salaires et conditions de travail. Et à force d'octroyer à chacun une augmentation de salaire, un jour ce sera peut-être la norme et tous les salariés du groupe en bénéficieront. Relativisons tout de même, sur les 235 000 employés que compte le groupe, cela ne fait guère qu'environ 1 millier de baristas ayant effectivement voté OUI. Espérons qu'ils arrivent à continuer leur travail de fourmis dans l'ensemble du pays.

Apple : en mai, fait ce qu'il te plaît, fait entrer les syndicats dans ton entreprise.

Après Amazon, Starbucks et Activision Blizzard, le Washington Post annonce que ce sera au tour d'Apple d'affronter l'entrée d'un syndicat en son sein. En effet, le syndicat Workers United qui a soutenu le mouvement chez Starbucks a fait des petits. Un collectif nommé Fruit Stand Workers United s'est créé fin février 2022 chez les salariés du magasin Apple de la gare Grand Central à Manhattan. Les démarches sont entamées, en commençant par récolter les signatures des collègues afin de pouvoir déposer leur dossier auprès du NLRB et organiser le vote dans les prochains mois. Si une victoire se concrétisait, ce serait là aussi une première pour Apple dont aucun de ses 270 magasins aux USA n'a jamais eu de syndicats.

Plusieurs autres magasins Apple seraient également en train de constituer leur dossier de signatures, mais dans des conditions extrêmement discrètes afin d'éviter que leurs efforts soient sabotés.

Le Washington Post précise que les salariés ayant témoigné ont exigé «l'anonymat par peur de perdre leur poste» et que «pour éviter d'être repérés par les responsables des magasins, les employés se réunissent en secret et communiquent par messagerie cryptée, parfois à l'aide de téléphones Android, le concurrent du système d'exploitation iOS d'Apple, afin d'éviter toute possibilité d'espionnage par Apple». Ce climat de suspicion légitime après l'exemple d'Amazon et Starbucks, est amplifié par les récents renvoies l'an passé de salariés ayant participé au mouvement #AppleToo visant à dénoncer le sexisme et le racisme au sein du groupe.

Les revendications des vendeurs Apple sont du même acabit que celles de leurs collègues d'Amazon ou Starbucks: amélioration des conditions de travail, meilleurs avantages sociaux, dénonce des pratiques oppressives des managers et surtout revalorisation des salaires afin de suivre l'inflation. Les salariés demandent au groupe qui a fait d'énormes bénéfices en 2021 (environ 350 milliards d'euros) une hausse du salaire minimum pour passer de 20 à 30 dollars de l'heure. Leur difficulté à obtenir ces 10 dollars est à mettre en parallèle avec la rémunération du PDG Tim Cook qui elle est passée d'environ 15 millions en 2020 à 99 millions de dollars en 2021.

Et la grève dans tout ça ?

S'investir dans un syndicat sans passer par le système classique est un pari risqué, car l'employeur n'est pas obligé de reconnaître sa légitimité. Mais il arrive que cela fonctionne comme par exemple lors d'une lutte de travailleurs Amazon de Chicago fin décembre 2021. Ils se sont rassemblés dans un collectif Amazonians United Chicagoland (AUC) et plutôt que de s'affilier à un syndicat et de mener la bataille pour les élections, ils ont opté pour agir directement. Un débrayage 3 jours avant Noël en simultané dans deux entrepôts (Gage Park et Cicero) leur a permis d'obtenir une augmentation de salaire. «Nous en avons eu marre d'être sous-payés, surchargés de travail, baladés», a déclaré Chris Zamarrón, un organisateur d'AUC, «c'était essentiel, nous devons nous unir, nous devons faire quelque chose parce que si nous ne le faisons pas, rien ne sera fait». Ils demandaient 5$ d'augmentation et en ont eu la moitié: le salaire minimum passe de 15$80 à 18$ de l'heure.

Ted Miin un membre du groupe estime qu'il leur aurait fallu «minimum 2 ans pour obtenir le même résultat» en suivant la voie traditionnelle (élection, puis négociation). La bataille n'a pas lieu à la même échelle qu'un coffee-shop, une poignée de travailleurs motivés peut aisément convaincre quelques collègues, mais dans une grande structure de plusieurs milliers d'employés comme Amazon, l'effort à fournir est colossal. Il faut l'adhésion de centaines voire de milliers de salariés. Sur un site de stockage d'Amazon, on peut isoler les travailleurs les uns des autres et il y a une hiérarchie bien plus présente pour le flicage que chez Starbucks. Pour le moment, c'est ce qui décourage de nombreux travailleurs d'Amazon à essayer de reproduire le succès JFK8 de New York. Se tourneront-ils plutôt vers la méthode plus frontale de Chicago ?

Les démocrates, la pandémie, Black Lives Matter, un climat propice...

La reprise du mouvement syndical s'inscrit parfaitement dans le climat actuel aux États Unis.

Tout d'abord, le COVID-19 a dégradé encore plus les conditions de travail : cadences augmentées, protection sanitaire insuffisante, absence de droit aux congés maladie... Les travailleurs ont pris conscience que leurs employeurs étaient prêts à les exploiter même face à des questions de vie ou de mort. Ils ont aussi, comme en France, découvert qui étaient les premiers de corvée sans qui le pays ne pouvait pas tourner. Beaucoup ont commencé à penser à se syndiquer dans un instinct de protection. C'est d'ailleurs comme cela que Christian Smalls, président et fondateur de l'ALU, en est venu au syndicat. Licencié suite à l'organisation de manifestations demandant des conditions de travail plus adaptées à la pandémie, il a réussi à faire évoluer l'injustice qu'il venait de subir en un mouvement de lutte collectif.

Le mouvement Black Lives Matter (2020) a également eu un impact important pour la syndicalisation. En effet, les travailleurs noirs sont surreprésentés dans les métiers précaires, chez Amazon, les salariés noirs sont ainsi majoritaires (85% à BHM1 par exemple), mais n'accèdent que très rarement aux postes de managers. Ce mouvement qui demandait plus de justice face au racisme dont sont victimes les Afro-Américains a également dénoncé les écarts de salaires entre blancs et noirs. Les travailleurs afro-américains savent que la justice doit aller de pair avec des salaires dignes et un certain bien-être économique. C'est assez naturellement que pour certains, les actions collectives débutées au sein du mouvement Black Lives Matter se sont poursuivies au sein d'un syndicat.

Enfin, John Logan, professeur d'études sociales à l'Université de San Francisco, analyse ces victoires syndicales comme la continuité des victoires électorales des démocrates et un virage à gauche de la société américaine. Il est certes peu surprenant que la seule victoire pour Amazon ait eu lieu à New York, État bien moins conservateur que l'Alabama où se situe Bessemer. Pour le reste, pour le moment, les actions des démocrates sont surtout des déclarations symboliques contre les pratiques antisyndicales des grands groupes.

Les travailleurs de Starbucks ont ainsi pu bénéficier du soutien de 75 élus (dont Alexandria Ocasio-Cortez), via une lettre, pleine de bons sentiments, adressée au directeur général de Starbucks de l'époque Kevin Johnson. Les travailleurs d'Amazon quant à eux ont été visités par Bernie Sanders et

Terri Sewell démocrate, en soutien au travailleurs de RWDSU de Bessemer en avril 2021

après leur victoire, félicités par la maison blanche à travers Jen Psaki, la porte-parole de Joe Biden. Celui-ci a également mis en place un groupe de travail afin de discuter de deux points importants: obliger les entreprises à tenir les négociations collectives avec les syndicats élus et résilier les contrats fédéraux avec les entreprises épinglées comme ayant une «activité antisyndicale illégale». Typiquement, Amazon est concerné par les 2 sujets ! Pour l'occasion, le président flanqué de la vice-présidente Kamala Harris et du secrétaire du Travail Martin Walsh a reçu 39 représentants syndicaux, dont Christian Smalls pour Amazon et Laura Garza pour Starbucks.

Quand on sait que la fortune (120 millions $) de la présidente de la chambre des représentants Nancy Pelosi, est en grande partie composée d'actions GAFAM, on ne doute pas une seconde de son impartialité quand Amazon refusera de négocier avec ALU ou Apple avec Fruit Stand WU !

Quelques projets de loi ont tout de même été déposés:
- une demande d'augmentation du budget du NLRB.
- une loi sur la protection du droit d'organisation (Protecting the Right to Organize Act) dite PROA.

Celle-ci vise à inscrire la représentation syndicale parmi les droits des travailleurs. Elle leur garantirait une protection, la liberté d'expression syndicale et interdirait les pressions et représailles des employeurs. Acceptée à la chambre des représentants en mars 2021, elle est actuellement toujours bloquée au sénat.

Bref, il semble plus sûr pour les salariés de compter sur leur propre organisation et moyens d'actions plutôt que d'attendre que le gouvernement démocrate agisse en leur faveur.

Conclusion

Faire rentrer les syndicats dans les boîtes est nécessaire certes, mais ce n'est pas un aboutissement en soi et probablement que ce ne sera pas suffisant pour obtenir satisfaction lors des renégociations (si elles arrivent!). Les salariés devront à n'en pas douter en arriver au mode d'action le plus à même de faire faire plier ces riches géants: la grève ! Et pour organiser une grève, ou toute autre action directe sur leur lieu de travail, les travailleurs sont forcément renforcés par le poids du syndicat. C'est bien pour cela que toutes ces grandes multinationales prennent des mesures antisyndicales si violentes dès le départ. Elles savent que la moindre victoire peut faire prendre conscience aux travailleurs de leur force, de leur capacité et inspirer d'autres collectifs. Elles savent qu'elles peuvent perdre gros face à la renaissance d'un puissant mouvement ouvrier aux États-Unis. Ce n'est pas être tourné vers le passé que d'espérer rebâtir une solidarité ouvrière, mais bien regarder vers l'avenir. Que les travailleurs prennent le slogan d'Amazon à la lettre : «Work hard. Have fun. Make history.»[9]

ELSA

9. *«Travaille dur. Amuse-toi. Fais l'histoire.»*

sources :

- Jacobinmag: 2 articles d'Alex N. Press «The Starbucks Union Drive Is Spreading With Impressive Speed» du 02/05/22 et «A Stunning New Chapter Begins for Amazon Warehouse Workers» du 01/04/22.
- The New York Times : Noam Scheiber «A Union Blitzed Starbucks. At Amazon, It's a Slog.» du 12/05/22
- site du syndicat ALU www.amazonlaborunion.org
- Washington Post : Reed Albergotti «Some U.S. Apple Store employees are working to unionize, part of a growing worker backlash» du18/02/22
- lavocedinewyork.com : Nicola Corradi «A Staten Island i sindacati mancano il bis contro Amazon» du 02/05/22 et Emma Pistarino « Dopo 7 licenziamenti, gli Starbucks di New York provano ad unirsi in un sindacato » 10/02/22.
- Collettiva.it : Stefano Iucci « Amazon, i sindacati entrano in azienda » 02/04/22
- corrierecommunicazioni.it : Veronica Balocco « Amazon, Biden incontra il fondatore del primo sindacato aziendale » 06/05/22
- L'express : «Le premier syndicat d'Amazon aux Etats-Unis échoue dans un deuxième entrepôt » du 03/ 05/22
- Le monde diplomatique : Maxime Robin «Pourquoi les syndicats américains ont perdu face à Amazon » du 11/05/21
- Le monde : « Amazon voit naître son premier syndicat aux États-Unis » du 01/04/22.